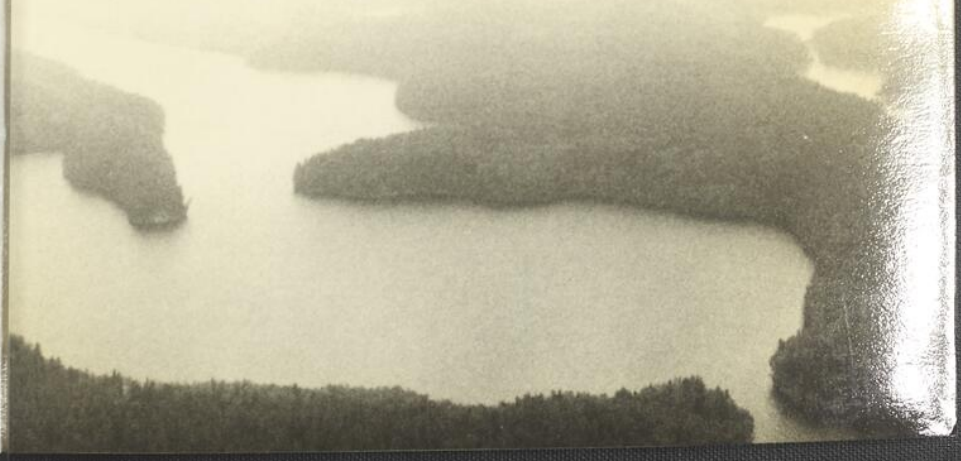
ossibles

VOLUME 11 ● NUMÉRO 1 ● AUTOMNE 198

ER
-285
S

PA
A
FAIR



LA PAIX À FAIRE

possibles
VOLUME 11 • NUMÉRO 1 • AUTOMNE 1986

196

possibles

B.P. 114, Succursale Côte-des-Neiges, Montréal, Québec, H3S 2S4

Comité de rédaction :
Rose Marie Arbour, Francine Couture, Marcel Fournier, Gabriel Gagnon, Lise Gauvin, Raymonde Savard, André Thibault.

Secrétariat et administration : Suzanne Martin

Collaborateurs(trices) :
Éric Alsène, Marie Bouchard, Roland Giguère, Gaston Miron, Marcel Rioux.

La revue est membre de l'Association des éditeurs de périodiques culturels québécois (AEPCQ).

Les articles parus dans la revue *Possibles* sont répertoriés dans RADAR (Répertoire analytique des articles de revues).

Les textes présentés à la revue ne sont pas retournés.

Possibles est subventionné par le ministère des Affaires culturelles du Québec et le Conseil des Arts du Canada.

Sur la page couverture :
Photo de Francine Larivée réalisée en 1986 et extraite des séries *Sucs d'émeraude. Embruns entre vides et pleins.*

Conception graphique
et maquette de la couverture :
Nicole Morisset

Montage et supervision typographique :
Claude Poirier et Serge Wilson

Composition : Composition Solidaire inc.

Impression : Imprimerie L'Éclaireur, Beauceville

Distribution : Diffusion Dimedia

Dépôt légal Bibliothèque nationale du Québec
D775 027

Dépôt légal Bibliothèque nationale du Canada
ISSN : 0703-7139

© 1986 Revue *Possibles*, Montréal

SOMMAIRE

Éditorial 7

Ma chère Raymonde
ANNIE LECLERC 15

Régionalisme et mouvement de paix
JEAN-GUY VAILLANCOURT
RONALD BABIN 21

Le Canada, la paix et le désarmement : une réalité ?
RÉMI HYPPIA 35

À l'Est, la colombe bat de l'aile
MICHELINE DE SÈVE 47

Pourquoi cette course aux armements ?
SIDNEY LENS 61

De l'air l'éger
FRANCE THÉORET 69

La CSN et le désarmement 73

Le RCM, le désarmement et la ville
ANDREA LEVY ____ **81**

Fuir la terre
PIERRE CHATILLON ____ **87**

Lettre à un pilote
ANDRÉ THIBAULT ____ **93**

À la CEQ
MICHELINE SICOTTE ____ **99**

L'invasion du Québec-Labrador par l'OTAN
PETER ARMITAGE ____ **103**

Taire Terre
L'Étoile *s'étoile*
PIERRE BÉLISLE ____ **115**

Nos impôts pour la paix
SERGE MONGEAU ____ **121**

La position stratégique du Canada dans le système mondial
STÉPHANE GENDRON ____ **127**

Je n'avais pas le temps
FRANCINE DÉRY ____ **133**

La guerre pensée par Hannah Arendt
MICHÈLE DUVAL ____ **139**

SUR LES CHEMINS DE L'AUTOGESTION

Créer la fierté pour se prendre en charge
CHRISTIAN BARRETTE, ANNICK BÈVE, RENÉ BINETTE, ÉDITHE GAUDET, PIERRE PAQUETTE ____ **155**

Le grand jeu de l'intelligence
PAUL CHAMBERLAND ____ **169**

COURTEPOINTES ET POINTES SÈCHES ____ **179**

Éditorial

Il y a eu Auschwitz, Nagasaki. Puis l'Algérie, le Vietnam. Avant il y en avait eu bien d'autres. Il y a eu et il y a tous les jours Beyrouth, Soweto, le Nicaragua, le Chili, les populations errantes, déplacées, dépossédées. Tant la violence prenant forme de guerre serait un fait historique.

Three-Mile Island, Bhopal, Tchernobyl ont bien montré que si les vents et les nuages transportant radiations et gaz toxiques ne s'arrêtent pas aux frontières des États, on ne peut s'en remettre à eux seuls pour sauvegarder notre intégrité. Quand la terre, les mers, l'espace sont à ce point militarisés nous sommes tous et toutes concerné-e-s quelque part en notre quotidien.

En 1986, année dite de la paix, les dépenses militaires dans le monde se situeraient à près de 1000 milliards de dollars et auraient augmenté de 4 à 7 % en cette seule année. Combien de maladies guéries, de terres cultivées, d'écoles avec cet argent ou tout simplement avec ce que coûte un bouclier spatial en vue d'une soi-disant guerre des étoiles.

Reconnaissons cependant, que de façon générale ces questions n'empêchent personne de dormir. Les médias ? L'opinion publique ? Les deux en interaction ? La télévision en banalisant l'horreur nous présente chaque soir une guerre exotique, lointaine, pour ceux-là qui « n'ont pas eu la chance d'être nés du bon côté ». Dans notre mémoire collective de Québécois-es, la dernière grande Guerre ne réfère pas à quelque chose de si terrible puisqu'elle a signifié pour un certain temps, la fin de la misère des années 29-32 par l'accès à une certaine prospérité. De plus, une socialisation à des valeurs militaires (conquêtes, violence physique, soumission, hiérarchisation, messianisme) ne font-elles pas partie de notre culture politique ? Par toutes espèces de mystifications, on a réussi à légitimer la réalisation de projets personnels et collectifs qui faisaient fi de l'écrasement de l'autre.

Face à la guerre il y a les *réalistes* qui disent que pour notre défense et notre protection, il n'y a que les armes et les armées. Il y a les *cyniques* qui prétendent qu'il faut bien préserver les emplois, même si l'on sait que l'investissement dans l'armement est moins créateur d'emplois que dans des secteurs socialement utiles tels les transports. Il y a aussi les *défaitistes* et leur constat d'impuissance voire même d'abdication. Les intérêts politiques et économiques en jeu sont trop lourds pour que l'homme, la femme ordinaire que nous sommes puissent y changer quoi que ce soit. Profitons plutôt du temps présent avant que...

Et il y a ceux et celles qui veulent parler de paix afin d'entrevoir des moyens concrets d'y parvenir. En discuter, c'est croire qu'il est POSSIBLE de transformer une réalité qui peut sembler irréversible. C'est faire un choix politique et moral fondé sur le fait que les peuples veulent vivre et élever leurs enfants en paix au-delà des États qui se font la guerre.

Qu'est-ce donc que la paix ? Est-elle l'absence de guerre ? Vivons-nous en paix ici ? Si c'est là-bas la destruction, l'analphabétisme, la maladie, ici c'est l'autre facette d'une même réalité qui prend la forme du chômage, de l'insécurité sociale pour un nombre de plus en plus grand de laissés pour compte. C'est la pollution, la violence au hockey, à la maison, c'est le suicide des jeunes. Il faut faire le constat que quel que soit le point de cette planète où l'on habite, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, les stratégies politiques et économiques de nos dirigeants se sont avérées inaptes à assurer la prospérité et le bonheur des peuples, et ce en dépit de richesses énormes. Puisque c'est le désordre établi par l'irrationalité au pouvoir, que faut-il faire pour rétablir l'ordre ?

L'ordre établi ce serait donc la paix. Et la paix, c'est pour quiconque la liberté de penser et d'agir après avoir satisfait pour soi et pour les siens, les besoins élémentaires de nourriture, de soins et d'éducation. L'ordre enfin établi, ce serait la justice par un véritable développement social et économique. Utopie ? Puisque l'être humain a aussi cette faculté de construire et de transformer. Pourquoi pas la paix ? Même si c'est à des structures sociales et mentales fortement établies que l'on se heurte ?

Pour y croire, il faut regarder à l'heure actuelle, du côté de ces milliers de citoyen-ne-s de toutes les régions qui luttent pour la démilitarisation de leur coin de terre. Toronto, Chicago, Vancouver, zones libres d'armement nucléaire, pourquoi pas Montréal ? La Nouvelle-Zélande, la Finlande, pourquoi pas le Québec, le Canada indépendants des grandes puissances ? À Rimouski, au Lac-St-Jean, au Labrador, en Acadie, des emplois certes. Mais des emplois pour la paix. Au dernier congrès de la CSN, la proposition sur la reconversion industrielle et le retrait du Canada de l'OTAN et de NORAD a été défendue, entre autres, par les membres des

syndicats de la métallurgie, directement concernés dans leurs emplois. Parce qu'il est possible d'imaginer en 1986, l'arrêt de la production industrielle d'armements et l'investissement des sommes d'argent dans la production de biens socialement utiles. Il est imaginable d'obtenir de plus en plus de zones libres d'armement nucléaire partout sur cette planète. Il s'agirait d'une volonté politique des gouvernements poussés et appuyés par les populations à la base.

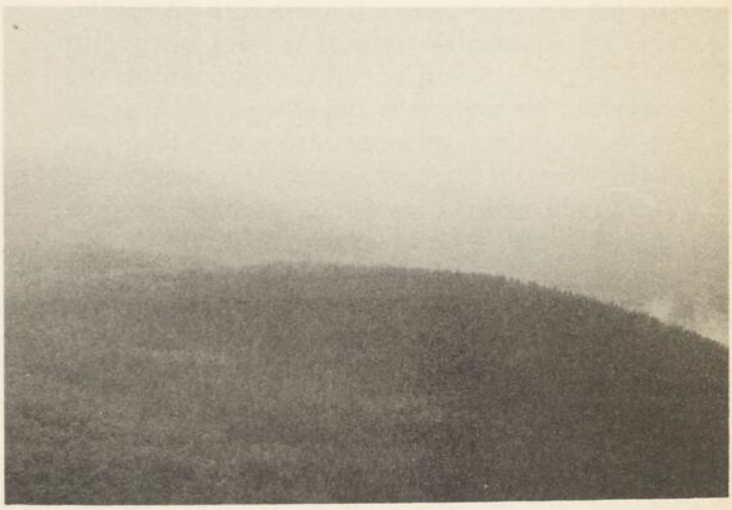
Et puis, il y a ces nombreux lauréats de prix Nobel ainsi que ces départements de physique et de biologie de grandes universités américaines qui ont refusé d'importantes sommes d'argent pour la recherche dans le cadre du projet IDS dit de la guerre des étoiles du président Reagan.

S'il est urgent de stopper la machine de guerre, il faut aussi dès maintenant imaginer des mesures concrètes de prévention à la guerre où la famille, l'école, les médias seraient impliqués dans un processus de socialisation à la paix. Une éducation à la paix, c'est une éducation non militariste, non sexiste, non raciste parce que la différence ne signifie plus l'infériorité. C'est apprendre aux enfants dès le bas âge que les conflits peuvent se régler par le dialogue et la négociation et non en écrasant l'autre. C'est orienter les sensibilités et les intelligences vers la canalisation des énergies en des réalisations constructives. Ce n'est donc pas nier le conflit ni la violence. Puisque celle-ci vient avec la vie, c'est qu'elle est inhérente à tout processus de création. Leur apprendre à être bien dans leur peau parce qu'ils auront su prendre leur place au soleil. La mère de Pinochet aurait dit en 1974 : « il est si timide... pour s'imposer il doit tuer ses ennemis. Il n'en tue pas assez »... C'est ainsi qu'elle sut si bien fabriquer un tueur.

Par des actions concrètes, faisables maintenant, un pas peut être fait vers la libération de l'air, de

la terre, de la mer. Pour nous qui aimons la vie. Mais aussi pour nos enfants et nos petits-enfants qui ont le droit de l'aimer à leur tour.

Raymonde Savard
pour le comité de rédaction



ANNIE LECLERC

Ma chère Raymonde

Paris, le 19 août 1986

Ma chère Raymonde,

Il est temps que j'exécute la promesse que je t'ai faite de t'envoyer un bout d'écriture sur la paix, il est temps que je m'asseye à mon bureau (sinon ce n'est pas du travail) que je mette mes jeunes lunettes de vieille, que je pose mes deux mains autour de mon papier blanc, que je choisisse ma plume du jour et que je réfléchisse... Comment construire aujourd'hui la paix... Depuis que j'ai accepté de jouer le jeu, d'essayer de voir comment on pouvait, non pas résoudre, mais au moins attraper la question par un bout, je me sens, plus que stupide, inhibée, et même récalcitrante. La question me met de mauvaise humeur ; est-ce contre moi qui ai accepté de me mêler, serait-ce sur deux ou trois pages de sujets qui me dépassent complètement ? Contre vous, toi et tes amis, qui imaginez qu'on peut trouver à dire quelque chose de vrai, pourquoi pas quelque chose d'utile pour l'avènement de la paix dans le monde ? Contre les malheurs de l'humanité auxquels je préfère ne pas penser ? Tu me diras que j'avais qu'à ne pas accepter, que ta proposition me laissait tout à fait libre, qu'elle était d'ailleurs si délicate que je pourrais fort bien encore te dire : « j'avais cru pouvoir le faire, mais, voilà, je ne peux pas, je n'ai rien à dire

sur cette question, excuse-moi, une autre fois, je réfléchirai mieux avant de promettre... » Or cette solution est tout aussi impossible. C'est la question même à laquelle on ne peut pas se dérober sans se sentir affreusement coupable. Que penseront de nous nos enfants, nos petits-enfants quand ils comprendront que nous n'avons rien fait pour prévenir le désastre, que nous ne nous sommes même pas ligués, que nous ne nous sommes pas dressés en poussant de grands cris pour réveiller les peuples absurdes, les peuples fous, que nous n'avons même rien dit, rien écrit ? Alors qu'au moins une fois j'essaie de m'expliquer de mon silence, de ma démission, peut-être de ma lâcheté... voilà pourquoi j'ai accepté, voilà pourquoi j'accepte encore alors même que ma paralysie devant cette question m'est de plus en plus sensible et douloureuse. Mais je n'oserais pas faire un texte sur ce sujet qui est LE SUJET même de l'humanité. Tout me dépasse dans cette histoire humaine, je n'y vois rien et quand j'ai fait comme si j'y voyais quelque chose quand j'ai laissé entendre par exemple que les femmes sauraient peut-être empêcher que ne triomphent à la fin les forces de la destruction et de la mort, c'était pour m'abuser moi-même, et abuser les autres avec moi, nous donner de quoi rire et chanter ensemble, nous empêcher de défaillir tout de suite dans le désespoir... Il y a tant de façons de tricher, de mentir, de s'épargner la misère de l'impuissance... Je n'ai jamais sincèrement cru que les femmes allaient trouver le moyen d'infléchir le cours de l'histoire dans le sens de l'amour, de la jouissance et de la paix, j'ai fait semblant de croire. Et c'est parce que je ne veux plus ça, faire semblant de croire quand je ne crois pas, que je ne peux pas faire ce texte, mais seulement t'écrire cette lettre, Raymonde, dont tu feras ce que tu voudras, que tu pourrais donner à la revue pour qu'elle la publie à la place du texte que j'aurais pu écrire et qui aurait prétendu savoir comment on fait pour aborder la question de l'édification de la paix. Comprends-moi, je préfère rester dans la lettre, j'ai

plus de chance d'éviter ainsi la grandiloquence, les pétitions de principe, et toutes ces flambées d'indignation morale dont l'écrivain aussi misérable et impuissant que tous les autres se caresse dans ses livres. Si c'est à toi que je parle, je risque moins de tricher...

Si ça arrive je ne pourrai pas dire que je ne savais pas, qu'on ne m'avait pas prévenue. Ma télévision, ma radio, mes journaux, mes écrans de cinéma en sont pleins. Les pays qui ne sont pas en guerre sont ceux qui fournissent aux autres les moyens de s'entretuer. Le sang des libanais, des iraniens, des irakiens, des nicaraguéens leur convient si bien qu'on ne voit pas pourquoi, ni comment ils y renonceraient. Tout ça on ne me l'a pas caché. Je le sais. On m'a aussi parlé d'Hiroshima, on m'a même dit que c'était un feu de paille auprès de ce qui se préparait. Bref je ne pourrai jamais prétendre que je n'étais pas au courant que les hommes eux-mêmes avaient préparé leur apocalypse. Alors quoi ? Qu'est-ce-que je vais dire quand ça va arriver ? Qu'est-ce-que je peux dire maintenant que c'est peut-être sur le point d'arriver ?

Il est évident que ma désinvolture vient de ce que je ne suis pas directement exposée. La guerre c'est ailleurs, c'était avant, ce sera après, alors je me faufile comme je peux dans la paix tant qu'il est encore temps, encore lieu. Et c'est la raison pour laquelle je suis de très mauvaise humeur quand on vient me rappeler qu'il y a menace, que l'enfer s'en vient... J'aimerais pouvoir répondre que je n'y peux rien, que ce n'est pas mon affaire, qu'on me foute LA PAIX une bonne fois pour toutes avec ça, mais je ne peux pas non plus dire ça. Rien n'est sûr. Il est possible que ce soit tout de même un peu mon affaire. Or le fait est que je n'y pense jamais. J'oublie tout à fait la guerre dans mes pensées. Surtout la guerre nucléaire, l'horrible, l'irréversible. J'avoue : je n'y pense jamais. Non, non, jamais, je te jure.

Comparées à ce devoir-de-penser l'avenir si terriblement menaçant de l'humanité, mes pensées me semblent dérisoires, mon travail d'écriture se découvre futile, et pire peut-être, pernicieux, détournant mon attention et celle de mes lecteurs de cela seul qui mériterait désormais d'être considéré. Pendant que sont massacrés les enfants des autres, et que se prépare peut-être l'extermination des miens, qu'est-ce que je fais, moi ?

Je travaille, je souffre, je transpire en essayant de transcrire les éclats de lumière, de bonheur, de paix que j'ai pu glaner de ci, de là au cours de mon chemin de vie qui a eu sa part de chagrin, de détresse, comme pour tout un chacun, disons... Seulement ça. Par exemple, j'aimerais depuis quelques jours parvenir à écrire la lumière de cette fin d'après-midi, le mois dernier, dans ma campagne limousine, auprès de Paul, et de Madeleine, ta soeur, qui était avec nous. Et c'est très difficile d'écrire ça, mais je m'y applique comme s'il fallait absolument que cela soit écrit. Nous avions été faire une belle promenade dans la campagne. Nous avions ramassé des fleurs dans les champs dont avaient fait, Madeleine et moi, un beau bouquet qu'on avait mis sur la cheminée du salon. Nous étions restées un moment sur le balcon. Le soleil s'inclinait entre les branches du tilleul. Les hirondelles divagaient dans l'azur. Ariane m'avait téléphoné de Grèce. Tout allait bien. Je n'étais inquiète de rien. Je m'étais assoupie un moment l'après-midi sous le frêne pleureur. Je m'étais éveillée dans un tel éblouissement de verts, de bleu, de grâce, de douceur, que j'avais eu le coeur serré d'une sorte de détresse. D'ailleurs je mélange des moments de journées différentes. Plusieurs fois pendant ce séjour j'ai été de cette façon ravie, enchantée et comme déchirée par la beauté élémentaire... de quoi ? de rien, de la paix, de la jouissance de vivre ici, maintenant, sans conflits, presque sans désirs, sinon celui de vivre ça encore, et d'arriver à l'écrire. Une fois Madeleine qui avait gardé son

chapeau de paille alors qu'elle était à l'ombre du prunus avait éclaté de rire, une autre fois Paul avait dit « Qu'est-ce qu'on mange ce soir ? » Tu vois, ce n'était rien. Le balbutiement des heures. Heures si douces. Un éblouissement d'or en paillettes. Souvent dans ces cas là j'ai le coeur serré. Je dis, mon Dieu... C'est aussi bête que quand je crie Maman ! à l'instant où j'échappe et brise un joli plat de porcelaine. Je soupire, mon Dieu, parce que je ne sais pas à qui m'adresser pour que soit retenu et répandu ce lait de bonté, de tendresse, qui coule du ciel sur la terre, je cherche éperduement comment on pourrait faire pour que ça ne disparaisse pas tout à fait, je ne trouve rien d'autre que l'écriture.

Évidemment ce n'est pas grand'chose. Presque rien. Une illusion peut-être. Pourtant quand j'y arrive, quand je réussis à écrire quelque chose d'un éclat de lumière entrevue (oh, c'est toujours moins bien que ce que j'aurais voulu, mais tant pis !), je trouve que j'ai bien travaillé, que je peux aller me coucher pour dormir ou même pour mourir, que j'ai fait ce que j'ai pu, à ma mesure pauvre et bornée. Par exemple, quand nous étions là-bas, le mois dernier, en Limousin, j'ai pensé à arroser les marguerites et les rosiers qui en avaient bien besoin, presque tous les soirs. Il est vrai que ce fut peut-être une peine inutile. Que dis-je ? Ce fut une peine inutile. Il n'y a plus personne là-bas, ni pour arroser les fleurs, ni pour les admirer. N'empêche, j'étais contente de les arroser.

Je ne crois pas qu'on puisse empêcher la guerre. Je crois que ceux qui la voudront auront les armes, et que ceux qui ne la veulent pas n'auront rien du tout. J'avoue que j'ai le plus grand mal à me représenter l'irreprésentable et à penser l'impensable, pas seulement l'explosion finale, mais la mort d'enfants à des milliers de kilomètres, l'effroi des mères, la panique des pères, l'horreur quotidienne et lointaine. En revanche, j'ai de la vilaine petite guerre

rampante, sournoise, sinistre là sous les yeux. Du chômage, de l'alcoolisme, de la bêtise raciste la plus virulente, de la misère de couple, comme si il n'en avait jamais autant plu... Je ne sais pas comment c'est chez vous, mais ici c'est affreux. On dirait que la guerre conjugale anime leur vie, échauffe leur sensibilité, soulage en vase clos toute l'agressivité attrapée au dehors. À cette guerre là j'ai beaucoup pensé dans ma vie, et j'y pense encore, et je crois pouvoir dire que j'ai compris une petite chose ici qui vaut peut-être pour toute forme de guerre : la paix ne se décrète pas, ne s'édifie pas avec la bonne volonté des belligérants rendus soudain raisonnables par le constat réciproque des désastres, des souffrances inutiles qu'ils imposent. L'intérêt qu'ils trouvent à se faire la guerre, le sang vif de la colère qu'elle fait couler dans leurs veines, le mépris revigorant, la haine tonique, active, efficace, l'intérêt puissant qu'on a de se faire mal se rit de toutes les proclamations de paix. Tant qu'on ne veut pas savoir à qui, à quoi ça profite, ça ne peut que continuer de plus belle.

Je crois avoir fait, pour moi, un petit bout de chemin. Je comprends mieux l'intérêt que les hommes et les femmes trouvent à se faire la guerre. C'est ainsi que je perds une à une mes vieilles peaux de violence. Pour la paix directement je ne fais rien, je me contente d'essayer de lui faire le plus de place dans mon coeur, ma tête, mes mots, bref de lui faire une sorte de petite fête quand je la vois passer, souriante, adorable, éphémère.

Tu vois, ma chère Raymonde, que tout ça ne méritait pas un texte. Je renonce à concevoir l'édification de la paix dans le monde. Mais pas à aimer mes amis, à leur parler, à partager avec eux la pure jouissance d'exister. Je ne suis pas fière de moi. Mais je ne me sens pas réellement coupable non plus. Modestement humaine. Je t'embrasse. À bientôt.

JEAN-GUY VAILLANCOURT
RONALD BABIN

Régionalisme et mouvement de paix

Dans le mouvement de paix qui s'est développé au Québec depuis le début des années 80, il y a à l'oeuvre deux dynamiques régionales importantes. L'une a été mise en marche par la Coalition québécoise pour le désarmement et la paix (CQDP), et l'autre par la Campagne pour un F-18 pour la paix. Ces deux dynamiques convergent de plus en plus depuis une couple d'années. Par ailleurs, au début de la présente décennie, surtout entre 1982 et 1984, le clivage en deux pôles opposés a caractérisé le mouvement antiguerre québécois, avec, d'un côté, une tendance alignée sur les positions du Conseil mondial de la paix et par conséquent de l'Union soviétique, et de l'autre celle des « non-alignés », c'est-à-dire de ceux qui refusent de faire le jeu de l'une ou de l'autre des superpuissances.

Ce dernier clivage n'est pas disparu à l'heure actuelle, mais à cause de la marginalisation croissante de la tendance « alignée », et à cause aussi du renforcement progressif des groupes intermédiaires, de ceux qu'en 1984 on appelait les « non-branchés » (i.e. ceux qui, dans les syndicats et chez les anglophones surtout, voulaient garder, pour diverses raisons, leur autonomie vis-à-vis ces deux tendances), ce sont surtout ces non-branchés et les non-alignés qui se sont partagé le leadership du

mouvement de paix au Québec de 1984 au début de l'été 1986.

Depuis le début de l'été 1986, la tendance alignée tente de récupérer la place qu'elle occupait au début des années 80, dans le leadership du mouvement pour la paix au Québec, en essayant de mousser le thème des ZLAN (Zones libres d'armes nucléaires) que des groupes non-alignés de certains quartiers de Montréal s'efforcent depuis quelques temps d'injecter dans la campagne électorale municipale à Montréal, en tentant de renforcer ses alliances devenues assez précaires avec les centrales syndicales et même avec certains groupes régionaux et de quartier, et en s'opposant discrètement à la fois la campagne F-18 pour la paix et la Coalition québécoise pour le désarmement et la paix tout en affirmant vouloir forger l'unité du mouvement.

La tendance alignée, dont les racines sont anciennes au Québec, est constituée, en son noyau central, de personnes et de groupes proches du Parti communiste du Québec, et de manière plus périphérique de groupes qui s'y rattachent partiellement, soit par tradition, soit par parenté idéologique soit encore par ignorance. Au début, cette tendance plus centralisante s'est surtout efforcée d'exercer un contrôle sur les orientations du mouvement en cherchant à parler au nom des centrales syndicales, mais elle n'a pas réussi à imposer sa vision, pour deux raisons. D'abord, sa prétention était fondée sur une idéologie unitaire et minimaliste (genre « pour la paix et la vie ») nettement insuffisante et peu représentative de la pluralité des groupes qui prenaient forme. Ensuite, ce courant centré essentiellement sur le nucléaire véhiculait plus ou moins discrètement un alignement prosoviétique qui avait peut-être eu un sens durant le Mc Carthysme et la guerre du Vietnam des années 50 et 60 mais qui, en cette fin de siècle dominée par la situation de partenariat conflictuel entre

Régionalisme et mouvement de paix

l'URSS et les États-Unis, a présentement perdu beaucoup de crédibilité. Il faut dire cependant que les positions bellicistes et rétrogrades de Reagan, par opposition aux positions plus sensées de Gorbachev, contribuent à redonner une certaine crédibilité à ceux qui sont alignés sur Moscou.

La deuxième tendance, aux racines plus récentes et qui regroupe plusieurs groupes venant des mouvements écologiste, antinucléaire, tiers-mondiste, féministe, etc., ne pouvant et ne voulant aucunement s'identifier au premier courant, s'en démarque donc assez radicalement. La première étape de son essor s'est faite par la mise en route de sa propre dynamique autonome et non-alignée, à l'occasion d'une double manifestation à Montréal, le 22 octobre 1983 (la première, une chaîne humaine entre les consulats américain et soviétique fut organisée par les nouveaux groupes non-alignés, alors que l'autre, une grande marche traditionnelle, a eu lieu sous la conduite du Conseil Québécois de la paix). Dans un deuxième temps, l'on est passé à la mise sur pied, en janvier 1984, d'un regroupement plus permanent de groupes non alignés qui s'est formé dès ce moment-là sur une base régionale. Il s'agit de la Coalition québécoise pour le désarmement et la paix (CQDP), qui regroupe actuellement une quarantaine de groupes provenant de sept des grandes régions du Québec. Comme l'indique la plate-forme de base de la CQDP, l'option régionaliste a été motivée dès le départ à la fois par un choix pour la décentralisation et par le souci d'aller vers la base de la société, et d'autre part par un pari sur le développement futur du mouvement et par une volonté d'élargir la thématique générale du mouvement pour la paix, qui déborde ainsi le thème du nucléaire pour inclure aussi celui de la militarisation. « Pour un Québec démilitarisé », en effet, est inscrit dès le début sur le logo de la CQDP. Il semble que cette régionalisation n'a pas été unique-

ment le produit d'une pure radicalisation des groupes, mais aussi un moyen efficace employé par ceux-ci pour échapper aux clivages déchirants qui peuvent exister dans les métropoles à cause de la sur-spécialisation idéologique et politique des groupes qui s'y développent. La régionalisation peut alors effectuer un genre de rééquilibrage des tensions, grâce à l'apport des régions, étant donné que les groupes régionaux sont plus habitués à coopérer entre eux. À bien des égards, les régions apportent à la lutte moins d'idéologies sectaires et différenciées et plus de pratiques concrètes et unitaires, lorsqu'elles participent à une coalition nationale. La régionalisation du mouvement pour le désarmement et la paix a donc ouvert et encouragé la réflexion et l'action dans cette voie.

Un des effets du clivage entre alignés et non-alignés concernant les orientations idéologiques et le modèle organisationnel du mouvement pour la paix fut l'ouverture entre les deux pôles opposés du début d'un certain espace qui s'est vite rempli de plusieurs groupes variés qui ont pris l'initiative de toute une gamme d'actions dans leurs milieux respectifs. Ce point n'est pas sans importance car c'est en grande partie sur ce terrain que se fait la pénétration et l'enracinement des questions de désarmement dans différents secteurs de la société québécoise, en particulier, dans les églises, chez les femmes, les professionnels, les artistes, les scientifiques, les syndicalistes... De plus, le projet et la large coalition construits autour du thème d'un F-18 pour la paix ont été conçus et lancés dans cet entre-deux, principalement sous l'impulsion des syndicats — Confédération des syndicats nationaux (CSN) et Centrale des enseignan? du Québec (CEQ) — auxquels s'est associée, par la suite, l'Assemblée des évêques du Québec. La dimension régionale y est aussi très présente dès le départ. En collaboration avec les groupes pour la paix, il y a eu création en 1985 de Comités Ad hoc pour un F-18 pour la paix dans environ une

Régionalisme et mouvement de paix

douzaine de régions du Québec. Une dizaine de manifestations de types divers ont eu lieu dans différentes villes du Québec en octobre 1985, plutôt qu'une seule grande manifestation centrée sur Montréal. La dynamique durant 1986, Année internationale de la paix, se poursuit dans cette même direction.

Nous croyons que les raisons qui ont poussé la campagne F-18 vers les régions s'apparentent à celles de la CQDP, mais il y a à notre avis quelques différences : l'une de ces différences est liée à un désir des syndicalistes de réconcilier les deux pôles divergents qui ont marqué le mouvement au début des années 80, et l'autre est associée à un effort suivi pour stimuler l'essor d'un mouvement autour des préoccupations pour la paix dans des secteurs traditionnellement actifs et militants, en particulier, dans les syndicats, les milieux religieux et chez les groupes de solidarité internationale.

Nous pouvons déceler une motivation encore plus profonde liée au contexte historique dans lequel se trouvent actuellement plongés le Québec et le Canada. Ici, comme ailleurs, la militarisation cherche à s'enraciner profondément dans la société, notamment, par la dispersion et le saupoudrage en régions de toute une gamme de projets et d'équipements militaires. Ce qui retient l'attention dans ces nouveaux développements, c'est le fait que pour justifier cette militarisation croissante dans les régions, l'accent sur les bienfaits économiques domine de manière surprenante par rapport à un discours classique axé presqu'uniquement sur des impératifs de défense nationale. De plus en plus, on insiste sur la création d'emplois et sur le dynamisme économique qui sont censés accompagner les développements militaires de toutes sortes. Inversement, le chantage sur l'emploi et le spectre de la fermeture des installations militaires sont utilisés de manière croissante pour dissua-

der et dénigrer toute opposition aux projets. Une telle attitude contribue à encourager dans les régions la création de lobbies favorables à la militarisation et la formation d'un nouveau type de corporatisme local sur lequel le projet militariste général peut ensuite s'appuyer de manière plus large pour assurer sa pénétration. Le gouvernement fédéral, en particulier, contribue à cet effort, comme l'indique une récente intervention publique (le 30 mai 1986) du ministre de la Justice John Crosbie. Peu après une réunion de l'OTAN, tenue à Halifax, le ministre annonçait l'octroi d'une subvention de 150,000 dollars, principalement destinée aux Chambres de commerce du Labrador et de Terre-Neuve, afin de venir en aide à leurs efforts pour stimuler un meilleur accueil du public au projet d'installation à Goose Bay au Labrador d'une base permanente de l'OTAN destinée à l'entraînement à basse altitude des pilotes d'avions de combat dans la péninsule Québec-Labrador.

Il est évident qu'une telle orientation correspond à une vision d'un développement économique et technologique de plus en plus fondé sur le secteur militaire. Dans le contexte canadien et québécois, cela ne peut que mener à l'intégration et à la subordination encore plus grande de l'économie canadienne vis-à-vis celle des États-Unis. Il en résulte une aggravation de la dépendance extérieure, à laquelle s'ajoutent des distorsions structurelles internes qui tendent à créer une société déséquilibrée aux plans économique et social avec, d'un côté, concentration des avantages économiques, des privilèges et du pouvoir, et de l'autre, généralisation des coûts socio-économiques, du chômage et de la précarité de l'emploi. Ce type de structure est très fragile en temps de crise, vu l'état de sous-traitance dans lequel se trouvent les entreprises canadiennes de production militaire, et l'absence d'emprise sur les leviers de contrôle économique qui accompagnent cette situation.

Lorsqu'arrive la récession, il risque donc d'y avoir des conséquences plus lourdes sur le développement économique et social du Québec, puisque c'est ici qu'on trouve 50 % de la production militaire du Canada. De manière croissante au Québec, l'on semble prendre conscience des dimensions négatives de ce modèle de développement. L'on tend également à en tirer les conclusions qui s'imposent, notamment, qu'il faut résister à partir des régions à cette pénétration, et promouvoir d'autres types d'activités économiques plus adaptées aux besoins des gens qui habitent dans les différentes régions. Cela donne une dimension nouvelle à la question de la paix et souligne à nouveau l'importance des différentes luttes plus régionalisées contre la militarisation, comme celles qui se développent actuellement contre les usines militaires dans la région de Montréal, contre le projet de champ de tir près de l'Assomption au Lac St-Jean, contre les projets d'écoles navales à Chicoutimi et à Rimouski, contre les exercices militaires de type « Nez rouge » à Valleyfield et à Rimouski, ou encore comme la lutte des Amérindiens et des groupes de paix face aux vols à basse altitude et au projet de base de l'OTAN dans la péninsule Québec-Labrador.

Puisque dans le mouvement de paix, une dynamique régionaliste tend à se superposer, voire même à succéder partiellement à celle qui oppose deux tendances, il est utile de s'interroger sur les formes et les visions contemporaines du régionalisme afin de faire une évaluation préliminaire de la signification possible de cette orientation. Nous retiendrons ici la piste de la nouveauté en dégageant succinctement deux facteurs récents de l'élargissement et du renouveau du régionalisme.

À la lumière des travaux de Louis Quéré, nous estimons qu'il est possible de procéder ainsi. On peut voir à ce sujet les articles suivants où Quéré résume sa pensée : « Mouvements régionaux et

décentralisation », *Futuribles*, n° 56, juin 1982, p. 103-110 et « Les mouvements nationalitaires dans les transformations sociales ». *Économie et humanisme*, n° 241, mai/juin 1978, p. 19-35, et aussi le livre dans lequel il développe ses idées : *Jeux interdits à la frontière, Essai sur les mouvements régionaux*, Paris, Anthropos, 1978, 382 p. Par ailleurs, une réflexion en ce sens est aussi présente chez Renoud Dulong, « Enjeu régional et luttes sociales », *Économie et humanisme*, n° 241, mai/juin 1978, p. 7-18, et *Les régions, l'État et la société local*, Paris, Presses universitaires de France, 1970, 245 p. (Coll. « Politiques »).

Le premier facteur de cet élargissement et de ce renouveau est lié à la forme populiste que le régionalisme a pris durant les années 60 et 70, forme qui a été mise en branle par des couches ouvrières et agricoles. Cette approche s'est développée durant une période de grands changements et à l'occasion de crises importantes vécues concrètement dans les régions, mais dont l'impulsion venait de l'extérieur des régions. La démarche populiste s'est articulée autour d'une lutte pour la défense des économies régionales en déclin et aussi autour d'une poussée visant à favoriser un développement plus adapté au contexte des régions. Un langage passablement tiers-mondiste caractérise celle-ci. L'on y dénonce le colonialisme interne de l'État et du capitalisme à l'égard des régions. L'on y parle d'intervention étrangère et l'on en appelle à un regroupement populaire pour s'affranchir de celle-ci et pour maîtriser le changement et le développement à partir d'une dynamique régionale autonome. La mobilisation est aussi dirigée contre les anciennes élites régionales perçues comme archaïques et comme incapables de promouvoir une spécificité régionale ainsi qu'un véritable développement autocentré en région ou un renouveau rural qui feraient revivre celle-ci sans la traditionnelle dépendance à l'égard du centre.

Régionalisme et mouvement de paix

Le régionalisme s'est aussi enrichi, en deuxième lieu, par l'apport de la contestation contre-culturelle et alternative qui s'inspire d'une toute autre logique. Cette contestation s'est davantage construite autour d'une forte critique de la société de consommation et autour d'une mise en cause plus large des valeurs de la société capitaliste industrielle avancée. L'orientation productiviste qui caractérise cette société est contestée et présentée comme étant irrationnelle, étant donné les dégâts et les nuisances écologistes qu'elle génère et qui empoisonnent l'environnement naturel et humain. Il en découle une prise de conscience de la nécessité de trouver une alternative à ce type de croissance sauvage. L'on y retrouve aussi la dénonciation d'une espèce de colonisation, mais cette fois c'est la colonisation du monde vécu par la rationalité technocratique des élites économiques et administratives qui cherchent à imposer des modèles de conduite et de consommation afin de conditionner le public aux nouveaux impératifs technologiques et économiques. Cela conduit à la revalorisation de l'expérience concrète par rapport aux systèmes établis, à la promotion d'alternatives par le bas et à l'évocation d'une société alternative décentralisée que l'on trouve dans les notions de « small is beautiful », « small is possible », et « penser globalement, agir localement ». Cette vision nouvelle du régionalisme s'efforce non seulement de faire revivre les localités et les régions mais aussi à les orienter vers des modes de vie différents.

Il est donc assez facile de comprendre que ces deux approches face au régionalisme se complètent bien plus qu'elles ne s'opposent l'une à l'autre. La première pose l'exigence d'un développement basé sur les ressources locales et met de l'avant les idées de participation et de décentralisation. La deuxième soulève la nécessité d'une rupture avec un certain modèle de développement et propose à sa place des alternatives à construire

par le bas. De plus, les deux approches apportent chacune des éléments de réponses à leurs limitations respectives, c'est-à-dire aux limites d'un courant populiste incapable d'élaborer un programme motivant et des stratégies stimulantes capables de provoquer une participation élargie dans un projet d'émancipation régionale, et aux limites d'une vision alternative éloignée d'une base sociale active et centrée sur la contestation et sur des revendications démocratiques à saveur utopiste en vue d'une participation difficilement réalisable. Vue de cette manière, l'approche plus alternative ouvre la réflexion sur un contre-projet plus motivant basé sur des valeurs nouvelles alors que l'approche plus populiste indique la voie concrète à suivre et offre un meilleur aperçu des contraintes auxquelles il faut faire face, au niveau des ressources par exemple.

Il semble bien qu'une convergence soit possible entre ces deux approches mais elle ne va pas nécessairement de soi. Une thématique nouvelle est requise pour injecter dans le régionalisme une problématique sociale originale capable d'élargir les horizons de la réflexion et de l'action. Le thème du désarmement et de la paix semble offrir cette possibilité puisqu'il pousse à prendre en considération l'importante dimension internationale et à poser de nouveau plusieurs questions dans cette perspective élargie. Ainsi, ce thème ne réduit nullement les contenus respectifs de ces approches, mais il situe plutôt celles-ci sur un terrain plus large et plus fertile où les possibilités de travail en commun et de coopération sont accrues. Ce thème peut donc favoriser la rencontre ou du moins la convergence de ces deux logiques ainsi que l'unité des groupements sociaux qui les véhiculent.

Un tel effort de convergence entre les tenants des courants alternatifs et populistes est en voie depuis quelques temps de se construire au Québec sur des bases régionales. Les premiers signes de ce rapprochement se retrouvent dans la campagne pour

Régionalisme et mouvement de paix

un F-18 pour la paix qui, dès le début, s'est bâtie sur une base régionale et a su réunir dans une démarche commune des éléments des deux courants. La campagne F-18, en assumant un certain leadership au niveau du mouvement global pour la paix au Québec en 1985, a dans un premier temps stimulé la décentralisation sur une base régionale de la manifestation pour le désarmement et la paix qui se tient chaque année vers la fin d'octobre. En 1985, au lieu de converger sur Montréal comme cela avait été le cas les années précédentes, les militants québécois pour la paix ont tenu des manifestations dans plusieurs villes du Québec. Celle de la région du Saguenay — Lac St-Jean, a été particulièrement réussie, vue son originalité et son ampleur. Plus de 15 500 personnes y ont fait les 62 pas pour obtenir 62 millions de dollars (le prix d'un F-18) pour des emplois pour la paix. La campagne F-18 est présentement en train de consolider ses bases régionales en vue des manifestations d'octobre 1986, grâce à une relance régionale. La CQDP quant à elle, fonctionne sur une base régionale depuis sa fondation. Il y a des groupes régionaux de la CQDP dans les régions de Québec, de Hull, du Saguenay — Lac St-Jean, de Drummondville, de Montréal et de Sherbrooke et du Haut-Richelieu. L'Alliance-Québec, qui a pris en partie le relais du Conseil québécois de la paix comme porte-étendard de la tendance alignée sur les positions pro-soviétiques, tente elle aussi depuis sa fondation de fonctionner sur une base régionale, mais elle a plus de difficultés à le faire vu que les tenants de cette option sont surtout concentrés dans la région du Montréal métropolitain. Faute de pouvoir vraiment s'implanter dans les diverses régions du Québec, elle tente de passer pour l'aile régionale québécoise de l'Alliance pour la paix du Canada, d'où son choix du nom d'Alliance-Québec, choix qui crée plus d'une ambiguïté. De plus, le fait que les pro-soviétiques centrent l'attention presqu'exclusivement sur les armes nucléaires américaines et sur

la complicité canadienne, n'attire pas les militants des régions du Québec autre que Montréal où les questions reliées à la militarisation et aux dépenses militaires sont des préoccupations davantage ressenties.

La réflexion plus alternative de la CQDP vise plus explicitement la dimension style de vie et mode de développement ainsi que la question du militarisme canadien. Une partie importante de l'effort actuel de la CQDP s'efforce de dénoncer et de contrer la militarisation du Nord canadien, en particulier dans la péninsule Québec — Labrador où le gouvernement canadien projette d'accueillir une base permanente de l'OTAN. En privilégiant ce dossier, la CQDP cherche à montrer que la militarisation croissante de notre société se fait sans considérations pour les libertés et pour la spécificité culturelle des peuples amérindiens (en particulier les Montagnais), et dans des conditions de démocratie lamentables, puisque cette militarisation s'impose à toute fin pratique comme un fait accompli, sans respecter les droits ancestraux et sous couvert de servir la « sécurité nationale ». L'on souligne ainsi implicitement que ce qui se passe actuellement dans des régions éloignées et isolées pourrait fort bien s'étendre pour affecter de manière similaire des régions plus centrales ainsi que les populations qui y vivent. Ce choix d'orientation pour l'action a pour but de démontrer qu'il est bien question de mode de vie, et qu'en conséquence le débat devrait se situer sur ce terrain afin d'avancer des solutions dans le sens d'une prise en charge des milieux de vie et de travail.

En somme, il nous semble que deux éléments de nouveauté sont au travail dans le mouvement antiguerre québécois des années 80. Premièrement, il y a une remise en question du système de démocratie représentative traditionnelle par une alternative en termes de démocratie participative à construire par le bas. En second lieu, nous perce-

vons le développement actuel d'un mouvement plus régionalisé qui vise à actualiser ce choix. Par ce biais, il contribue concrètement à infléchir la course aux armements et à promouvoir un modèle de développement alternatif respectueux des différences. Des acteurs sociaux importants s'engagent dans cette voie, mais leur simple présence ne permet pas actuellement de présumer de l'issue de ce processus car nous connaissons encore mal le degré de leur détermination et la force de leur engagement réel à poursuivre dans cette direction.

RÉMI HYPPIA

Le Canada, la paix et le désarmement : une réalité ?

Rappel historique

Depuis 1945, le monde industrialisé est divisé militairement en deux pôles représentés respectivement par des pactes de défense collective.

Formé en 1949 par les Alliés occidentaux pour contrer une éventuelle invasion de l'Europe par l'URSS, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) est, officiellement, un pacte « défensif » reposant sur la doctrine de la dissuasion de l'ennemi. La doctrine de la dissuasion consiste à infliger, par la menace d'utiliser des armes nucléaires et conventionnelles, à l'agresseur des dommages tels qu'il y réfléchira sérieusement avant d'attaquer. Toutefois, pour que cette doctrine soit efficace, il faut posséder des armes et des forces armées « crédibles » afin d'impressionner l'adversaire. On peut maintenant comprendre la logique qui pousse plusieurs politiciens et chefs militaires à faire développer et à déployer des armes nucléaires et conventionnelles encore plus sophistiquées et meurtrières. Durant les années 50, les États-Unis établirent un réseau de pactes de

défense collective dans plusieurs régions du monde [1].

En 1955, l'Union soviétique instituait son propre système de défense collective : Le Pacte de Varsovie. Cette alliance, regroupant les pays d'Europe de l'Est (sauf la Yougoslavie), fut la réponse soviétique à la remilitarisation et à l'entrée de l'Allemagne de l'Ouest dans l'OTAN l'année précédente. Comme l'OTAN, le Pacte de Varsovie est un pacte militaire « défensif » ayant pour but de repousser une agression impérialiste.

Depuis les trente dernières années, les deux alliances militaires sont restées relativement stables et cohérentes [2]. Comme nous avons pu le constater ci-dessus, l'OTAN et le Pacte de Varsovie sont l'expression concrète de la maxime si chère aux stratèges militaires : « *Si vis pacem, para bellum* ».

Pourquoi sommes-nous alignés avec les É.-U. ?

Grâce à sa position géographique, éloignée des centres de conflits militaires, le Canada est un des rares pays du monde à n'avoir pas souffert de destructions causées par des guerres sanglantes et meurtrières. Néanmoins, cela ne l'a pas empêché de participer à de nombreux conflits outre-mer (Afrique du Sud en 1899, Europe 1914-18, Russie en 1918, Europe 1939-45, Corée en 1950) aux côtés de la Grande-Bretagne et des États-Unis. Généralement, le Canada n'est pas perçu comme étant un pays belliciste et actif dans la course aux armements. D'ailleurs, le gouvernement canadien aime mettre en relief ses efforts pour préserver la

1/ Entre autres, l'ANZUS (Pacte du Pacifique en 1951), l'OTASE (Pacte du Sud-Est Pacifique en 1954).

2/ La France se retira du Pacte militaire comme tel vers 1966, mais elle garde sa place au Conseil. La Roumanie ne participe presque plus aux manoeuvres des troupes du Pacte de Varsovie.

paix mondiale et favoriser le désarmement en insistant sur le rôle du Canada au sein des Nations Unies et d'autres organismes de coopération internationale.

Pourtant, il suffit de scruter un tant soit peu les relations canado-américaines pour se rendre compte que le Canada a toujours marché dans la foulée des États-Unis en ce qui touche les questions de défense. D'une tutelle britannique, le Canada s'est volontairement, presque qu'inconsciemment, placé sous celle des États-Unis.

La signature de l'accord d'Ogdensburg par Mackenzie King et Roosevelt, en 1940, créait un Conseil permanent mixte sur la défense. Par cet accord, le Canada et les États-Unis pouvaient établir conjointement des systèmes de défense et coopérer militairement dans des projets comme la bombe atomique. La conséquence logique de cet accord fut la création du Commandement de la Défense aérienne (NORAD) avec ses lignes de radar en 1958, et la signature de l'accord sur le partage de la production aux fins de la défense en 1959. Le Canada devenait de fait le subordonné des États-Unis sans un vrai droit de regard sur la stratégie militaire américaine.

La question de la participation du Canada à l'OTAN et NORAD n'a pas suscité de débats publics. À vrai dire, les dirigeants politiques à l'époque, c'est-à-dire les libéraux sous Mackenzie King et St-Laurent, se sont bien abstenus de mettre ces questions sur la sellette. Mais, lorsque les conservateurs, qui semblaient plus réticents que les libéraux à suivre les Américains, prennent le pouvoir en 1957, ils sont placés devant le fait accompli, et ils signent les accords du NORAD et du partage de la production. Même si le Canada avait renoncé à produire ses propres armes nucléaires, il était entendu que les missiles canadiens BOMARC seraient munis de têtes nucléaires amé-

ricaines. Cette idée ne plaisait pas à John Diefenbaker. Les libéraux de M. Pearson attendaient pour voir de quel côté soufflerait le vent. Les hésitations du gouvernement conservateur irritaient fortement le jeune Président Kennedy. Le général Norstad, ancien Chef des forces de l'OTAN, ne se gêna pas pour critiquer le Canada au cours de sa visite à Ottawa en janvier 1963. Lors de la campagne électorale qui suivit, Pearson, un titulaire du prix Nobel de la Paix, ne s'opposait plus aux ogives nucléaires américaines sur le territoire canadien. Pour justifier sa position, il s'appuyait sur l'obligation pour le Canada de respecter ses engagements envers les États-Unis. C'est à ce moment que plusieurs manifestations anti-nucléaires se déroulèrent sur la Colline parlementaire. Pearson réussit à se faire élire (gouvernement minoritaire), et les missiles BOMARC et l'escadrille canadienne en Europe eurent leurs têtes nucléaires.

Ce débat semble avoir réveillé l'opinion publique sur la marge de manoeuvre que le Canada pouvait avoir face aux États-Unis. Beaucoup de personnes se rendaient compte que les Canadiens n'avaient peut-être pas le plein contrôle sur leur souveraineté. En effet, il semblait que plusieurs questions vitales, pouvant affecter tous les Canadiens, étaient réglées non pas à Ottawa, mais à Washington. Cette tendance s'est confirmée sous le gouvernement Trudeau. Le Canada subit les pressions des Américains et des Européens afin de moderniser et remplacer son matériel militaire périmé. Suite à une décision de l'OTAN (1977), le Canada s'engageait à augmenter de 3 % par année ses dépenses pour la défense. Concrètement, cela signifie les nouveaux chasseurs F-18, de nouveaux avions pour la chasse aux submersibles et des frégates. Afin de se conformer, soi-disant, à ses engagements avec l'OTAN, le gouvernement Trudeau permettait aux Américains de « tester » leur fameux missile de croisière. Notons en passant, que cette version du « Cruise », qui est lar-

guée en vol par un bombardier, n'est pas celle qui a été récemment déployée par l'OTAN en Europe[3]. Depuis le démantèlement des missiles BOMARC vers la fin des années 60, le Canada n'a pas d'armes avec des ogives nucléaires sur son territoire. Toutefois, l'escadrille de CF-104 en Europe possède toujours ses armes nucléaires tactiques.

Le renouvellement périodique (à tous les cinq ans) de NORAD et les récents accords pour moderniser le système de détection des missiles devraient être scrutés à la loupe par les Canadiens, surtout en ce qui concerne la nouvelle orientation stratégique américaine avec l'initiative de défense stratégique, afin de ne pas être entraînés dans une aventure qui risque de relancer la course aux armements et rendre nul le Traité sur les missiles anti-balistiques de 1972.

Comme nous pouvons le constater, les Canadiens n'ont jamais été sérieusement consultés sur ces questions. Aucune autre alternative à l'alignement sur les États-Unis n'a fait l'objet d'études sérieuses depuis l'entrée du Canada dans l'OTAN.

La neutralité : une alternative valable ?

Pour le gouvernement canadien et les « experts » dans le domaine des affaires étrangères et de la défense, l'évocation d'un Canada neutre fait sourire. Le Gouvernement canadien n'a jamais demandé des études sur la neutralité comme une alternative sérieuse et valable à la situation actuelle. Cette possibilité a toujours été rejetée du revers de la main par le gouvernement. Le Canada justifie sa participation aux alliances

3/ En effet, les « Cruise » de l'OTAN sont des GLCM basés au sol et non des ALCM tels qu'utilisés par les Américains lors des essais au-dessus du Canada.

militaires par le raisonnement suivant : « Le gouvernement a décidé que le non-alignement et la neutralité n'augmenteraient pas la sécurité du Canada, ni lui permettraient de poursuivre plus efficacement ses objectifs de paix mondiale ; il a décidé plutôt, que nos ressources nationales devraient être mises en commun avec celles des autres nations amicales pour maintenir une force militaire adéquate pour dissuader et résister à une agression tout en cherchant activement, par les négociations, une base plus ferme pour une paix sûre et durable dans le monde » [4].

Les « experts » aiment aussi brandir l'argument géo-politique et économique pour démontrer que la neutralité pour le Canada est une utopie. Peter C. Newman considère que la neutralité du Canada pourrait forcer les États-Unis, si nous les empêchions de survoler notre territoire ou d'avoir des installations de détection, à carrément nous envahir. D'autre part, l'URSS ne nous prendrait pas très au sérieux et ferait sûrement des incursions dans nos eaux territoriales comme c'est le cas avec la Suède [5]. La neutralité canadienne serait vue par les grandes puissances de la même manière que celle de la Belgique par la France et l'Allemagne en 1914 et en 1940. Du point de vue économique, la neutralité serait assez onéreuse à cause des forces aériennes, maritimes et terrestres devant être utilisées pour la faire respecter. Certains poussent même le raisonnement à l'extrême. Un Canada neutre, afin de faire respecter sa neutralité par les États-Unis et l'URSS, devrait se doter de nombreuses armes nucléaires. Donc, pourquoi se compliquer la vie, lorsque notre défense est assurée par notre puissant voisin, et que cela ne coûte pas cher ? Il semble que c'est ce genre de réflexion qui

4/ Défense nationale, *Defence Estimate 1984/85*, Ottawa, p. 13, traduit par nous.

5/ Voir Newman, Peter C., *True North : Not Strong and Free*, McClelland and Stewart, 1983, p. 16.

a guidé les dirigeants canadiens depuis les quarante dernières années.

Malheureusement pour eux, il ne sont plus seuls à posséder toutes les connaissances dans ce domaine. Beaucoup de gens trouvent que le Canada pourrait faire encore plus pour la paix. Le raisonnement officiel sur la participation du Canada dans les alliances militaires pour préserver la paix ne les convainc pas tellement. Ceux-ci se divisent en deux groupes. Le premier groupe prône le retrait du Canada de l'OTAN, une réduction du budget de la défense, une aide accrue aux pays en voie de développement et une politique plus neutraliste. Cette approche est assez manifeste chez le Nouveau Parti Démocratique, les syndicats et divers groupes de pacifistes. Le second groupe propose une plus grande action canadienne au sein des Nations Unies, une augmentation de l'aide aux pays en voie de développement et un réajustement de nos engagements militaires[6]. Cette position se manifeste chez certains membres du parti libéral, dans « l'establishment » du NPD et dans certains milieux universitaires.

Le gouvernement canadien aime aussi jouer sur une corde sensible des Canadiens pour justifier son maintien dans les alliances militaires aux côtés des États-Unis : les contrats du ministère de la Défense comme facteur aidant à créer des emplois pour les travailleurs canadiens. « Les activités de la défense stimulent la croissance économique canadienne et les possibilités d'emplois qui sont disponibles pour les Canadiens en général. On estime qu'il y a un emploi créé pour chaque montant de 20 000 $ à 29 000 $ dépensé pour la défense »[7]. En 1983, le Canada dépensait au-delà de 6 milliards de dol-

6/ Voir Albert Legault, « Trente ans de politique de défense canadienne » in Painchaud, Paul, *Le Canada et le Québec sur la scène internationale*, CQRI, Québec, 1977, p. 166.

7/ *Defence Estimates 1984/85*, p. 54.

lars pour la défense. Toutefois, les adversaires de l'implication militaire du Canada dans le monde réussissent à démontrer que ces sommes pourraient être utilisées ailleurs et créer autant d'emplois.

Le débat sur la participation ou non du Canada à des alliances militaires ne s'est pas encore réellement tenu, mais il ne saurait tarder encore longtemps si le gouvernement persiste à suivre docilement les États-Unis dans sa nouvelle doctrine stratégique.

Et le Québec ?

Comme nous le savons, la politique extérieure et la défense sont de juridiction fédérale, ce qui veut dire que le Québec n'a pas une influence marquante sur le rôle diplomatique et militaire du Canada. Néanmoins, le Québec se fît imposer la conscription deux fois (1917 et 1942). En général, les Québécois n'étaient pas très intéressés à se battre pour l'Empire britannique. Toutefois, l'entrée du Canada dans l'OTAN et le NORAD n'a pas suscité de grands débats au Québec.

Il est intéressant de noter que le gouvernement fédéral promet toujours au Québec une part des retombées économiques venant de lucratifs contrats pour la Défense nationale. Pour les Québécois employés dans les industries militaires, la participation du Canada aux alliances est bien perçue car cela leur permet de gagner leur vie. Cette perception s'est faite sentir lors du vote de la résolution sur le retrait du Canada de l'OTAN et du NORAD par les délégués du 53^{e} congrès de la CSN. Ces travailleurs « ont exprimé la crainte que leur emploi soit mis en péril par le retrait du Canada des deux alliances militaires » [8].

8/ LA PRESSE, vendredi 6 juin 1986.

La montée du nationalisme québécois, et la possibilité que le Québec devienne un État souverain, a amené plusieurs personnes à définir le rôle du Québec dans le monde. Bien sûr, la question de la participation du Québec dans l'OTAN et le NORAD fut discutée. Comme pour le Canada, certains facteurs favorisaient une participation du Québec aux alliances militaires en se basant sur les arguments « réalistes », tandis que d'autres préconisaient une neutralité militaire et un non-alignement. Lors du 7e congrès du PQ (1979) la résolution adoptée stipulait qu'un « gouvernement du Parti Québécois s'engage à : 5c) l'établissement des modalités de sa participation à des organismes de sécurité tels que l'OTAN et NORAD »[9]. Donc, le Québec souverain se serait éventuellement trouvé à troquer une partie de sa souveraineté avec le Canada et les États-Unis, afin d'assurer sa défense contre une attaque soviétique. D'ailleurs, Washington voyait d'un très mauvais oeil une possible brèche que le Québec aurait pu faire à son système de défense continentale.

En guise de conclusion, nous pouvons affirmer que le Canada, tant par sa participation aux alliances militaires, que par son rôle au sein des Nations Unies, cherche à ménager la chèvre et le chou. La prémisse sur laquelle est basée sa justification à son appartenance à l'OTAN n'est pas des plus solides, surtout si les Européens décident de se démarquer substantiellement des États-Unis militairement. De plus, il y a assez d'exemples pour illustrer le peu de poids que le Canada possède pour influencer la pensée stratégique américaine. C'est peut-être le moment pour nous de sortir des sentiers battus, si nous faisons preuve d'indépendance et de volonté politique envers notre puissant voisin du Sud.

9/ *Programme officiel du Parti Québécois*, 1980, p. 14.

MICHELINE DE SÈVE

À l'Est, la colombe bat de l'aile

À l'Est, la colombe bat de l'aile. Le pacifisme en URSS et dans les pays de l'Est est l'affaire de l'État mais d'un État qui interdit l'existence de mouvements pacifistes indépendants sur son sol ou sur le sol de ses alliés, cependant qu'il encourage partout ailleurs la floraison de groupes d'amis-es de la paix. La situation est apparemment paradoxale : alors que l'État mobilise des centaines de milliers de personnes pour défiler périodiquement sur ordre en faveur de la paix, il réprime violemment les « menées anti-soviétiques » des quelques citoyens-nes qui osent s'organiser de façon indépendante pour former des associations telles le « Groupe pour l'instauration de la confiance entre l'URSS et les États-Unis » en URSS ou le mouvement est-allemand pour « transformer les épées en socs de charrues » [1]. Et pourtant, oublieux de ces « contradictions », le mouvement occidental pour la paix se tourne vers l'Est comme vers la Mecque du pacifisme. Les délégations britanniques, ouest-allemandes ou canadiennes, se bousculent pour

1/ Voir le dossier d'Émile Noiraud sur « Les trouble-fête : pacifistes à l'Est », *L'Alternative*, n° 24, 1983, pp. 4-8.

répondre à l'invitation à participer à des événements tels la Conférence mondiale pour la paix, tenue à Prague au printemps 1983 (en oubliant « poliment » de rappeler à leurs hôtes l'anniversaire gênant du Printemps de Prague écrasé par les chars du Pacte de Varsovie quinze ans plus tôt). D'autres se rendent enthousiastes au festival de la Jeunesse à Moscou en août 1985, au nom de « la solidarité anti-impérialiste, la paix et l'amitié » sans se préoccuper outre mesure de se retrouver dans une ville fermée et lourdement patrouillée par la milice au point où les mesures de sécurité y faisaient figure de « répétition pour l'état de guerre » [2].

Ces quelques indices ne sont d'ailleurs pas les seuls à jeter une ombre sur l'image d'Épinal de gouvernements nommément pacifistes. Il y a bien sûr la course aux armements où le déploiement des SS 20 a précédé celui des Pershing ; il y a en outre, l'expérience des rapports entre les « pays frères ». N'attendrait-on pas en effet de pays soi-disant pacifistes qu'ils recourent à la négociation de préférence à l'occupation (cas de la Tchécoslovaquie depuis bientôt vingt ans) ou à la guerre ouverte (cas de l'Afghanistan depuis déjà sept ans) pour régler des différends entre alliés ? Il y a enfin les méthodes qu'emploient ces régimes pour pacifier leurs propres populations. L'image de gouvernements pacifistes jure avec la politique musclée d'un Jaruzelski ; avec l'annonce quatre mois à peine après « l'Assemblée mondiale de Prague en faveur de la paix et de la vie et contre la guerre nucléaire » de l'implantation de systèmes de fusées soviétiques en Allemagne de l'Est et en Tchécoslovaquie. C'est donc qu'au moment même où l'État tchécoslovaque recevait les pacifistes, le même État préparait une opération militaire directement à

2/ Alexeï Volny, « Impressions du festival », *Cahiers du samizdat*, n° 117, février 1986, p. 16.

À l'Est, la colombe bat de l'aile

l'encontre des résolutions approuvées en congrès...[3]

Tout se passe comme si les pacifistes occidentaux-ales, qui se méfient avec raison de gouvernements qu'ils ou elles peuvent contrôler à l'occasion des élections ou par l'entremise de l'opinion publique, préféraient fermer les yeux sur l'existence d'un double langage à l'Est et sur la distance entre la propagande pacifiste de l'État et la répression de ceux ou celles qui estiment que :

> « Trop de choses sont en jeu pour que le pouvoir de décider de notre vie et de notre mort soit abandonné aux seules mains des hommes politiques et militaires[4]. »

C'est sur cet aspect interne des rapports entre l'État et la société dans les pays de l'Est que j'entends ici centrer l'attention. À tout seigneur, tout honneur, commençons par l'URSS.

L'idée qu'un Sakharov, prix Nobel de la paix, constitue une menace pour l'État qui le laisserait partir à l'étranger avec des secrets militaires vieux de vingt ans est proprement ridicule. Ce qui fait d'Andreï Sakharov un ennemi redoutable pour le régime, c'est la virulence de ses critiques et non sa qualité de physicien. Mais ce qui a véritablement secoué mon « insensibilité canadienne » pour reprendre l'expression d'un écrivain tchèque réfu-

---

3/ L'annonce simultanée de cette mesure le 23 octobre 1983 en Allemagne de l'Est et en Tchécoslovaquie provoqua une vive réaction de la population, en particulier en Tchécoslovaquie. Plus de 1 000 personnes signèrent une pétition pacifiste à Brno avant l'intervention massive de la police. Le texte de l'Appel est reproduit dans l'Alternative, n° 26, 1983, p. 45. De même, l'Appel de Rostock en RDA exprimait « le sentiment d'horreur éprouvé par les signataires chrétiens et non-chrétiens, à l'annonce de la décision prise par le Conseil de défense nationale de la RDA, le 25 octobre 1983, d'implanter des systèmes fusées soviétiques ». (*Ibid.*, p. 45).

4/ Conclusion de l'Appel de Rostock, *Ibid.*

gié chez nous, Josef Skvorecky [5], c'est un simple entrefilet dans *Le Monde* du 25-26 mars 1984. Un communiqué de l'agence Tass 2 annonçait la condamnation à deux ans et demi de prison avec sursis d'une pacifiste de trente-cinq ans, géographe et membre de l'Académie des sciences pour « avoir battu et insulté en public » un milicien. Comment croire que cette jeune femme, mère d'un enfant en bas âge et enceinte, militante connue du « Groupe pour l'instauration de la confiance entre l'URSS et les États-Unis » se serait attaquée à un policier plutôt que le contraire ? Cas isolé. Que non pas ! Le KGB s'acharne sur les membres de cette formation indépendante. En août 1985, ce sera au tour du Dr. Vladimir Brodski, un autre porte-parole du groupe de se voir inculpé pour « hooliganisme », accusé lui aussi d'agression contre un agent des milices auxiliaires. Il aurait déchiré la chemise de la « victime », chemise si bien reprisée qu'elle ne fut pas même produite comme pièce à conviction au procès où ne figurait pas non plus de constat de violences sur la personne de l'agent des forces de l'ordre (ou de la paix ? !) [6]. Une lettre ouverte de la femme de l'inculpé Diana Zisserman, à Mikhail Gorbatchev, n'empêcha pas sa condamnation à trois ans d'internement dans une colonie de travail. Trois ans pour deux boutons de chemise et un présumé coup de poing à un agent au beau milieu d'un poste de la milice, n'est-ce pas un peu beaucoup à avaler même pour la « naïveté » des pacifistes de l'Ouest ?

Ce n'est pas par amour du rock ou de la culture décadente bourgeoise que les membres du « Groupe pour la confiance » sont harcelés. C'est leur volonté d'oeuvrer pour la paix de façon autonome qui leur vaut d'être accusés d'« hooliganisme

5/ Josef Skvorecky, « Les Canadiens souffrent-ils de naïveté politique ? », *Liberté*, n° 156, décembre 1984, pp. 3-20.

6/ Voir le dossier consacré à ce procès dans *Cahiers du samizdat*, n° 117, février 1986, pp. 36-43.

À l'Est, la colombe bat de l'aile

délibéré » ou de « menées anti-soviétiques »[7]. L'article 69 de la Constitution soviétique fait pourtant obligation à tous les citoyens soviétiques d'oeuvrer pour la paix. Partant du principe que l'hostilité du Comité soviétique pour la paix envers des initiatives pacifistes indépendantes ne pouvait donc surgir que d'un malentendu, des délégations occidentales ont parfois tenté d'arranger les choses. Témoin l'expérience d'une délégation de femmes de Greenham Common, invitées à Moscou à la veille du fameux Congrès mondial pour la paix de 1983[8]. Véritables héroïnes aux yeux des Soviétiques, ces pacifistes qui avaient organisé en décembre 1981 une marche de plus de 30 000 femmes contre un camp de fusées Pershing sur le sol britannique, se firent fort de briser la glace entre le Comité officiel et le « Groupe pour la confiance ». Usant de méthodes éprouvées, elles ébouriffèrent les cheveux courts d'Olga Medvekova précisément, lui épinglèrent quelques médaillons pacifistes et lui passèrent un pantalon, lui donnant en moins de deux le parfait « look Greenham » pour l'introduire avec elles dans le bureau de ceux-là mêmes qui niaient officiellement l'existence de son groupe. Ce fut un beau tollé. Malgré le calme souriant d'Olga, les représentants « pacifistes » de l'État refusèrent toute discussion en sa présence et rappelèrent à l'ordre après son départ « volontaire » ces invitées pas trop mal élevées. Certes, le mouvement pour la paix en URSS touche « la nation entière » mais oser s'en revendiquer sans passer par les canaux officiels relève du crime de lèse-État. Selon le Vice-Président du Comité pour la paix : « Une personne qui s'oppose à notre société ne peut s'attendre à rencontrer une autre réaction que celle dont nous avons fait preuve vis-à-vis d'Olga Medvekova »[9].

---

7 *Ibid.*, p. 38.

8 « Pacifistes en URSS : les uns et les autres », *L'Alternative*, n° 24, 1983, pp. 22-27.

9 *Ibid.*, p. 26.

Mais en quoi vouloir défendre personnellement la paix peut-il justifier une telle haine entre pacifistes de bonne foi ? Ne serait-ce que l'existence de pacifistes autonomes risque ici comme ailleurs de dévoiler l'imposture d'une propagande « de paix » portée par des États armés jusqu'aux dents ? Pourtant, des militantes aussi expérimentées que les femmes de Greenham Common traitèrent l'ensemble de la situation avec « humour », se félicitant de n'avoir pas rompu les ponts avec le Comité après cet esclandre. Même si leurs notes de cette entrevue furent saisies par le KGB sur le chemin du retour [10], elles gardèrent la foi, concluant de leur aventure : ...« le fait est qu'ils ne nous ont pas montré la porte, qu'ils ne le peuvent pas. Ils ont besoin de nous autant que nous avons besoin d'eux — peut-être même davantage » [11]. La crédulité politique serait-elle britannique en plus d'être canadienne ?...

Le procès d'Olga quelques mois plus tard relève-t-il toujours d'un regrettable défaut de communication entre pacifistes ? J'avoue pour ma part que je ne comprends pas les ménagements dont usent les pacifistes occidentaux-ales dans leurs rapports avec les gouvernements des pays de l'Est. J'estime trop l'action des femmes de Greenham Common à l'Ouest pour mettre en doute leur intégrité et leur indépendance d'esprit. Ce serait donc que comme maints-es Canadiens-nes, elles refusent de voir que le mouvement pacifiste en URSS ne regroupe que quelques milliers de personnes, harcelées par le régime, plutôt que les 270 millions de citoyens-nes mobilisés-es un jour pour la paix et le lendemain pour la défense armée de la patrie. La lucidité est angoissante. Peut-être est-ce pour cela qu'elle se borne plus souvent à déceler les intentions belliqueuses d'un Ronald Reagan derrière son masque

10/ *Ibid.*, p. 23.

11/ *Ibid.*, p. 26.

À l'Est, la colombe bat de l'aile

de comédien plutôt qu'à décrypter le discours orwellien de l'État soviétique.

Un autre exemple tiré de l'Allemagne de l'Est peut venir illustrer l'allergie des régimes socialistes à toute initiative indépendante en faveur d'une paix qui signifie autre chose que la victoire sur l'ennemi... Il s'agit de la campagne du groupe « Transformer les épées en socs de charrues », dont les porte-parole furent condamnés à de lourdes peines de prison en 1982 pour « activités contre l'État » et « contacts illicites avec l'étranger » (où est passée la fameuse amitié entre les peuples ?...) [12]. Ces jeunes pacifistes est-allemands avaient choisi pour emblème la figure d'une statue offerte par l'URSS à l'ONU en 1961 et représentant un travailleur en train de marteler un sabre pour le transformer en soc de charrue. Double symbolique puisque proches de l'Église évangélique, ces jeunes y voyaient aussi le rappel du laboureur de l'Évangile préparant un terrain fertile, en l'occurrence celui du pacifisme indépendant. Les autorités ne goûtèrent nullement la « plaisanterie » (peut-être n'ont-ils pas lu le roman du même nom de Milan Kundera) et ouvrirent la chasse à l'insigne dans les écoles, les ateliers et autres lieux publics. La riposte fut typiquement est-européenne : à la Pentecôte, 4 000 jeunes se retrouvèrent pour un rassemblement où « nombre d'entre eux portaient à la manche, suite logique des réactions officielles à la plaisanterie originelle, un écusson circulaire, blanc et muet » [13]. Que penser, dans ce contexte, du port par les jeunesses du Parti et de l'État de l'emblème de la Colombe de Picasso, surmontée du mot paix au cours de manifestations officielles avec des slogans tels que : « servir dans l'Armée populaire, c'est servir la

12/ K.S. Karol, « Les pacifistes de "l'Autre Europe" », *Le nouvel observateur*, 28 octobre 1983, pp. 35-36.

13/ Émile Noiraud, « La guerre des écussons », *L'Alternative*, n° 18, 1982, p. 35.

paix » ou « je veux être soldat de métier » accompagnés de pancartes arborant « la paix doit être défendue [14] » ?

Il faut dire qu'en Allemagne de l'Est, grâce aux contacts plus étroits avec le mouvement pacifiste ouest-allemand et grâce à la présence d'une Église luthérienne forte, le mouvement pacifiste indépendant réussit à percer malgré la répression. Des dizaines de milliers de personnes répondent à des appels clairement anti-militaristes tel l'Appel de Berlin à « Créer la paix sans armes ». Ils ou elles réclament un service civil alternatif au service militaire obligatoire ; dénoncent « l'enseignement militaire dans nos écoles » et réclament la dénucléarisation de leur pays comme de toute l'Europe en attendant la suppression des armes à commencer par les armes atomiques [15]. En 1983, des groupes de « Femmes pour la paix » protestaient contre l'adoption d'un décret prévoyant l'extension aux femmes du service militaire obligatoire en cas d'urgence. Elles s'opposaient également à l'idée de débuter l'enseignement pré-militaire à l'école dès les petites classes et rejetaient le militarisme de leur société sous toutes ses formes [16]. Plusieurs fois interpellée par la police d'État, Bärbel Bohley, l'une de leurs porte-parole déclarait fin 1983 :

> « Nous ne sommes pas en prison parce que nous avons fait quelque chose contre la paix en RDA mais parce que nous avons fait quelque chose pour elle... Toujours plus nombreux sont ceux qui ne veulent pas vivre à l'ombre des fusées, qui ne veulent plus se laisser abuser par les exercices de défense civile tendant à leur faire croire qu'il serait possible de survivre sur un champ de bataille, qui

14/ *Ibid.*

15/ Le texte de l'Appel de Berlin à « Créer la paix sans armes » est reproduit dans *L'Alternative*, n^{os} 16-17, 1982, p. 62.

16/ Voir « Les femmes pour la paix », *L'Alternative*, n° 25, 1983, pp. 13-14 ; et « Pacifismes à l'Est », *L'Alternative*, n° 26, 1983, pp. 45-46.

À l'Est, la colombe bat de l'aile

ne veulent plus se plier à la militarisation de la vie publique, ne veulent plus que leurs enfants apprennent dès aujourd'hui à tirer au fusil[17]. »

Les pacifistes occidentaux-ales seraient bien inspirés-es de mieux choisir leurs alliés institutionnels. Le loup montre par trop le bout de l'oreille. En URSS, dès la maternelle, les bouts-de-choux apprennent « à quoi servent le pistolet-mitrailleur, le tank, le missile, le gaz asphyxiant » [18]. Entre dix et quinze ans, tous les écoliers sont initiés à l'art militaire à travers leur passage obligatoire par l'organisation des Pionniers. Quatre fois par an, ils y participent à des jeux de guerre sur le terrain et s'entendent répéter ad nauseam que : « Apprendre à haïr l'ennemi : voilà le meilleur garant de l'amour de la patrie ! » [19]. Quant à leur éducation pour la paix, elle consiste à lire des publications tirées à des centaines de milliers d'exemplaires par les Presses de l'État pour répondre à des questions aussi précises que :

— Un pistolet peut-il tirer en rafales ? ou...
— Qu'est-ce que les têtes explosives à charges multiples ? [20]

Sakharov a donc raison qui, tout en partageant les objectifs des pacifistes à l'Ouest prétend qu'« il ne faut partir d'aucun a priori quant à un attachement particulier à la paix des pays socialistes qui découlerait de leur caractère prétendument progressiste, ou des horreurs et des pertes qu'ils ont connues pendant la dernière guerre » [21]. La peur

---

17/ « Pacifismes à l'Est », *Op.cit.*, p. 46.

18/ Christian Jelen et Branco Lazitch, « URSS, la militarisation des enfants », *L'Express*, n° 1667, 1983, pp. 77 et ss.

19/ *Ibid.*, p. 78.

20/ *Ibid.*, p. 76.

21/ Andreï Sakharov, « Le danger de la guerre thermonucléaire. Lettre ouverte au Dr. Sydney Drell », *Cahiers du samizdat*, n° 99, janvier 1984.

de la guerre est une motivation légitime au choix de la non-violence à l'encontre du bellicisme des grandes puissances. Mais elle n'excuse ni la passivité ni la « stupidité grossière de la marche aveugle dans le piège » [22]. Quelles initiatives accroissent la capacité des citoyens-nes de faire pièce aux politiques bellicistes de leurs États respectifs, n'est-ce pas ce qu'il conviendrait de se demander ?

Dans une lettre ouverte écrite à l'occasion du grand ralliement pacifiste (sic) à Prague en 1983, les porte-parole du mouvement pour la défense des droits de la personne en Tchécoslavaquie, la Charte 77, écrivaient :

> « Il y a aujourd'hui plusieurs régions du monde qui, même si elles ne souffrent pas présentement de la guerre, peuvent difficilement être dites en paix. Il en est ainsi parce qu'elles ne jouissent pas, par exemple, de la paix entre le citoyen et l'État, qui forme la base de toute communauté humaine raisonnée. Partout où cette paix interne fait défaut, il ne peut y avoir non plus de garantie d'une paix extérieure ; un gouvernement qui ne sert pas ses citoyens, qui reste sourd à leurs opinions et à leurs droits fondamentaux... devient la proie de son désir d'étendre toujours plus son influence, ce qui implique fatalement l'extension de cette influence à l'extérieur [23]. »

Ces dissidents-es, qui connaissent les régimes des pays de l'Est de l'intérieur, reprochent aux pacifistes de l'Ouest de porter des oeillères. Le refus de dépasser le simple calcul des armements alignés de part et d'autre amène ces derniers-ères à situer faussement les deux types de sociétés sur un même plan comme si l'imposition d'un régime totalitaire n'avait pas d'incidence sur la capacité

22/ Josef Skvorecky, *The Engineer of Human Souls*, Toronto, University of Toronto Press, 1984, p. 216.

23/ Lettre du 15 juin 1983, citée dans *Radio Free Europe. Situation Report*, n° 11, June 24, 1983, p. 8. La traduction est de nous.

des citoyens-nes de défendre la paix avec plus ou moins d'efficacité. C'est ainsi que Vaclav Racek, un historien tchèque membre de la Charte 77, s'appuyant sur les travaux d'Hannah Arendt sur *Les origines du totalitarisme* tout comme sur son expérience directe de la normalisation dans son pays, qualifiait lui aussi de « dangereuse naïveté » la neutralité affichée d'Edward P. Thompson, le théoricien britannique de l'exterminisme :

> « La manière dont vous identifiez les deux blocs dans l'exterminisme est inacceptable... Tout mouvement pour le désarmement n'est porteur de sens et d'espoir que s'il entend réaliser ses objectifs en tant que mouvement pour les droits de l'homme [24]. »

Anatoli Chtcharanski, un autre dissident soviétique, transformé en « espion » pour les fins d'un échange de « prisonniers » avec l'Ouest, rappelait récemment à des journalistes américains le lien entre la liberté d'expression et la lutte contre un État dont le pouvoir tient à sa capacité d'empêcher sa population de briser l'isolement dont elle souffre et qui fragmente sa résistance :

> « Les droits de l'homme, insistait-il, sont un enjeu très important pour rendre la société plus ouverte. Plus les gens du peuple sont indépendants de leurs gouvernements et plus les gouvernements sont dépendants de leurs peuples [25]. »

Aucune détente durable ne saurait résulter de négociations stratégiques entre États conduits par leur volonté de puissance. Si je n'ai aucune peine à croire que les peuples de l'URSS ne veulent pas

---

24/ Vaclav Racek, « Une dangereuse naïveté », *L'Alternative*, n° 24, 1983, p. 12.

25/ Propos traduits par nous et tirés d'une conférence radiodiffusée prononcée devant le press Club de Washington le 15 mai 1986. National Public Radio, Washington, N.P.-860515.01/01-C., 1986. (Avec mes remerciements à Martine Painchaud pour m'en avoir prêté l'enregistrement).

plus la guerre que ceux de Pologne, d'Allemagne de l'Est, de Tchécoslovaquie ou... du Québec, il me faut bien reconnaître dans le traitement qu'un État réserve à ses propres administrés-es un critère autrement plus discriminant que son discours :

> « Il n'y a pas d'autre façon, (écrivait un autre dissident tchèque, ex-communiste de surcroît), de mettre à l'épreuve la volonté réelle des gouvernements, de confronter leurs promesses et leurs prétentions avec la libre volonté des citoyens dans chaque pays comme à l'échelle internationale[26]. »

Oeuvrer pour la paix, c'est alors multiplier les initiatives et garantir l'autonomie de ceux et celles qui la veulent. Or jusqu'à preuve du contraire, c'est encore moins le cas des ministères de la Défense des pays de l'Est que ce n'est celui du Pentagone... Féministe, je ne ressens guère de sympathie pour les victimes qui se laissent mener sans résistance à l'holocauste. C'est pourquoi je me sens solidaire de l'action des quelque quatre cents « hooligans » (encore !) qui osèrent pour la première fois depuis 1969 organiser une manifestation libre dans les rues de Prague pendant le Congrès mondial pour la paix en juin 1983 aux cris de « À bas les armes » et « La paix mais aussi la liberté »[27]. Je me sens solidaire également des initiatives des « Femmes pour la paix » en Allemagne de l'Est à l'encontre de l'esprit militariste que l'on tente d'inculquer à leurs enfants et du service militaire obligatoire pour elles-mêmes comme pour leurs compagnons. Alors que dans des conditions aussi difficiles que les leurs, ces femmes réussissent à se donner les instruments d'une politique nonviolente en faveur de la paix, je comprends mal

26/ « Je me sens solidaire de vous », Lettre de Jiri Dienstbier au Congrès pacifiste de Berlin-Ouest en mai 1983, *L'Alternative*, n° 24, p. 15.

27/ Rapporté dans *L'Alternative*, n° 24, p. 16.

À l'Est, la colombe bat de l'aile

l'indifférence des pacifistes d'ici à leur endroit comme à l'endroit de l'ensemble des partisans-es des droits de la personne dans les pays de l'Est.

Nous savons bien mal reconnaître les amis-es de la paix si nous ne savons identifier les artisans de la liberté et les ennemis de la violence sous toutes ses formes. Les dissidents-es des pays de l'Est ne nous disent pas autre chose, témoin ce message des Polonais-es :

> « Toutes les actions contre les systèmes de violence, qu'ils soient systèmes d'armes ou systèmes policiers, devraient être entreprises de façon solidaire par les mouvements pour la paix des deux parts de l'Europe... La paix est une, la violence est une. Nous menons un combat commun [28]. »

Tant que nous n'élargirons pas notre problématique sur ce plan, le pacifisme restera une force douteuse dans un arsenal de propagande. Réduits à la passivité ou à jouer les utilités dans le rapport de forces entre les superpuissances, nous ferons le lit du pouvoir sans pour autant écarter le risque de guerre.

28/ Bulletin du KOS n° 41, 23 octobre 1983, cité dans *L'Alternative*, n° 26, p. 49.

SIDNEY LENS

Pourquoi cette course aux armements ?*

La plupart d'entre nous qui militons dans le mouvement anti-guerre avons insisté sur l'aspect « armes » de la course aux armements. Nous avons exigé du gouvernement des États-Unis qu'il se débarrasse, soit unilatéralement, soit après des négociations avec les Russes, de ces armes horribles que sont les MIRV, les Pershing II, les Trident, les MX, etc. Ce fut là la principale activité de notre mouvement durant ces dernières années, et notre tactique centrale pour essayer d'arrêter la plus longue course aux armements de l'histoire des États-Unis. Les armes ne sont cependant par la *cause* de la dispute entre les superpuissances, mais bien plutôt le *résultat* de celle-ci. Nous devons faire face à ce constat, si nous voulons que notre action soit vraiment efficace.

Le conflit entre les deux superpuissances gravite autour d'une divergence fondamentale concernant la façon d'organiser le monde après la seconde guerre mondiale. Contrairement aux certitudes de la sagesse conventionnelle, la guerre froide n'a pas été causée par l'existence du « communisme » ou du « totalitarisme ». Nous avons d'assez bonnes relations avec certains pays com-

*/ Tiré du *The Catholic Worker*, Vol. L111, n° 2, mars/avril 1986, pages 1-8 — traduit de l'américain par Jean-Guy Vaillancourt.

munistes, par exemple avec la Yougoslavie, la Hongrie, la Chine et la Roumanie. Et il est bien difficile de prendre à partie le « totalitarisme soviétique », étant donné que la plupart des alliés non-européens des États-Unis sont des pays totalitaires. En effet, l'Afrique du Sud, le Chili, le Pakistan, l'Indonésie, le Paraguay, entre autres, sont loin d'être des modèles de démocratie. La course aux armements ne peut pas non plus être attribuée à « l'expansionnisme » soviétique, puisque tous les pays cherchent à étendre leur influence. C'est là une tendance inhérente à tout État-nation. En fait, aucun pays dans l'histoire n'a accru son pouvoir autant que les États-Unis depuis 1945. Il y a quelque chose de plus fondamental derrière la guerre froide et derrière la course aux armements, quelque chose qui remonte à la seconde guerre mondiale.

Le produit national brut et l'industrie de biens de consommation des États-Unis ont presque doublé durant cette guerre. Les États-Unis avaient la capacité de produire assez de biens de consommation pour satisfaire les besoins de presque toute l'économie mondiale, mais les autres vainqueurs et les vaincus de la seconde guerre mondiale n'avaient pas les ressources nécessaires pour acheter nos produits. Selon les dirigeants des États-Unis, nous devions revivifier l'économie mondiale, sans quoi nous aurions à faire face chez nous à une récession économique de l'envergure de celle de 1929, et à un taux de chômage de 15 % à 25 %. Pour éviter cette issue, les États-Unis ont tenté d'organiser le monde autour du principe du libre-échange, étant donné que l'industrie américaine qui était beaucoup plus efficace que ses compétitrices de l'époque pouvait facilement vendre ses produits moins cher que les industries de n'importe quel autre pays, surtout si les tarifs étaient bas et s'il n'y avait aucune imposition de quotas, ni aucun autre obstacle au commerce. Washington insista aussi pour que le monde entier accepte

le dollar comme principale devise internationale pour les échanges commerciaux. Les États-Unis ont distribué plusieurs milliards de dollars en prêts et en octrois aux alliés qui consentaient à accepter ce modèle économique mondial. Ce système a assez bien fonctionné pour les classes favorisées des États-Unis, de l'Europe de l'Ouest et du Japon, durant plus d'un quart de siècle. Ainsi les exportations des États-Unis sont passées de 3 milliards de dollars avant la guerre, à 43 milliards en 1970 (et à 220 milliards en 1983), alors que leurs investissements à l'étranger prenaient une ampleur semblable.

Pour organiser le monde selon leurs propres intérêts, les États-Unis ont pratiqué une forme d'impérialisme global. Franklin D. Roosevelt avait exprimé l'espoir qu'à mesure que les États-Unis prendraient la place de la Grande-Bretagne, de la France et des autres puissances impérialistes, ils pratiqueraient un impérialisme « bienveillant ». Pour plusieurs raisons, les choses ne se sont pas passées ainsi. Les États-Unis ont dominé la scène mondiale à partir de 1945 avec une politique d'intervention qui a été à la fois subtile et cruelle. Cet interventionnisme a pris les cinq formes suivantes :

1) Une aide économique aux pays développés et sous-développés, qui étaient prêts à accepter les principes du libre-échange et à accepter le dollar U.S. comme devise pour les échanges internationaux. Même l'Union Soviétique a été invitée à faire partie de ce système mondial et reçut l'offre de milliards de dollars en prêts pour sa relance, à condition qu'elle accepte d'abandonner son monopole sur certains échanges internationaux. Pour Moscou, toutefois, cela aurait été catastrophique : l'industrie des États-Unis, de par sa plus grande efficacité, en pénétrant librement sur les marchés soviétiques et en vendant ses produits moins chers que ceux des entreprises soviétiques, aurait rendu celles-ci non-concurrentielles. L'Union Soviétique

et ses alliés de l'Europe Centrale auraient donc été réduits à l'état de pays axés presqu'uniquement sur la production de matières premières. Moscou rejeta l'offre des États-Unis, et c'est ainsi que commença la guerre froide.

2) Une aide et un entraînement militaire aux pays prêts à accepter le système des U.S.A. Avec cette assistance militaire, les conservateurs et les alliés de droite de Washington ont été en mesure de contrecarrer les menaces révolutionnaires venant de leurs propres populations. À un certain moment, les États-Unis fournissaient des armes et de l'entraînement aux militaires dans 69 pays différents.

3) L'utilisation de la C.I.A. sur une base quotidienne pour façonner les gouvernements étrangers sur le modèle voulu par Washington. La C.I.A., en fait, a été un instrument de guerre. Non seulement la C.I.A. a-t-elle renversé des gouvernements que notre gouvernement n'aimait pas (en Iran, au Guatemala, en République Dominicaine, au Brésil, au Chili, en Indonésie, etc.), mais elle a aussi aidé les conservateurs à éliminer des libéraux et des radicaux de leurs postes syndicaux, à briser leurs grèves (à Marseille par exemple) et à faire perdre le pouvoir à ceux-ci en achetant littéralement certains dirigeants, comme c'est arrivé en Équateur, par exemple. L'intervention de la C.I.A. s'est étendue à des tentatives d'assassinat de chefs politiques comme Fidel Castro et Patrice Lumumba, au financement et à l'organisation d'invasions par des exilés (à Cuba, au Nicaragua) et aussi à l'appui de gouvernements réactionnaires (en Iran, au Salvador et ailleurs) pour empêcher leur renversement.

4) Là où l'intervention secrète et paramilitaire n'a pas réussi, le gouvernement des U.S.A. a pénétré directement et ouvertement avec ses troupes, comme ce fut le cas en Corée et au Vietnam.

5) Enfin, la principale caractéristique de l'interventionnisme des U.S.A. a été la politique d'« endiguement » façonnée en 1947 par Harry Truman et M. George F. Kenna. Les Soviétiques, disait-on, devaient être « endigués », afin de les empêcher d'aider les forces révolutionnaires engagées dans un processus de rupture à l'égard de l'empire des U.S.A. L'Union Soviétique, même si elle n'est plus elle-même un état révolutionnaire, aide les mouvements et les pays révolutionnaires sur la base de la théorie qui veut que « l'ennemi de mon ennemi est mon ami ». Puisque les États-Unis n'ont jamais cessé d'essayer d'affaiblir l'influence soviétique et — comme Kennan l'a énoncé dans son article de 1947 — de forcer ce pays à changer sa forme de gouvernement, les Soviétiques ont donné la réplique en apportant de l'aide aux mouvements et aux gouvernements qui étaient en train de se séparer de l'empire des U.S.A. Pour « endiguer » l'Union Soviétique, Washington a consacré 3 billions (i.e. 3 mille milliards) de dollars en dépenses militaires et a construit un arsenal d'armes nucléaires capables de détruire la planète toute entière.

Ces cinq formes d'intervention des États-Unis constituent un ensemble cohérent et ont comme but unique de façonner l'économie mondiale et les systèmes politiques de façon à aider les grandes entreprises des U.S.A. à s'enrichir. Le communisme n'a rien à voir dans tout cela. Ce n'est pas à un « empire du mal » que Washington s'oppose, mais à un pays qui apporte de l'aide et du réconfort aux autres pays qui refusent de faire partie du système mondial des États-Unis.

À partir de cette analyse très succincte, il est clair que nous ne pouvons pas mettre fin à la menace de la guerre uniquement en travaillant pour un gel des armements ou en coupant les fonds au MX — deux objectifs qui sont pourtant tout à fait valables en soi. Ce que nous devons faire, c'est de contester la cause de la course aux armements, à

savoir la domination impériale du monde entier par les États-Unis et leurs alliés, ainsi que la stratégie interventionniste qui en découle. En d'autres termes, l'appui aux nationalistes et aux radicaux qui essaient de se libérer de la domination étrangère est une partie intégrante de la lutte contre la guerre nucléaire. Les deux objectifs sont intimement reliés, et ce que nous faisons pour aider les peuples de l'Indonésie, de la Thaïlande, de l'Afrique du Sud, du Chili, du Salvador, etc., à se libérer du joug des dictateurs qui les oppriment à l'intérieur et de la domination étrangère qui renforce ce joug, est tout aussi important que notre campagne pour diminuer le budget militaire des États-Unis.

La course aux armements ne découle pas du fait que nous ne pouvons pas faire confiance aux Soviétiques (nous ne pouvons faire confiance à aucun gouvernement, le nôtre y compris, et nous ne devrions pas le faire). La course aux armements n'est donc pas le résultat de la seule bombe atomique. En fait, la cause de la course aux armements se situe dans un complexe de cinq techniques d'intervention qui se renforcent réciproquement. Si nous centrions ainsi l'attention sur ce problème, nous arriverions à avoir une idée plus claire de la façon avec laquelle la campagne contre la guerre au Vietnam ou contre la dictature pro-USA de Pinochet au Chili est reliée à la tâche ultime de promouvoir la paix dans le monde.

FRANCE THÉORET

De l'air léger

À Valérie

Forcément on pense à sa naissance, on se dit qu'on n'aurait pas dû naître mais on vit. On clame l'immensité du désastre à venir, on y croit, on le voit imminent du moment où c'est raconté en termes de chiffres qui dépassent l'imagination ou l'entendement immédiat. On se dit y a que ça de vrai, on peut même se laisser aller à souhaiter la catastrophe mais on sait qu'on n'y survivrait pas. Ou alors on se prend à vouloir une déclaration de guerre, une toute petite guerre, une drôle de guerre comme avant pour simplement qu'on cesse de délirer sur ce qu'il n'y a pas, qu'on n'a pas connu et qu'il n'y a peut-être jamais eu.

On se dit qu'il serait quand même temps de sentir l'existence. On peut pas, tout est permis et y a tant de livres. C'est la fin d'un monde et on n'a pas la force de le recommencer, on ajoute à ça les petits soirs de vague déprime. On broie du noir sur ce que les autres n'ont pas pu faire avant nous, à cause de l'héritage catastrophique. Le monde est pourri alors on peut tout et on peut rien parce que le monde est pourri justement. Sur des voies de traverse, on cherche un quart monde confortable comme si le quart monde pouvait être confortable, on s'en fait une définition pour oublier le vent de cataclysme.

On a remplacé l'avenir radieux par l'avenir fatal qui permet le devenir foetal. On cultive des petits rires cyniques à propos des révolutions avortées, qu'on lance à la face des profs parce qu'on doit bien leur lancer quelque chose et quoi de mieux que leur propre échec transmué en confort un peu amer. Mais le désir de révolution, ça n'était pas si mal, se disent les profs, vaguement déçus certains soirs de nostalgie.

On a le culte de l'impuissance jusqu'au bout de sa phrase, ni moins, ni plus. Car on se méfie de l'idéologie mais on déteste encore plus la méthodologie. Pas d'avenir, c'est terminé, on jouit du manque à jouir ramenés vers papa et maman. C'est la crise des crises jusqu'à la prochaine éclaircie.

On cultive des velléités de savoir et d'agir sinon les jours paraissent trop longs. On joue de l'épate, on bluffe le temps que ça dure, on veut être dans le coup et, en même temps, on veut pas. On chuchote qu'on n'a pas eu de chance. On ne s'en fait pas trop, même les stars ne sont plus ce qu'elles étaient. On est le héros obscur celui pour qui Rimbaud a écrit, on écoute Mozart revu et corrigé just for fun et on se dit que Nelligan est devenu fou parce qu'il n'a pas compris. Tout compte fait, on considère que tout nous est dû puisqu'on est destiné à l'holocauste.

On est androgyne, c'est la solution. Ma mère travaille de 9h à 4h. Mon père fait la vaisselle. Et si le mot homme résume la totalité des symboles, on fait savoir qu'on est passé ailleurs là où les mots sont remplacés à la seconde par plus d'un millier de signes. L'ordinateur ordonne les révolutions du cerveau. Mais une fois de trop, si ce n'est pas la guerre des étoiles, ce sera l'accident incontrôlable.

La tragédie n'existe plus, on a vidé le mot, on l'a viré. Il n'y a plus de vie tragique, celle de Virginia Woolf, par exemple. La tragédie est télévi-

suelle et encore. De partout et de nulle part, c'est le bouleversement qu'on attend placardant sur les murs le mot paix pour mieux annoncer l'oubli, l'indifférence.

OR, PAIX EST LE MOT DES RECOMMENCEMENTS. LA PAIX, C'EST DE L'AIR LÉGER.

La CSN et le désarmement*

Il se dépense cette année 1026 milliards ($ Can.) pour l'armement dans le monde. Soixante-dix pour cent (70 %) de ces dépenses sont faites par les 23 pays qui participent aux deux grands blocs militaires : l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN : 16 pays) et le Pacte de Varsovie (7 pays). 146 autres pays (ou 78 % de la population mondiale) se partagent le dernier 30 %. À travers l'OTAN, mais aussi NORAD (le pacte militaire qui nous unit aux États-Unis), le Canada participe à ce club spécial de 23 pays.

Comme on peut le voir, ce sont d'abord les deux grands blocs qui sont engagés dans la course aux armements. Loin d'être pris de vertige devant ces chiffres, nos gouvernements alignés n'ont cessé depuis quelques temps d'accélérer à un rythme jamais vu les dépenses militaires. Pendant ce temps, les écarts ont augmenté entre riches et pauvres ; les services sociaux ont été coupés.

*/ Texte ayant servi à la prise de position de la CSN sur le non-alignement et la reconversion industrielle et présenté par Robert Cadotte alors responsable du comité *Désarmement-reconversion* (juin 1986).

Vu avec l'oeil du patron de McDonnell Douglas (le fabriquant du F-18), cela représente une mine d'or de profits. Vu avec l'oeil du mouvement ouvrier, cela signifie qu'à toutes les minutes dans le monde, il se dépense 2 millions ($ Can.) pour l'armement alors que 30 enfants de travailleuses et travailleurs du tiers-monde meurent de faim.

La situation est tellement absurde qu'elle doit bien répondre à une logique. Répond-elle aux intérêts du mouvement ouvrier ou à d'autres intérêts ? Plusieurs raisons motivent en fait cette course.

Dans les faits, tous les organismes de contrôle des armements confirment que l'URSS est loin derrière les États-Unis au plan de l'armement, le Pacte de Varsovie loin derrière l'OTAN. Ce n'est donc pas la force militaire soviétique qui détermine nos dépenses d'armements. Nous pourrions couper ces dépenses fortement, les ramener au nivau de celles du Pacte de Varsovie et, compte tenu de notre avance actuelle, nous serions encore largement capables de dissuader toute tentative d'invasion.

S'ils ne peuvent nous envahir, pourquoi cette accélération de nos dépenses militaires ? Le problème serait-il l'idéologie pernicieuse que le communisme véhicule ? Car, malgré le succès très aléatoire que représente la révolution soviétique (et ce genre de société ne représente sûrement pas le projet de société élaboré par la CSN au cours des ans), il n'en reste pas moins que les idées qui l'ont inspiré à son origine, les idées des socialistes du XIXe siècle sur la justice sociale et l'exploitation de la classe ouvrière, les idées qui, en somme, ont nourri la croissance du syndicalisme sont toujours aussi dangereuses. Ce sont ces idées qui guident les syndicats occidentaux dans leur quête de justice sociale et dans leur lutte au capitalisme débridé qu'on connaît actuellement. L'épouvantail soviétique est alors bien utile pour discréditer les forces syndicales et populaires. Le message de

La CSN et le désarmement

Reagan est clair : l'ennemi de l'intérieur, c'est-à-dire les syndicats et les groupes populaires veulent soviétiser le monde libre, nous enlever notre liberté.

Une seconde raison motive la course aux armements : le contrôle du Tiers-monde. En fait, 80 % des dépenses mondiales militaires sont sur l'armement conventionnel : celui qui sert à la répression des révolutions ouvrières, qui sert à asservir les travailleuses et travailleurs du tiers-monde. C'est uniquement cet armement de basse intensité qui peut terroriser les populations et faire taire les idées. Tout cela se fait bien sûr sous le couvert de la défense de la liberté et de la démocratie.

Une troisième raison de la course aux armements est l'argent investi dans l'industrie de l'armement elle-même. Les 400 milliards ($ Can.) du budget américain ou notre plus modeste 10 milliards, cela représente des sommes colossales injectées dans l'économie. Et ce qui est « bon pour l'économie » serait nécessairement bon pour nous, travailleuses et travailleurs ?

Encore là, quand on creuse la question on s'aperçoit que c'est surtout bon pour leur économie à eux... Cette industrie est celle où on retrouve les plus hauts taux de profit et le plus de coulage. Si maintenant nous regardons cela d'un point de vue ouvrier, c'est l'industrie qui crée le moins d'emplois par dollar investi. À chaque fois que notre gouvernement investi de l'argent pour construire des frégates ou des F-18 plutôt que pour construire une marine marchande ou des barges de dépollution, il donne une bonne partie de cet argent en purs profits aux marchands de canons et il enlève quelques emplois à nos chantiers maritimes. Et là, bien sûr, on ne tient pas compte dans ce calcul qu'une frégate ne servira jamais à rien et qu'une barge de dépollution permettrait de dépolluer

notre fleuve ou nos rivières afin de permettre aux familles ouvrières d'avoir enfin accès à des plages propres.

Enfin une quatrième raison de la course aux armements est la logique interne elle-même des forces armées. Faute d'imagination, les généraux se conçoivent difficilement autrement qu'à faire la guerre. Et pour cela, les ennemis sont obligatoires. Sans ennemis potentiels, pas besoin d'une bien grosse armée. Cette logique interne c'est une logique de pouvoir et de gloire. Mais dans cette logique, ce ne sont que les généraux qui auront droit à la reconnaissance des livres d'histoire. Le travailleur qui sert de chair à canon n'aura droit qu'à un petit monument au soldat inconnu.

Menace d'invasion

Comme on le voit, le mouvement québécois n'a pas intérêt à aller faire la guerre ailleurs, pour tuer et exploiter d'autres travailleurs et travailleuses comme nous. Mais aurait-il intérêt à toutes ces dépenses militaires pour se protéger d'une invasion ? Nous ne répéterons pas ici les analyses que nous avons déjà publiées. Contentons-nous de rappeler que :

— le gouvernement canadien lui-même reconnaît qu'une invasion classique du Canada par l'URSS est impossible ;

— une invasion nucléaire est impensable puisqu'elle équivaudrait à un scénario de fin du monde ;

— enfin la construction d'un système de défense comme la guerre ds étoiles n'aurait pour effet, advenant une guerre nucléaire, que de faire sauter plusieurs bombes au-dessus du Québec plutôt qu'en dessus des États-Unis.

Mais alors que reste-t-il comme avantage à notre participation à l'OTAN et NORAD ? Tout cela ne sert en fait qu'à notre propre exploitation et à celle du Tiers-monde.

Le non-alignement

Que signifierait le non-alignement pour le Canada ? D'abord un milliard $ rapatrié d'Allemagne. Mais cela permettrait surtout de se doter d'une politique étrangère plus indépendante et résolument orientée vers la paix.

Des idées pour définir le non-alignement, il y en a sûrement des milliers. En fait, le non-alignement ce n'est pas une recette miracle et unique. Il y a beaucoup de formes de non-alignement selon les choix politiques que nous faisons et selon notre situation géographique. Le Canada a une situation géographique unique, une situation qui lui permettrait, par exemple, d'être le seul pays au monde à pouvoir exercer un droit de veto sur la guerre des étoiles du président Reagan. Le territoire canadien est en effet nécessaire pour mener à terme plusieurs stratégies de la guerre des étoiles.

Les modèles universels n'existent donc pas. Certains peuvent nous inspirer comme l'a si bien illustré Gwynne Dyer à propos de la Finlande dans la série « La défense canadienne ». Mais aucun ne peut être copié. Ni la Finlande, ni la Suisse (dont les banques servent de coffres-forts à tous les dictateurs, financiers, monarques et grand filous internationaux et leur assurent la tranquilité garantie), ni l'Autriche, ni la Nouvelle-Zélande (qui vient d'interdire aux navires américains équipés d'armes nucléaires d'utiliser ses ports), ni la Suède...

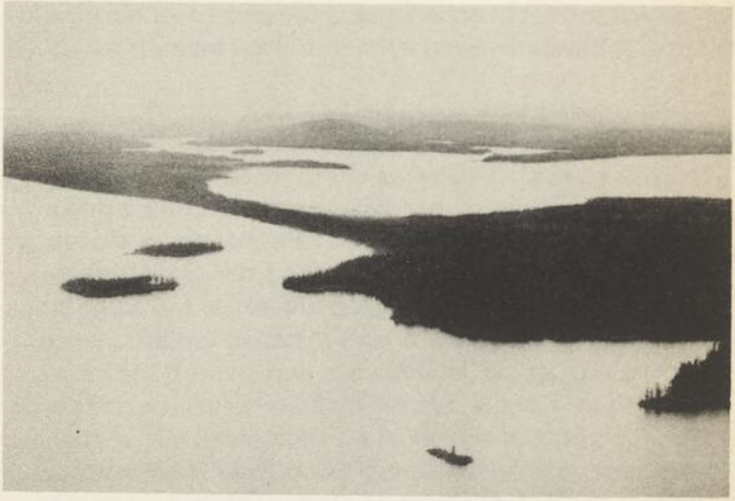
Le non-alignement c'est plutôt une direction qu'il nous faut construire. Le préalable cependant c'est de sortir de l'OTAN et de NORAD.

Conclusion

Mais alors quelles sont les objections au non-alignement ? Il y en a une et elle est de taille : les États-Unis. « Les États vont se fâcher ; ils vont nous boycotter économiquement ! ». Au fond l'argument est le même que celui qu'on entendait avant le référendum : « Les Anglais vont se fâcher ! ».

Bien sûr, cette décision est moins menaçante que le référendum lui-même. Le Canada ne sortira pas de l'OTAN et de NORAD parce que la CSN vient de se prononcer. Et pourtant la décision est importante. Il nous faudra poursuivre la discussion avec nos 230 000 membres sur le bien-fondé de cette décision. Et alors, cela risque d'entraîner beaucoup de monde dans le débat.

On nous traitera sans doute de « communisses » et « d'ennemis de l'intérieur » à cause de cette décision. Mais pendant que le Canada continue de dépenser des milliards pour ne pas indisposer le président américain et ainsi ne pas passer pour des « ennemis de l'intérieur », trente enfants de travailleuses et travailleurs du tiers-monde continueront de mourir de faim à toutes les minutes.



ANDRÉA LÉVY

Le RCM, le désarmement et la ville

Depuis quelques années, le Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal réfléchit sur le rôle potentiel que peut et doit jouer une municipalité face au problème du désarmement. Se basant sur la consultation auprès des citoyen-ne-s et des groupes, de même que sur sa propre réflexion politique il en est arrivé à la conclusion que les villes ont une responsabilité face à la question du désarmement, et plus particulièrement du désarmement nucléaire et ce pour plusieurs raisons.

En premier lieu, les villes et les personnes qui y habitent sont parmi les premières cibles des missiles nucléaires. Il n'y a aucune défense possible contre une attaque nucléaire — la défense civile serait complètement inopérante dans une telle éventualité. Par conséquent, si les gouvernements locaux ont le devoir d'assurer la santé et le bien-être de leurs populations, il leur incombe d'entreprendre des actions préventives, de se joindre aux efforts visant à encourager des démarches réelles vers le désarmement de la part des pays qui sont directement impliqués dans l'escalade nucléaire. De plus, les villes sont souvent directement ou indirectement impliquées dans la course aux armements. Elles sont fréquemment des sites privilégiés de fabrication et d'entreposage d'armes nucléaires et de leurs composantes. Leurs rues peuvent ser-

vir au transport de ces armes, et les gouvernements locaux peuvent, soit acheter des biens et des services des principaux fabriquants d'armements nucléaires, soit y investir des fonds. Il s'en suit que si une ville s'intéresse sérieusement au désarmement elle doit chercher des solutions dans sa propre arrière-cour autant que dans l'arène internationale.

Dans les plus grandes villes tout comme dans les plus petites communautés de par le monde la question du désarmement a suscité une profonde réaction qui prend la forme d'un mouvement pour la création de zones libres d'armes nucléaires (ZLAN). Un ZLAN est habituellement défini comme un territoire où sont interdits la production, les essais, l'entreposage, le transport et le déploiement d'armes nucléaires. Il y a aujourd'hui plus de 3 000 ZLAN à travers le monde. Ce mouvement a pris de l'ampleur particulièrement dans les municipalités de certains pays d'Europe ainsi qu'au Japon, en Australie et en Nouvelle Zélande. Toutefois, de nombreuses municipalités nord-américaines incluant des grandes villes telles Chicago, New York, Vancouver et Toronto figurent parmi le nombre croissant de villes ZLAN. Il y a également beaucoup de petites communautés ZLAN en Amérique du Nord dont quelques-unes au Québec.

Dans la perspective du RCM, la création de ZLAN sur le plan municipal offrent aux villes la possibilité de participer à une stratégie globale qui a comme objectif d'élargir la surface de la terre (incluant les pays du Pacte de Varsovie de même que les pays de l'OTAN) qui est libre d'armes nucléaires et ainsi de contribuer à la création d'un contexte politique propice à de sérieuses négociations sur le désarmement. Elle permet également aux villes de jouer un rôle important dans l'expression des sentiments populaires en faveur du désarmement et de la paix. Et la déclaration de ZLAN

Le RCM, désarmement et la ville

n'est pas forcément un geste purement symbolique. Là où la volonté politique existe, il est possible d'adopter des mesures qui ont force de loi, comme à Chicago et à Vancouver où il est formellement interdit par des règlements municipaux de fabriquer, d'entreposer, d'essayer, de transporter ou de déployer des armes nucléaires. Dans plusieurs villes américaines, comme à Hoboken au New Jersey, où il n'existe pas d'industrie nucléaire locale, des politiques excluant les compagnies qui fabriquent les armes nucléaires ailleurs comme possible bénéficiaire des contrats ou d'investissements de la ville font partie intégrante de la déclaration ZLAN adoptée par les conseils municipaux.

Depuis déjà quelques années, le RCM essaie de convaincre l'administration Montréalaise de tenir un référendum en vertu de l'article 471 de la Charte de la ville qui permettrait aux montréalais-e-s de s'exprimer sur la possibilité de déclarer leur ville ZLAN. En 1984, suite à un référendum informel organisé par une coalition de groupes dans le quartier de Mile-End qui accordait un fort mandat populaire en faveur de ZLAN, le RCM a demandé à la Ville de tenir un référendum officiel à l'échelle de Montréal. L'administration du maire Drapeau a refusé tout débat sur la proposition sous prétexte que la question relevait de la juridiction fédérale. Cet argument est plutôt captieux puisque la cour supérieure de la Colombie Britannique, la seule cour canadienne à s'être prononcée sur une telle question à ce jour, a soutenu le droit d'une ville de se déclarer ZLAN.

En 1985, un autre referendum informel a été organisé par un groupe local de désarmement, cette fois dans les quartiers de Snowdon et Côte-des-Neiges. Une fois de plus, muni d'un mandat clair des citoyen-ne-s, le RCM a soulevé la question à l'Hôtel de Ville. La réponse a été décevante mais prévisible : aucun débat n'a été permis. Aux dernières nouvelles, une demande pour un refe-

rendum était soumise à l'Hôtel de Ville (le 15 août 1986) de la part du « Comité des citoyennes et citoyens du projet ZLAN pour Montréal ». Ce comité est composé de groupes populaires de désarmement ainsi que de syndicats et de groupes professionnels et religieux. Il a déjà recueilli plus de 7,000 signatures dans le cadre de sa campagne de pétition pour le ZLAN. Malheureusement, le nouveau chef du Parti Civique semble aussi peu intéressé à la question du désarmement que le précédent.

Vue la détermination évidente de l'administration actuelle de rester sourde aux appels d'innombrables citoyen-ne-s, le RCM, en tant que parti d'opposition, ne pouvait que continuer à exprimer les sentiments populaires et à appuyer la création de ZLAN dans son programme et dans ses interventions. (De plus il a participé aux manifestations qui ont eu lieu pendant les semaines internationales du désarmement au cours des dernières années et a condamné l'administration quant à sa répression du Projet des Ombres en 1985.)

Le RCM a aussi examiné le problème connexe des effets qu'ont sur l'économie les dépenses liées à la production militaire. Ce problème intéresse le RCM d'autant plus que la moitié de l'industrie militaire canadienne est située au Québec dont une grande partie à Montréal. C'est en partie en réaction à l'installation à Montréal en 1984 de Paramax Électroniques inc., une entreprise de recherche et de développement militaire, que le RCM a mis sur pied un comité ad hoc afin d'étudier l'impact social et économique de l'industrie militaire. L'administration Drapeau a offert des avantages à Paramax sans examiner les possibles impacts sociaux, économiques et environnementaux qui pourraient en résulter. Le comité a recueilli de l'information démontrant, par exemple, que l'investissement dans le secteur militaire génère moins

d'emplois que l'investissement dans n'importe lequel autre secteur de l'économie et que les industries militaires ont tendance à créer une économie de dépendance par rapport à une escalade constante des dépenses militaires.

L'an dernier, quelques membres du conseil des élus du RCM ont rencontré Maj-Britt Theorin, l'ambassadrice suédoise pour le désarmement aux Nations Unies. Mme Theorin a rappelé qu'un rapport de l'ONU de 1981 recommandait à tous les gouvernements de prendre des mesures qui faciliteraient une conversion des ressources du secteur militaire au secteur civil. Elle a fait référence à l'expérience suédoise à cet égard qui révélait que le PNB suédois en 1984 aurait été 12 % plus élevé si les ressources consacrées au secteur militaire depuis 1950 avaient été allouées au secteur civil.

Suite à toutes ces informations, le Congrès du RCM en 1985 a adopté quelques propositions visant à circonscrire la dépendance économique de Montréal envers l'industrie militaire, y inclus la mise sur pied d'un fonds de recherche et de développement qui servirait à subventionner des industries voulant entreprendre des projets de reconversion.

Enfin, le RCM a fait un effort sérieux et sincère pour prendre à coeur les paroles prononcées par M. Takeshi Araki, maire d'Hiroshima lors de la Première conférence mondiale des maires pour la paix par la solidarité entre les villes : « Nous pensons que des efforts visant le désarmement, surtout l'abolition des armes nucléaires, et des pas vers l'établissement de la paix mondiale ne sont pas seulement du domaine des gouvernements centraux. Puisque les victimes de la guerre et surtout de la guerre nucléaire sont les villes et leurs citoyens, il est indispensable que les administrations municipales de même que les individus partagent la responsabilité de créer la paix. »

PIERRE CHATILLON

Fuir la terre

Fuir la terre à jamais fuir
oiseau blessé
fuir tout en sang
comme un soleil couchant

LESSIVE

Laver la terre
une fois pour toutes
laver de tous ses maux
des morts, des guerres
et la suspendre propre enfin
à une corde de lumière
entre la lune et le soleil

LUNES

Mes yeux
dans la nuit
rêvent
de lumière
si fort
qu'on les voit
ronds
luire
de l'autre bout
de l'univers

Rester tapi
dans les fougères de l'enfance
quand la bombe du temps
déchire l'univers

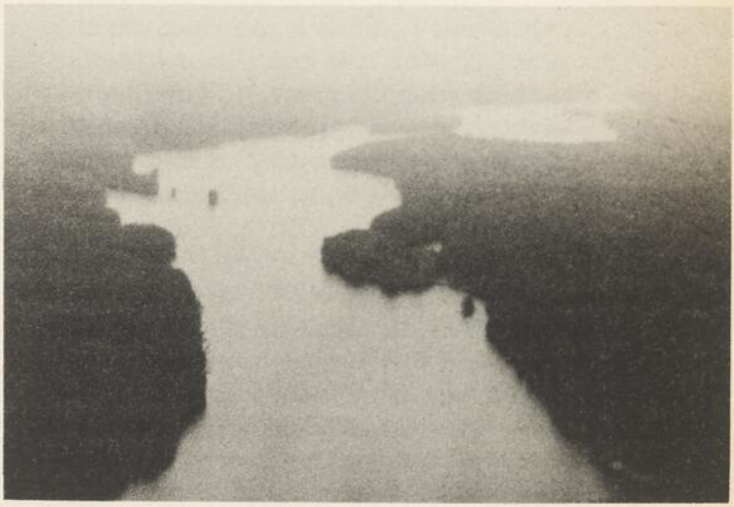
L'HIVER

Et je cours affolé
cherchant un abri
mais les flocons du temps
me couvrent la tête de blanc

Je tiens dans mes bras
la forêt d'octobre
comme un violon
je descends sous la terre
avec mon archet lumière
et je joue pour les morts
une musique de pourpre et d'or

Je regarde la mer
s'élever dans l'espace
sur ses immenses ailes d'eau
l'oiseau bleu de la mer
s'envoler loin d'ici
loin des misères de la terre
et qui se pose pour chanter
sur l'une des branches de feu
de l'arbre soleil

Chacun de mes orteils
est un oiseau
et je m'évade d'entre les mortels
je marche sur le vent
haut dans l'azur
à petits pas de plumes
pour ne pas réveiller le malheur



ANDRÉ THIBAULT

Lettre à un pilote

Cher lamaneur,

Je comprends tes appréhensions. L'*Empress of Canada* n'a jamais vraiment pris la haute mer. Il mouille au port de Washington depuis... eh bien ! quelques décennies déjà. L'équipage a pris goût à un certain sentiment de sécurité ; gagner le large le panique. Tu as accepté la tâche de guider sa sortie. Et encore, tu connais assez imparfaitement le parcours des chenaux, l'emplacement des récifs. Je n'aimerais pas être dans ta peau. Si j'en crois mon intuition, mes collègues du comité de rédaction de *Possibles* apprécient également ne pas être à ta place. Tous se joignent quand même à moi pour souhaiter que tu réussisses.

Soyons francs, tu ne m'as pas demandé conseil. L'opinion qui va suivre est le fruit de ma seule initiative. Dans une revue comme celle-ci, on se permet volontiers et sans hésitation d'offrir des conseils que nul n'a sollicités. C'est même un peu notre raison d'être.

Au bruit du moteur, je constate que tu t'y engages avec lenteur et prudence. Dans ma perspective de profane, une chose m'étonne chez les bateaux. On dirait que plus lentement ils avancent, plus fort leur moteur vrombit. Peut-être est-ce que ça demande beaucoup de force d'avancer avec

retenue. Je t'entends vrombir très bruyamment. J'y vois l'énergie et le courage de la précaution. Chapeau !

Les possibilités et ressources à ta disposition sont limitées mais réelles. Je te suggère d'en faire un plein usage. Prise de position en faveur de la vertu ironiseront certains ! Erreur : c'est plutôt en faveur de l'efficacité. Aussi général mais différent ! Et moins évident qu'il ne semblerait.

Use d'abord abondamment des cartes disponibles sur les reliefs et profondeurs des eaux portuaires. Aussi rares qu'elles soient, et étroites, et accidentées, il existe quelques voies naturelles de sortie.

Si tu remarques, le port a deux sections, l'une civile et l'autre militaire. Du côté militaire, les ouvertures vers le large sont minées et ratissées. S'y faufiler exige une maîtrise incroyable dans les arts et techniques de l'évasion. Le chemin est plus tentant parce que plus direct. Mais presque tous les bateaux qui s'y sont aventurés ont dû rebrousser chemin ou s'en sont sortis très abîmés.

Dans la section civile, les eaux sont plus profondes et moins contrôlées. Par des voies plus longues et plus latérales, cela mène aussi à l'indépendance de la Haute-Mer.

Les difficultés à s'éloigner du port, du côté civil, sont d'une autre nature. Les bateaux y sont surabondants, battant les pavillons les plus divers. La route est encombrée, et cet encombrement est ce qu'il y a de plus désordonné. Tu ne peux t'y frayer un chemin sans recourir à la bienveillance et à la complicité de certains autres bateaux, vraisemblablement nombreux.

Use donc, et abondamment, de ta sociabilité : ton entregent... ta curiosité et ton intérêt à l'endroit d'autrui... ton talent à négocier des échanges de

loyaux services mutuellement profitables. Je te livre un secret d'État en passant : les garde-côtes sont tout à fait déroutés devant des stratégies de coopération. On ne les a formés qu'à détecter, analyser, comprendre, neutraliser, les tactiques belliqueuses, les « alliances contre ». Les « alliances pour » échappent à leur entendement. Au vrai, ça les agace. Ça contrarie leur vision du monde, leur besoin d'englober toute la réalité dans un scénario paranoïaque. Mais ils ne peuvent que rager sans rien dire, de peur de sombrer dans le ridicule.

Cause efficiente

— Pour quelle cause te bats-tu, demanda l'idéologue ?

— Pour la cause efficiente, répondit le démocrate.

Tout le monde est pour la cause de la paix, si on entend la noble cause, la juste cause. Quant à la cause efficiente de la paix, on n'en sait trop rien. Qu'est-ce donc au juste qui produit la paix ? La paix est-elle produite par quelque chose ou quelqu'un ou ne fait-elle qu'arriver comme un cheveu sur la soupe ?

S'agit-il d'avoir la paix ou de faire la paix ? Un Canada ou un Québec non aligné pourrait théoriquement avoir la paix. Serait-il cause efficiente de paix ?

La question nous renvoie à une autre : avec quoi ça se fait la paix, et comment ? Une seule réponse me satisfait : ça se fait avec des liens. Parce que les liens donnent du sens aux différences. Sans eux, les différences sont menaçantes, et la non-guerre risque à tout moment d'être perturbée par la remontée sauvage de la peur de l'autre.

La cause efficiente de la paix ne peut pas être l'abstention de quoi que ce soit : l'abstention d'alignements, l'abstention d'armements, l'abstention d'interventions. Car il n'y a pas d'un côté la paisible nature qui tendrait nécessairement à la convivialité, et de l'autre les vilaines actions humaines qui souilleraient cette splendide harmonie. La survie simultanée des uns et des autres ne va pas de soi, bien au contraire : elle est une tâche à accomplir, et fort difficile.

Si l'*Empress of Canada* doit être cause efficiente de paix, il ne lui suffira pas de sortir du port de Washington. Il lui faudra contribuer activement à bâtir dans les eaux internationales le plus grand nombre possible de liens avec le plus grand nombre possible de bateaux.

Ce qu'il y a de tragique dans l'alignement, c'est le mot « ligne ». Quoi de plus pauvre, de plus mince, de plus chétif qu'une ligne. Il serait oiseux de changer de ligne et suicidaire de s'en retirer pour se retrouver nulle part. L'échappatoire à la logique infernale de l'alignement, c'est de multiplier les lignes, de se retrouver au centre d'un réseau dont les lignes partent dans toutes les directions. Non pas rompre des traités mais les élargir, les diversifier.

Les petites et moyennes nations ont sur ce terrain certains avantages que n'ont pas les grandes puissances : plus de souplesse, des acquis moins lourds à préserver, moins de contentieux accumulés. Elles ont entre elles des intérêts communs dont le plus évident est sans doute de diversifier leurs relations pour accroître leur liberté. Pour chacune de ces nations, il existe un certain nombre de liens internationaux possibles qu'elle est seule à pouvoir créer. Le faisant, elle est cause efficiente de paix.

Les considérations les plus fondamentales ont souvent des conséquences bien concrètes. Celles qui me frappent immédiatement sont les suivantes :

— le Canada a un rôle mondial irremplaçable au sein des pays du Commonwealth ;

— il en est de même du Québec par rapport à la francophonie et probablement à l'Amérique latine ;

— le Canada et le Québec ont une responsabilité historique de contribuer à bâtir des rapports de solidarité entre les pays contigus à l'Arctique ;

— le Canada et le Québec peuvent à l'occasion constituer des médiateurs tout désignés entre leur voisin américain et d'autres pays.

Et encore, ces exemples se limitent à l'action du Canada et du Québec comme institutions politiques. Mais une nation est aussi faite de commerçants, d'industriels, d'intellectuels, d'artistes, de sportifs, de militants sociaux, ou tout simplement de gens qui aiment voyager. Dans tous ces secteurs de la vie et bien d'autres, des partenaires étrangers sont possibles, mais les liens avec eux ne viendront pas tout seuls. La facilité joue plutôt en faveur de l'isolement. Sans doute faut-il être très sensibilisé à l'urgence dramatique de fabriquer de la paix pour investir l'effort de contribuer dans son propre champ à tisser un monde plus relié, plus associé.

Une certaine conception du non-alignement relève de la pureté davantage que de la responsabilité. Un coup qu'on a refusé la fatalité d'une « polarisation »[1] infernale, il reste encore une alternative : s'en laver les mains ou se les salir.

1/ Il paraît que « polarisation » dans ce sens n'est pas français. Combattre la chose aiderait peut-être à éliminer le mot.

MICHELINE SICOTTE

... à la CEQ

L'assemblée générale des Nations Unies a, par sa résolution 37/16 du 16 novembre 1982, déclaré l'année 1986 « Année internationale de la Paix ».

La Centrale de l'enseignement du Québec, en tant qu'organisation syndicale non gouvernementale oeuvrant surtout au niveau des établissements scolaires, contribue depuis déjà plusieurs années à promouvoir la paix. Ainsi, en octobre 1983, elle distribuait, à raison de 24 000 exemplaires, un cahier pédagogique sur les droits humains.

Dans le cadre de l'Année internationale de la Paix, la C.E.Q. compte apporter une contribution particulière à la promotion de la paix, en proposant à ses membres et à leurs élèves d'amorcer une réflexion et un large débat sur les conditions fondamentales de la paix, sur l'établissement d'une véritable justice sociale et sur le développement de la coopération entre les peuples.

Par cette prise de conscience, la C.E.Q. veut amener les adultes et les jeunes à développer des attitudes et à poser des gestes individuels et collectifs qui favorisent la paix tant au plan personnel que social, qui privilégient une résolution non violente des conflits et qui encouragent les besoins sociaux plutôt que la course aux armements.

Afin de réaliser concrètement ce projet, la C.E.Q., dès le début de 1986, invitait le ministère de l'Éducation et les divers organismes en éducation oeuvrant au niveau des commissions scolaires catholiques du Québec à se joindre à ses efforts afin de produire un cahier pédagogique inspiré de l'idée selon laquelle « Éduquer à la paix c'est contribuer à bâtir la paix ».

Le Ministre de l'Éducation qui a reçu favorablement cette proposition a, dès le début, alloué à la Centrale un soutien financier en guise de contribution à la réalisation du projet. Cette contribution a d'ailleurs permis de dégager de l'enseignement deux enseignants et une enseignante pour écrire le cahier pédagogique. À ce premier soutien financier s'est par la suite ajoutée une subvention de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales.

La réponse positive de l'ensemble de ces organismes oeuvrant en éducation a permis d'élaborer un projet commun qui se caractérise maintenant par une trousse pédagogique tirée à 65 000 exemplaires en français et 8 000 en anglais et par la tenue de la Journée nationale de la Paix en milieu scolaire le 24 octobre. Cette trousse pédagogique, qui contient un cahier pédagogique : Éduquer à la paix c'est contribuer à bâtir la paix, une affiche : Paix sans frontière et un dépliant sur le thème de la violence, a été distribuée dans chacune des écoles des commissions scolaires catholiques du Québec à la fin du mois de septembre. Chaque école s'est aussi vu remettre une cassette, sur laquelle on retrouve onze chansons sur la paix, soutenue par un guide pédagogique. C'est dès la rentrée en août que, des milliers d'enseignantes et d'enseignants, de professionnelles et professionnels, de personnels de soutien et de directions d'écoles, se sont réunis à l'occasion de rencontres pédagogiques pour travailler à l'élaboration de cette merveilleuse journée du 24 octobre.

À la CEQ

En plusieurs endroits, on a pu voir aussi de nombreux parents s'impliquer dans l'une ou l'autre des étapes de réalisation du projet.

Cette journée nationale de la paix du 24 octobre, elle s'est réalisée à la grandeur du territoire du Québec. Dans certains coins, on l'a même fait précéder ou suivre de plusieurs autres jours où le sujet de la paix était mis en évidence par une activité particulière. Les moyens utilisés ont été très variés : film, diffusion de chansons sur la paix, venue de personnes qui témoignaient de leur expérience de la guerre, exposition de dessins de jeunes sur le thème de la paix, etc.

Au cours de cette journée, le cahier d'éducation à la paix a permis aux élèves et aux adultes, d'abord de discuter de la paix à la fois aux plans personnel, interpersonnel, social, national et international (guerre nucléaire, développement), puis de terminer la journée en répondant concrètement à la question « Mais que puis-je faire pour la paix ? »

L'ensemble des fiches offertes dans le cahier pédagogique comportent des contenus et démarches pédagogiques adaptés aux diverses catégories d'âge. À la fin de chaque fiche ou à la fin du cahier, on peut trouver de nombreuses suggestions d'utilisation d'instruments pédagogiques complémentaires (cartes — cahier pédagogique — film — théâtre — disque — etc.)

Tout le travail de préparation et de participation à la journée du 24 octobre dont il vient d'être fait mention pour les niveaux de l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire s'applique aussi au niveau collégial.

Bien que le processus qui a donné naissance à un cahier pédagogique conçu en fonction d'une utilisation auprès d'une population étudiante plus âgée s'est faite plus tardivement et, par consé-

quent, selon des modalités de travail différentes. Quant au fond, c'est le même fil conducteur que l'on peut retrouver à l'intérieur de ce deuxième cahier pédagogique.

C'est donc avec beaucoup de satisfaction que la C.E.Q., par ses membres, a participé à cette large et importante opération d'éducation à la paix. C'est avec beaucoup de plaisir qu'elle remercie les organismes qui ont collaboré à la préparation et la réalisation de ce projet commun : le ministère de l'Éducation, la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec, la Commission des écoles catholiques de Montréal, l'Association des directeurs généraux, l'Association des cadres scolaires, la Fédération québécoise des directeurs d'écoles, l'Association des directeurs d'écoles de Montréal, l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales (à titre d'observateur).

C'est avec beaucoup d'espoir que la C.E.Q. formule le souhait que l'éducation à la paix soit maintenant plus que jamais une éducation continue.

PETER ARMITAGE

L'invasion du Québec-Labrador par l'OTAN*

> Partout, les sociétés de colons sont sans scrupules par rapport aux droits des peuples qu'elles dépossèdent. On peut toujours s'attendre à ce que les frontaliers, et ceux qui les appuient dans la métropole, soient résolument contre les Indiens ou tout autre peuple aborigène. C'est quand ces éléments reçoivent le soutien sans réserve de la métropole que la souffrance des peuples indigènes est la plus grande.
>
> (Maybury-Lewis 1985 : 146)

Il m'est apparu évident, dès le début de l'entrevue, que l'équipe de nouvelles du réseau anglais de Radio-Canada avait déjà passé un temps considérable à Goose Bay à s'entretenir avec les frontaliers : les gens du milieu des affaires, les fonctionnaires, le personnel militaire. Assis sur une chaudière de saindoux posée à l'envers, derrière la maison du chasseur innu Sébastien Penunsi, dans la communauté de Sheshatshiu au Labrador, je réponds aux questions piégées que me pose l'équipe de nouvelles : « On décrit les Innu comme

*1 Traduit de l'anglais par José Mailhot

des campeurs glorifiés ; quand ils sont dans l'arrière-pays, ils se gavent de « junk food » et de viande en conserve et ils restent assis sur leur derrière toute la journée. Qu'avez-vous à dire à cela ? Les Innu ne se serviraient-ils pas de la question militaire pour faire avancer leurs revendications territoriales ? Ne sont-ils pas tout simplement opportunistes ? Pourquoi les Innu d'ici sont-ils aussi radicaux ? Certains disent que l'opposition des Innu aux vols à basse altitude résultent de l'intervention d'éléments externes et de quelques conseillers blancs qui agissent dans leur propre intérêt. Qu'avez-vous à dire à cela ?

Les gens de Goose Bay craignent que l'action des Innu et des groupes pacifistes européens qui les appuient ait sur l'économie locale les mêmes conséquences que celles qu'a eues Greenpace sur la chasse au phoque à Terre-Neuve. Leurs craintes sont-elles fondées ? » Cette interview me laisse perplexe et abattu ; je regrette le temps que je viens de consacrer à discuter des opinions étroites des partisans locaux de la militarisation plutôt que de la destruction imminente de l'un des rares peuples de chasseurs-cueilleurs qui restent en Amérique du Nord. Forcé d'admettre que la militarisation est soutenue par une opération de relations publiques savamment orchestrée, je m'inquiète de l'avenir de la campagne que mènent les Innu contre l'invasion militaire de leur territoire.

Les Innu, que l'on connaît sous le nom de Indiens montagnais-naskapis, constituent une nation indigène de 9 600 personnes qui vivent de façon semi-permanente dans une douzaine de communautés au Québec et au Labrador. Plusieurs familles continuent de s'adonner à un mode de vie séculaire basé sur la chasse, la pêche et la cueillette. À l'automne et au printemps de chaque année, elles quittent les villages que leur ont construits les gouvernements pour aller vivre dans l'arrière-pays. C'est dans le bois, loin du village, que peuvent être le

mieux transmises aux jeunes générations les connaissances reliées à la chasse, à la trappe et à la pêche, les techniques de préparation des peaux et celles de la cuisine ainsi que les croyances religieuses traditionnelles. Hélas, la survivance de la culture innu est à présent sérieusement menacée. Elle l'est d'une part par l'accroissement des exercices de combat aérien dans la péninsule Québec-Labrador et, d'autre part, par le projet de construction d'un Centre d'entraînement de chasse tactique de l'OTAN qui serait situé à Goose Bay, au Labrador. Son coût est estimé à 800 millions de dollars.

Pour le moment, les Innu sont aux prises avec les problèmes causés par des vols d'entraînement à basse altitude qui se déroulent déjà dans leur région. Ces vols sont effectués, à partir de la base de Goose Bay, par des appareils Phantom II et Tornado de la Luftwaffe d'Allemagne Fédérale et par des Tornado de la British Royal Air Force. Les Innu et les « settlers » (d'ascendance inuit et blanche) s'entendent pour dire que les avions volent si bas que leur gaz d'échappement produisent des vagues sur les lacs et les rivières, qu'ils font osciller les arbres et onduler la toile des tentes. Les Phantom II allemands — soit en solo, soit en formation de deux ou même de quatre — volent aussi bas qu'à 100 pieds au-dessus du sol, survolant les vallées et les lacs où sont installés les camps innu. On a parfois vu des pilotes modifier intentionnellement leur course de manière à voler directement au-dessus d'un camp innu ou d'un groupe de chasseurs qu'ils venaient de repérer. On en a même vu certains s'amuser à démontrer leur savoir-faire et cela, juste au-dessus de camps ou de groupes de chasse : ils orientent d'abord leur appareil en position verticale, le nez pointé vers le haut, puis, mettant en marche leurs rétrofusées, ils foncent en trombe vers le ciel.

Les Innu affirment que le bruit, extrêmement fort et soudain que produit un avion volant à basse alti-

tude, est très traumatisant, en particulier pour les enfants et les personnes âgées. Ils rapportent que dans certains cas, leurs enfants ont sauté hors du canot pour se jeter à l'eau ou qu'ils ont couru vers la forêt pour se mettre à l'abri des jets. Dans d'autres cas, des enfants ont quitté le camp pour se réfugier dans la forêt et n'ont été retrouvés qu'avec difficulté par leurs parents. Comme ils craignent les réactions néfastes de leurs enfants aux avions qui volent au-dessus de leur tête, plusieurs des hommes adultes hésitent à quitter leur camp principal pour aller relever les pièges qu'ils ont tendus à une certaine distance. Selon les Innu, après qu'un avion vous a survolé, le cillement dans vos oreilles peut durer jusqu'à une heure.

L'intérieur des terres, où vivent et chassent les Innu, est un lieu extrêmement paisible. On n'y entend que le bruit occasionnel d'une scie mécanique ou d'un coup de fusil, et les bruits familiers du camp : des enfants qui jouent, des adultes qui causent, le bois qu'on fend. Loin des camps, le silence est tel qu'on peut entendre sa propre respiration et que le clapotis des avirons dans l'eau paraît très bruyant. L'arrivée soudaine d'un jet bruyant contraste désagréablement avec le calme et la solitude qui caractérisent l'arrière-pays. On a rapporté que, durant l'automne 1983, un certain nombre d'enfants de La Romaine, sur la basse Côte-Nord, ont dû être ramenés au village parce que terrifiés par les avions. Certains Innu ont déclaré qu'ils ne remonteraient pas dans les terres à l'automne tant que se poursuivraient ces vols à basse altitude : le bruit assourdissant et inattendu que font les avions constitue un trop grand traumatisme.

Le fait que le bruit des jets volant à basse altitude traumatise les enfants et dissuade les Innu d'aller dans l'arrière-pays n'est pas une exagération des Innu, comme le prétendent les frontaliers de Goose Bay. Dans les zones rurales d'Écosse,

du pays de Galles, d'Angleterre et d'Allemagne de l'Ouest, les habitants se plaignent depuis des années du fait que le bruit des jets volant à basse altitude cause de sérieux problèmes de santé (*Press Journal* 1984 ; *Der Spiegel* 1984). À l'heure actuelle, on effectue, à la fois en Allemagne de l'Ouest et en Grande-Bretagne, plus de 100 000 vols à basse altitude par année et les protestations publiques ne cessent d'augmenter. Alors qu'il était ministre de la Défense nationale, Gilles Lamontagne (1981) a admis que « ayant, à titre de membres des forces de l'OTAN, opéré des avions de combat en Europe depuis une trentaine d'années, les Canadiens sont parfaitement conscients du désagrément que des avions volant à basse altitude peuvent causer à la population civile ». Depuis des années, les citoyens des zones rurales d'Europe, que les avions militaires exposent à un niveau de bruit dépassant le seuil admissible, se font dire que le bruit des jets est le « son de la liberté ». Il n'en reste pas moins que ce sont les protestations publiques qui ont forcé le gouvernement ouest-allemand à exporter un problème domestique gênant dans le ciel canadien, au-dessus des camps et des groupes de chasse des Innu.

De nombreux chercheurs et professionnels du domaine de la santé, qui connaissent la littérature traitant des effets du bruit des jets et des bangs supersoniques, sont parvenus à la conclusion que des exercices d'entraînement militaire, tels que ceux auxquels sont exposés les Innu, constituent un problème sérieux pour la santé publique. Le Dr. Richard Bargen, du Névada, a étudié les effets qu'a sur la santé le bruit des jets volant à basse altitude ou à des vitesses supersoniques. Il affirme que « les individus ne peuvent contrôler l'effet de sursaut qui est provoqué par ce bruit extrêmement puissant et soudain ; ils ne s'habituent jamais à ce type de stimulus nocif » (communication personnelle).

À présent, les Innu sont particulièrement inquiets du projet de l'OTAN d'établir à Goose Bay un important Centre d'entraînement de chasse tactique. Selon le ministère de la Défense nationale, un tel centre pourrait rivaliser avec les installations de Cold Lake, en Alberta, et celles de la base aérienne de Nellis, au Névada. On pourrait alors s'attendre à l'intensification des vols à basse altitude et à l'apparition de manoeuvres de combat air-air et air-mer. Les pilotes de l'OTAN peuvent, déjà à l'heure actuelle, voler sans restriction à des altitudes supérieures à 250 pieds « presque partout dans l'arrière-pays. En outre, il existe deux vastes aires d'exercices, couvrant une surface totale de 100 000 kilomètres carrés, qui sont réservées à des vols à basse altitude qui s'effectuent jusqu'à 50 mètres du sol » (Canada 1985). Si le projet de l'OTAN voit le jour, les avions auront aussi le droit de voler à des vitesses supersoniques dans un corridor compris entre 50 000 et 50 pieds du sol (Canada 1986).

En outre, on verra vraisemblablement se dérouler de fréquents exercices de combat aérien simulé impliquant de nombreux avions. Les exercices qu'on projette pour la péninsule Québec-Labrador sont susceptibles de ressembler à un exercice de combat aérien de grande envergure, appelé « Red Flag », qui se tient cinq fois l'an à partir de la base aérienne de Nellis au Névada. D'une durée de six semaines, chaque exercice « Red Flag » implique la participation de plus de 70 avions (chasseurs, bombardiers, appareils de transport, de reconnaissance, de sauvetage et de surveillance), l'usage d'instruments de guerre électroniques et la simulation de techniques soviétiques de combat aérien par des escadrons ennemis. (Skinner 1984).

On pourrait alors construire dans la péninsule Québec-Labrador, en plein coeur des territoires de chasse innu, jusqu'à quatre complexes servant à des exercices de bombardement, où seraient utili-

sées toutes les armes conventionnelles (par exemple, des bombes de 50 livres). Sur les champs de tir et de bombardement de la base de Nellis, on trouve plus de 50 types différents d'objectifs : reproductions de tanks en bois, camions, missiles sol-air, batterie anti-aérienne, pistes d'atterrissage et héliports, radars, zones industrielles, ponts, tunnels, pipelines de même que trains et cours de triage. (*Ibid :* 69).

Nonobstant les exercices de combat aérien déjà mentionnés, on peut raisonnablement affirmer, qu'une fois construite une base de l'OTAN à Goose Bay, l'entraînement se modifiera d'année en année, au gré des changements qui affecteront les doctrines et la technologie militaires de l'OTAN. Si la base de Goose Bay voit le jour, qui sait quel type d'entraînement aura cours à l'avenir sur les territoires des Innu ? Et à supposer que la base de l'OTAN soit finalement établie à Konya, en Turquie, plutôt qu'à Goose Bay, le nombre d'avions qui effectuent des exercices à basse altitude au Québec-Labrador ne manquera pas d'augmenter : le Canada signera sûrement des accords bilatéraux avec plusieurs des pays de l'OTAN. Tout cela ne laisse présager rien de bon pour l'avenir du peuple innu, d'autant plus qu'il se pourrait bien que l'ampleur des exercices de combat aérien qui se dérouleraient dans le ciel du Québec-Labrador oriental rende cette région inhabitable.

Voyons à présent quel rapport il y a entre la question des exercices de combat aérien dans la péninsule Québec-Labrador et le mouvement pour la paix. Des groupes pacifistes se sont joints aux Innu pour tenter de convaincre le gouvernement canadien et ses alliés de l'OTAN d'abandonner leur projet d'intensifier la présence militaire dans la péninsule. Par exemple, la Coalition québécoise pour le désarmement et la paix a participé, le premier avril dernier, à une journée de manifestations organisées simultanément en plusieurs endroits du

Canada, des États-Unis et en Europe, pour protester contre la tenue de vols d'entraînement à basse altitude et à vitesse supersonique. Mais les groupes pacifistes ne seraient-ils pas tout simplement montés dans un train conduit par les Autochtones ?

En fait, plusieurs des aspects de la militarisation du Québec-Labrador relèvent strictement de la question du désarmement et non pas de la question autochtone. Il faut savoir, d'abord, que les exercices de vol à basse altitude font partie d'une nouvelle doctrine militaire de l'OTAN — connue sous le nom de FOFA (« Follow on Forces Attack ») ou encore de « Deep Strike » — et, ensuite, que les appareils britanniques Tornado effectuent, selon toute probabibilité, des attaques nucléaires simulées.

Commençons par la stratégie « Deep Strike ». Son but est d'augmenter la capacité de l'OTAN à frapper, au moyen d'armes conventionnelles, des objectifs situés au coeur même du territoire du Pacte de Varsovie. Cette stratégie d'attaque en profondeur diffère de l'ancienne stratégie militaire de l'OTAN en ce qu'elle met l'accent sur l'emploi de nouveaux types de missiles conventionnels pour effectuer des missions qui sont présentement réservées aux armes nucléaires de théâtre (à courte ou moyenne portée). En outre, selon cette stratégie, la coordination des opérations sur le champ de bataille (surveillance, synthèse des données et localisation de l'objectif à frapper) est confiée à des systèmes informatiques sophistiqués (Berg et Herolf 1984 ; Hampson 1985). Certains pays européens, tels la Grande-Bretagne et l'Allemagne de l'Ouest, soutiennent que l'attaque en profondeur est un rôle que peuvent encore remplir, en grande partie, des avions comme le Tornado. Son système de navigation par inertie et son radar, capable d'effectuer des relevés topographiques, en font un missile de croisière habité. Les groupes

pacifistes européens — ils connaissent bien « Deep Strike » ! — soutiennent que cette doctrine risque de déstabiliser les forces en présence et d'abaisser le seuil de risque d'une guerre nucléaire (ADIU 1985 ; Klare 1984).

Les groupes pacifistes d'Europe s'inquiètent également du rôle nucléaire qu'on fait jouer aux Tornado. Selon un rapport publié par le magazine britannique *The Economist* (1982 : 61), on pourrait, à partir de 1990, assigner aux avions Tornado et aux missiles Trident pas moins de 724 cibles différentes à attaquer avec des armes nucléaires, dont cent seraient confiées aux Tornado. Il est fort probable que, parmi les Tornado qui effectuent des vols à basse altitude à partir de Goose Bay, certains soient destinés à simuler des attaques nucléaires : tous les escadrons formés de Tornado britanniques ont une capacité nucléaire.

Malheureusement, plusieurs des frontaliers de Goose Bay ne semblent pas conscients des dangers potentiels que représente l'intensification de la présence militaire dans la région. La perspective alléchante d'une augmentation des revenus et des emplois dans cette région à l'économie chancelante, de même qu'un fort sentiment raciste anti-Innu, les empêchent de voir ce que leur réserve véritablement un avenir militaire. Cela a eu pour conséquence de polariser une grande partie de la population autour de cette question : d'un côté les représentants du monde des affaires, les « settlers » et les immigrants terreneuviens et de l'autre, les Innu et leurs partisans, lesquels se recrutent en dehors du Labrador. À cause des efforts désespérés qu'ils font pour protéger leur santé et leur culture, les Innu sont traités de radicaux et d'extrémistes et leurs conseillers blancs, d'agitateurs communistes. Inutile de dire que le recours gratuit à ce genre d'étiquettes ne favorise nullement la tenue d'une discussion rationnelle autour de la question.

Le dénouement du conflit autour de la militarisation de la péninsule Québec-Labrador dépend d'abord et avant tout des résultats que donneront les efforts des Innu pour sensibiliser l'opinion canadienne et européenne. Mais il ne suffira pas de faire naître une nouvelle conscience. Il leur faudra faire en sorte qu'elle se concrétise dans des pressions considérables auprès du gouvernement canadien et de ses alliés de l'OTAN.

Ouvrages cités

1982 « Aiming Britain's Nukes. » *The Economist,* septembre.

1984 « 'Tornado terror' in Sutherland. » *Press Journal,* 24 juillet.

1984 « Low-Flying aircraft : 'almost like war'. » Traduit de l'article « Tieffliegеr : 'Beinahe wie im Krieg'. » *Der Spiegel,* août.

ARMAMENT AND DISARMAMENT INFORMATION UNIT (ADIU)

1985 *NATO's new conventional emphasis : Is it a con?* Ms. Université Sussex, Brigton, Angleterre.

BERG, Per et Gunilla HEROLF

1984 « 'Deep Strike' : new technologies for conventional interdiction. » *Stockholm International Peace Research Institute Yearbook,* pp. 291-318.

CANADA

1985 *Goose Bay, Labrador : NATO Tactical Fighter and Weapons Training Centre.* Pamphlet du ministère de la Défense nationale.

CANADA

1986 *Description of proposed military flying operations based at Goose Bay, Labrador.* Ministère de la Défense nationale, Direction de la Planification aérienne.

HAMPSON, Fen Osler
1985 *The role of new technologies and Follow-on Forces Attack in NATO strategy*. Communication présentée à la Conference on European Security and the MBFR Talks, Université de Toronto, 6 et 7 mai.

KLARE, Michael T.
1984 « Conventional arms, military doctrine, and nuclear war : the vanishing firebreak. » *Thought* 59(232)

LAMONTAGNE, Gilles
1981 *Remarks for the Minister of National Defence at the signing of the agreement for German Air Force training at Goose Bay, Labrador*. Bonn, République Fédérale d'Allemagne, 8 avril.

MAYBURY-LEWIS, David
1985 « A Special Sort of Pleading—Anthropology at the Service of Ethnic Groups. » In Robert Paine, éd.. *Advocacy and Anthropology*. St. John's : The Institute of Social and Economic Studies, pp. 130-148.

SKINNER, Michael
1984 *Red Flag*. Navato, California : Presidio Press.

PIERRE BÉLISLE

Taire Terre
L'Étoile s'étiole

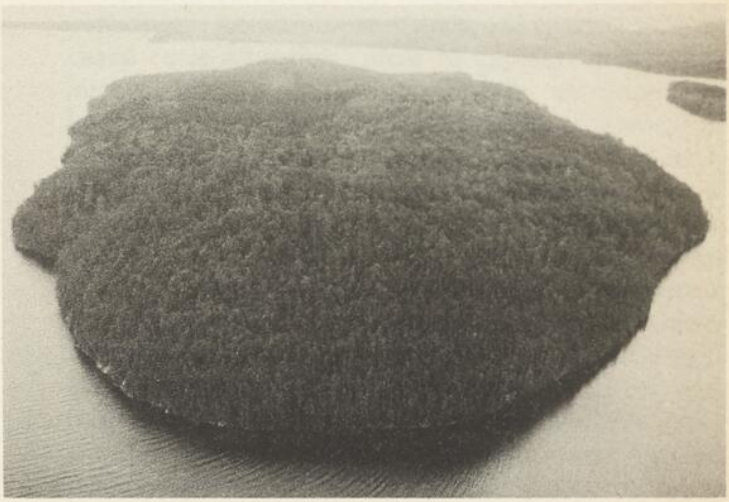
Taire Terre

Toute oeuvre
vit où
rien n'est acquis
Jamais
son envers
qui est
guerre
n'y mettra
•
Car
toujours
de ce
•
vient la vie.
Faire guerre
ne dure guère
et
jamais
ne saura
faire
taire terre.

Car
vie,
elle, sait
se terre.
Mais
en cette ère
scission
•
fusion
qui veut terre
ne saurait
se taire
rien n'est acquis

L'Étoile s'étiole

La vie
va vite
supersonique
Si seulement
un
doux
léger
sympathique
tendre
gentil
calme
va-et-vient
lui plaisait
qui
s'en plaindrait ?
À la vitesse de la lumière
sous le couvert
l'étoile
s'étiole



SERGE MONGEAU

Nos impôts pour la paix

Il se dépense actuellement dans le monde un million de dollars par minute en armement. Des guerres plus ou moins étendues se poursuivent dans un grand nombre de pays, et nous vivons toujours sous la menace d'une guerre nucléaire, qui conduirait presque inévitablement à l'anéantissement de l'immense majorité sinon de la totalité des habitants de la Terre. De tout cela, bien des gens sont conscients ; nombreux sont ceux qui voudraient que cesse cette situation, mais la plupart se sentent impuissants. Nos gouvernements continuent à investir massivement dans la « défense », malgré les pétitions que nous leur adressons ou les manifestations que nous organisons. Alors que faire si nous désirons nous désolidariser de ces efforts bellicistes ? C'est pour trouver une façon concrète d'agir qu'un groupe de sympathisants de l'Union des pacifistes du Québec a jeté les bases d'un mouvement de désobéissance civile au niveau des impôts fédéraux. Il s'agit de détourner la proportion de ses impôts normalement destinée à la « défense » pour l'investir dans un fonds pour la paix.

L'action entreprise au Québec s'inscrit dans un mouvement international de « taxes pour la paix » qui existe en France, en Allemagne, aux États-Unis, au Canada et en Australie. Au Canada, le mou-

vement a été fondé en 1978 en Colombie Britannique ; depuis, un nombre croissant de Canadiens et de Québécois ont déposé dans le « Fonds pour la paix » de *Conscience Canada* une partie de leurs impôts (plus de 300 personnes à ce jour).

Dans plusieurs pays, l'objection de conscience au service militaire a été acceptée, souvent au bout de longues luttes, comme droit de refuser de participer à la préparation ou à la conduite d'une guerre, au nom de sa conscience. L'objection de conscience à l'impôt militaire est très étroitement liée à ce droit. Faire tuer par des représentants n'enlève pas sa responsabilité au participant passif. Il en va de même pour celui ou celle qui dote son gouvernement de moyens qui lui permettent l'achat d'armes meurtrières et l'entraînement d'hommes à la tuerie. Les gouvernements comptent de moins en moins, pour leur puissance militaire, sur le nombre de conscrits, mais plutôt sur le perfectionnement d'armes à longue portée pouvant faire la guerre « anonymement », et donc sur l'argent « nerf de la guerre » plus que jamais. N'est-ce pas alors le talon d'Achille qu'il nous faut viser, permettant de surcroît à tous de manifester leur objection de conscience au système de défense suicidaire que nos gouvernants s'entêtent toujours à maintenir ? D'autant plus que la nouvelle Constitution canadienne nous appuie en citant comme première liberté fondamentale la liberté de conscience (article 2a). Comme l'a écrit Thoreau, « si un millier de personnes ne payaient pas leurs impôts cette année, ce ne serait pas une initiative aussi violente et sanglante que celle qui consiste à les payer et à permettre ainsi au gouvernement de commettre des violences ou de verser du sang innocent. C'est là en fait la définition d'une révolution pacifiste. »

Cette campagne d'objection de conscience collective repose sur deux constatations. D'une part, tout État a besoin de la coopération volontaire ou

involontaire de la plus grande partie de la population pour appliquer sa politique. D'autre part, le retrait collectif de cette coopération peut infléchir, voire entraver la politique de l'État. En le privant de notre collaboration qui consiste à payer pour la guerre, nous le privons du soutien qui est nécessaire à l'accomplissement de sa politique.

Nous demandons au Gouvernement du Canada de créer un « Fonds pour la paix » qui serait alimenté à partir de la part des impôts personnels normalement dévolue aux dépenses militaires directes et indirectes. Les cotisants indiqueraient leur choix au moment de remplir leur formulaire d'impôt fédéral, qui comprendrait l'option « Je souhaite contribuer aux dépenses militaires » ou « Je souhaite que la part de mes impôts consacrée aux dépenses militaires soit versée dans le Fonds pour la paix ». Il faut en effet comprendre que nous ne sommes pas contre l'impôt, mais contre le fait que nos impôts servent à des fins militaires.

En attendant que le Gouvernement du Canada accède à cette demande, « Nos impôts pour la paix » entend offrir à ceux qui refusent dès maintenant de continuer à alimenter la course aux armements la possibilité de poser un geste de désobéissance civile par objection de conscience en soustrayant de leurs impôts la portion normalement dévolue aux dépenses militaires directes ou indirectes. Deux options seront offertes :

1) le « Fonds provisoire pour la paix », dans lequel l'argent déposé sera « gelé » et sera réclamable par la personne qui l'y a déposé tant et aussi longtemps que le « Fonds pour la paix » du gouvernement canadien ne sera pas mis sur pied. Quand le fonds canadien sera fondé, l'argent du « Fonds provisoire » y sera versé.

2) le « Fonds pour action immédiate », dont l'argent sera utilisé pour des projets de promotion de

la paix et qui n'est donc pas remboursable aux donateurs. L'approbation des projets se fera par un « comité de sages » que nous sommes actuellement à recruter. Il n'est pas nécessaire que l'argent accumulé soit dépensé chaque année.

Les personnes qui ne paient pas d'impôts, ou qui ne peuvent les retenir parce qu'ils sont retirés à la source, peuvent participer activement à la campagne en signifiant par écrit aux ministres de la Défense et du Revenu leur désaccord sur le fait qu'on utilise leur argent pour la guerre contre leur volonté, exigeant leur droit à l'objection de conscience et en demandant la création d'un « Fonds pour la paix » comme alternative à l'impôt militaire. On peut signaler aussi ce désaccord sur les rapports d'impôt. L'important est de manifester sa volonté ferme de participer à l'instauration rapide de la paix.

Évidemment, le geste que ces nouveaux objecteurs de conscience posent n'a pas l'heur de plaire au ministère du Revenu national. Si en posant votre geste vous écrivez au ministre pour en expliquer les motifs, il vous répondra probablement en vous parlant de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiale mis sur pied par le gouvernement (et qui dispose d'un budget annuel ridicule). Il vous parlera aussi des « fonctions à caractère humanitaire » remplies par les Forces armées. Il vous dira enfin que la modification de la loi de l'impôt concerne le ministre des Finances, et qu'en attendant, il faut payer ce qui est dû. De leur côté, les fonctionnaires de Revenu Canada vous enverront plusieurs avis de « cotisation due », en se faisant de plus en plus menaçants. À la fin, ils peuvent aller jusqu'à procéder à une saisie sur le salaire ou un prélèvement dans le compte de banque. Tout cela serait illégal... mais de pratique courante. *Conscience Canada*, en Colombie Britannique, tente de prouver devant les tribunaux l'illégalité de ces procédures et se prépare à aller

Nos impôts pour la paix

jusqu'en Cour suprême pour faire la preuve que la nouvelle Constitution canadienne garantit le droit à l'objection de conscience et que ce refus de payer l'impôt militaire fait partie de ce droit.

Au Québec, nous en sommes encore à la phase d'organisation ; mais nous avons la ferme intention d'être prêts avant le mois des impôts, avril prochain, de telle sorte que les Québécois qui voudront participer à ce geste pacifiste pourront le faire pour l'année d'imposition de 1986. D'après les chiffres dont nous disposons, les dépenses militaires du Canada s'établissent à 10 487 920 000 $ sur un budget total de 116 740 000 000 $, soit 9 %. C'est donc cette proportion que nous encourageons à soustraire de ses impôts cette année.

Les personnes désireuses de participer à l'organisation de « Nos impôts pour la paix » ou intéressées à savoir de façon plus précise comment procéder pour convertir leurs impôts militaires en impôts pour la paix peuvent nous écrire à « Nos impôts pour la paix », 5285 Aurèle, Saint-Hubert, J3Y 2EB

STÉPHANE GENDRON

La position stratégique du Canada au sein du système mondial

Lors de son discours du trône en novembre 1984, le gouvernement Mulroney signifiait son intention d'examiner les façons d'améliorer nos relations commerciales avec les États-Unis. C'est dans cette perspective que ce même gouvernement a entamé, il y a quelques mois, des négociations avec nos voisins du sud en vue d'en arriver à un accord de libre-échange. Pour certains observateurs, ce projet de politique économique internationale pourrait fort bien transformer la position *traditionnelle* du Canada au sein de l'environnement international. Dans ce court article, nous tenterons donc d'une part, de décrire l'évolution de la position du Canada à l'intérieur du système mondial et d'autre part, d'examiner brièvement les options stratégiques qui s'offrent au Canada.

Au cours de la période qui a suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Canada a connu un accroissement de ses activités internationales. Ces dernières furent orientées autour d'un nombre limité de pays : les États-Unis, la Grande-Bretagne et quelques pays de l'Europe de l'Ouest. Quant aux relations du Canada avec le reste du monde,

elles demeuraient plutôt marginales ou subordonnées au lien du Commonwealth, comme l'ont noté Guy Gosselin et Gorden Mace [1].

Les relations canado-américaines, étant par la force de la nature importantes, devinrent après 1945 plus intenses tant au plan politique (surtout au cours de la période de la guerre froide — création en 1958 du NORTH AMERICAN AIR DEFENSE COMMAND/NORAD) qu'au plan commercial (signature en 1959 d'un accord de libre-échange sectoriel pour les industries de défense du Canada et des États-Unis et en 1965 du Pacte de l'automobile). Même si à certaines époques des dirigeants politiques canadiens, entre autres Pearson et Trudeau, ont exprimé des positions internationalistes, l'alliance d'Ottawa avec Washington n'a pas été pour autant modifiée. Au moment de la révision de la politique étrangère sous le gouvernement Trudeau, Ottawa avait souligné sa volonté de réduire la vulnérabilité canadienne face au marché américain. Par ailleurs, la *troisième option* qui fut la stratégie proposée pour atteindre cet objectif « ne visait pas à déformer les réalités de la relation canado-américaine ni la communauté fondamentale d'intérêt qui est à la base de celle-ci » [2].

Malgré l'importance croissante de la dimension américaine au sein de nos relations extérieures, le Canada a tout de même conservé, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, des liens étroits avec l'Europe occidentale, et ceci surtout pour des raisons politiques et culturelles. Ces liens furent con-

1/ Guy Gosselin et Gordon Mace, « Les politiques extérieures régionales du Canada : Une approche nouvelle », dans *La politique étrangère du Canada : approches bilatérale et régionale*, sous la direc. de Guy Gosselin, Centre québécois des relations internationales, 1984, pp. 12-58.

2/ Victor Levant, « La politique étrangère canadienne : ni dépendante, ni autonome », *Interventions économiques*, n° 10, 1983, p. 102.

La position stratégique du Canada dans le système mondial

solidés par la contribution canadienne à l'OTAN. Au plan de ses relations économiques avec l'Europe de l'Ouest, la position d'Ottawa ne se précisa plus formellement qu'à partir des années 70. Ainsi, en 1976, le Canada et la Communauté européenne signèrent un accord-cadre de coopération économique et industrielle. Ce rapprochement avec l'Europe intégrée a été une première tentative du gouvernement canadien en vue d'appliquer la *troisième option* élaborée au début des années 70. Les résultats ne furent guère significatifs. Selon Charles Pentland, « les conditions économiques globales du monde d'après 1976 ont lourdement hypothéqué la *troisième option*, en général, et son volet européen en particulier » [3].

Par le biais de sa *troisième option*, le gouvernement Trudeau espérait également rapprocher le Canada des pays nouvellement industrialisés et de certains pays en voie de développement. Ce défi était de taille puisque le Canada n'avait pas entretenu historiquement de relations approfondies avec le Tiers monde. Malgré cette contrainte, le Canada a fait une percée commerciale du côté de l'Asie du sud-est, notamment au Japon (en 1973, le Japon est devenu notre second partenaire commercial mais en volume cela ne représente qu'environ 5 % du commerce canadien), en Amérique latine et en Afrique mais de façon beaucoup moins considérable.

Au plan politique, notre pays a cherché à développer des relations avec de nouveaux centres de pouvoir et d'influence au sein du système mondial. En outre, le Canada, comme puissance intermédiaire, a cherché à jouer un rôle de médiateur dans les relations entre pays développés et pays en développement.

3/ Charles Pentland, « L'option européenne du Canada dans les années 80 », *Études Internationales*, vol. XIV, n° 1, mars 1983, p. 48.

Depuis 1945, le Canada a réussi, par le biais d'une politique étrangère souvent réactive, à accroître l'importance de son rôle sur la scène internationale. Même si les gouvernements canadiens des dernières années ont tenté d'apporter des précisions quant aux orientations à donner à la politique extérieure du pays, des incertitudes subsistent toujours. Le Canada devrait-il consolider sa position continentale par la voie d'un accord de libre-échange ? Au contraire, les dirigeants canadiens devraient-ils plutôt songer à une *troisième option* renouvelée ?

Plusieurs raisons militent actuellement en faveur d'une consolidation de notre position continentale. Au plan économique, un renforcement de l'intégration nord-sud pourrait permettre aux entreprises canadiennes d'avoir accès, sans se heurter au protectionnisme américain croissant, à un immense marché. Il faut noter que le processus d'intégration canado-américain est déjà une tendance réelle. En effet, « de 1975 à 1980, les sorties nettes d'investissements directs canadiens vers les États-Unis s'élevèrent à 6,7 milliards de dollars ; en 1981 seulement cette somme atteignait 4,9 milliards, un phénomène d'une ampleur sans précédent et d'autant plus surprenant que c'est le mouvement en sens inverse qui avait prévalu depuis la Deuxième Guerre mondiale »[4].

Au plan de la défense, l'option continentale semble être inévitable. Avec la mise au point des missiles de croisière (difficiles à détecter une fois lancés), la défense du Nord canadien devient de plus en plus perméable à d'éventuelles attaques soviétiques. C'est dans ce contexte que le Canada et les États-Unis ont décidé, cette année, de renouveler l'accord du NORAD et de construire un

4/ Yves Bélanger et Pierre Beaulne, « La refonte du fédéralisme et la restructuration économique », *Interventions économiques*, n° 11, 1983, p. 72.

La position stratégique du Canada dans le système mondial

Système d'alerte du Nord. D'ailleurs, selon un récent rapport du Comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes sur les relations extérieures du Canada, « la protection de la partie septentrionale du continent nord-américain ne peut être assurée efficacement sans une étroite collaboration entre le Canada et les États-Unis »[5].

Toutefois, pour certains observateurs, une plus grande intégration des économies canadienne et américaine pourrait avoir des répercussions sur la souveraineté politique et culturelle du Canada. De plus, l'image du Canada à l'étranger pourrait se modifier : on nous associerait peut-être davantage aux politiques américaines et on pourrait nous percevoir beaucoup moins comme une puissance intermédiaire pouvant jouer un rôle de médiation internationale. Ces arguments ne doivent sûrement pas être négligés dans la mesure où même le Premier ministre de la plus riche des provinces canadiennes, David Peterson de l'Ontario, émet des réserves envers le projet de libre-échange Canada États-Unis du gouvernement Mulroney.

Considérant ces arguments, une *troisième option* renouvelée pourrait bien de nouveau émerger. Plutôt que de suivre une stratégie bilatérale au plan commercial, le Canada pourrait tenter de négocier des accès préférentiels au niveau de plusieurs marchés à la fois. Cette stratégie aurait l'avantage de diminuer la vulnérabilité du Canada envers son voisin américain, de permettre aux entreprises canadiennes de pénétrer de nouveaux marchés et de faire en sorte que le Canada conserve toujours son influence au sein des forums internationaux.

Par ailleurs, comme nous l'avons mentionné, certaines tendances importantes (forte attraction de

---

5/ Rapport du Comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes sur les relations extérieures du Canada, *Indépendance et Internationalisme*, Juin 1986, p. 53.

l'économie américaine) favorisent présentement l'option continentale. Il serait donc sage de la part du gouvernement Mulroney de poursuivre une stratégie à deux volets : tenter de négocier un meilleur accès au marché américain sans toutefois signer l'arrêt de mort de secteurs industriels importants pour le Canada et chercher à se rapprocher (par des coopérations industrielles et économiques) des autres entités économiques importantes (la CEE et les marchés de l'Asie orientale).

FRANCINE DÉRY

Je n'avais pas le temps

« La pensée que ce n'est pas moi qui ai inventé les roses, m'est insupportable. »

Maiakovski

Je n'avais pas le temps
Maintenant je le tiens
Juillet me l'accorde depuis avril
Le chômage n'est pas avare de temps
Je gaspille le temps comme les autres l'argent
Devrais-je plus justement dire : Je *dépense* le temps
Dépenser le temps avec passion satisfaction
Le temps coûte cher c'est un objet de valeur
Un acquis précieux
J'ai un bon chômage comme d'autres diront :
J'ai une bonne job
Habiter chaque minute devenue la plus authentique
Voir aspirer observer
Entendre respirer détendre

Derrière chez-nous il n'y a pas d'étang
Voici des fleurs voici des fruits
Le vent le chat la paix
Tenant dans un seul champ de vision
La tête ne remue même pas

Un simple déplacement de pupille englobe ce carré d'univers
Moi gorgée d'été
Quitter la longue chaise et me vautrer dans le hamac balancé
Sous les fuchsias entre le pommetier et le grand peuplier
Me détendre laisser-aller
Aux voluptés saisonnières les plus instantanément envahissantes
L'oiseau chante pour l'opulente nature secouée par le plaisir
D'être absolument

Or,
Le soleil couchant le jardin s'estompe
La nuit cendre et sang
La ville ruban d'angoisse
Des horreurs télévisées ailleurs ici
Vécues en devenir
Menace d'extinction du jardin cendre
La nuit poursuivie par les images furtives honteuses
Sang
D'une mémoire fragmentée de la haine à la peur
De la disparition de la rose
Désespérément imbriquée stèle du cachot humanitaire
De Belfast à Prétoria de Manille à Beyrouth
Cendre
De Londres à Téhéran Islamabad et sang
De New York à Moscou Kaboul cendre
Et sang Managua
La ligne sanguinaire dans l'achèvement des cruautés
Dans l'excellence du théâtre des chancres serviles
Immobile dans la chaise longue de la pensée
J'écoute chanter l'oiseau-nuit qui ne chante plus la promesse
C'est la razzia des roses et des fuchsias

Je n'avais pas le temps

Le rideau s'ouvre dans le rouge sang
Derrière chez-nous il n'y a pas d'étang
Quatre soldats du roi du Tsar de la République et du Dollar
Avec leurs grandes fusées pulvérisant
Quatre cavaliers masqués cavalcadent entre les lignes adverses
Et sur les mots d'un poème de Maiakovski le suicidé percutant
Dans un livre que je tiens entre les mains d'hier et de demain
Entre la rose et le fuchsia

> C'est toujours le même être chauve,
> invisible, qui les mène
> le grand maître à danser du cancan terrestre,
> tantôt sous la forme d'une idée,
> tantôt diable,
> tantôt Dieu rayonnant derrière ses nuages.
> « Silence ! » les philosophes,
> Je sais bien (...)
>
> Maiakovski

Que la mémoire du feu tremble et dérange
Que la cinglante photo de la fillette au ventre ouvert
Aux yeux plus grands ouverts encore
Troublent la paix falsifiée des cerveaux éteints

Leur peau brûlée détachée de leurs corps tombera en pluie
De lambeaux sur l'enfer des uns et des autres

Guerre aux prédateurs de la rose
Guerre à la fusion des siècles assassins
Et je le savais que tu le savais bien Vladimir Vladimirovitch Maiakovski

MICHÈLE DUVAL

La guerre pensée par Hannah Arendt

La guerre a pris au XX^e siècle une allure complètement nouvelle, plus particulièrement depuis les dernières décennies où on assiste à la course aux armements nucléaires et à la montée du terrorisme international. Plus personne n'est à l'abri de la guerre ; paradoxalement, même si tous sont directement menacés, rares sont ceux qui sentent qu'ils peuvent intervenir pour arrêter cette machine infernale. Le sentiment d'impuissance est général, et on attend, presque docilement, que la planète saute. On s'en remet aux événements.

Hannah Arendt n'était pas de cet avis : elle croyait que le cours de l'histoire n'est pas irréversible, et elle était convaincue de la capacité des hommes d'intervenir pour briser l'engrenage et transformer les situations. Elle croyait fermement en la capacité des hommes d'agir politiquement. Elle-même amenée à réfléchir d'un point de vue politique à partir des événements qu'elle a vécus en Allemagne nazie durant les années '30, elle était persuadée que la pensée, en autant qu'elle reste collée à l'événement, peut permettre aux hommes d'agir. Comment Hannah Arendt a-t-elle pensé la guerre, et quelles sont les pistes d'action, de survie, que nous offre sa réflexion ? C'est ce que je vais examiner maintenant, en m'appuyant principalement sur ses textes « De la violence » et « Poli-

tique et révolution » rassemblés dans le volume *Du mensonge à la violence* édité pour la première fois en 1969.

Les citoyens face à la guerre

Un gouvernement, selon Hannah Arendt, n'a de pouvoir que s'il peut compter sur l'appui des citoyens. Ceci est particulièrement vrai dans les régimes dits « démocratiques » où le gouvernement, pour exercer le pouvoir, doit être élu. Les décisions importantes d'un gouvernement doivent alors correspondre à la volonté du peuple. La conduite d'une guerre est une de ces décisions importantes. Pouvons-nous en déduire que la politique de dissuasion actuelle, qui repose sur un arsenal militaire de plus en plus destructeur et qui menace dangereusement non seulement l'équilibre international mais l'existence même de la planète, pouvons-nous déduire que cette politique est endossée par la majorité des citoyens ? Difficilement... Bien sûr, il s'en trouve plusieurs pour approuver la manière forte de Reagan. Mais l'ampleur qu'a pris le mouvement pacifiste au cours des dernières années témoigne d'une résistance certaine à la course aux armements. Et l'inquiétude de l'homme de la rue est réelle, tout autant que son sentiment d'impuissance. Les gens redoutent le pire, et attendent passivement la catastrophe. Y aurait-il démission politique collective ? Voyons ce qu'en pense Hannah Arendt.

La violence actuelle

Alors qu'on doute de plus en plus de l'efficacité de la violence dans les relations internationales, on remarque une montée, et même une apologie de la violence dans nos sociétés modernes et ce, dans des domaines aussi différents que la culture (musique, mode vestimentaire, pornographie

« hard », films, jeux pour enfants, ...), les relations interpersonnelles (violence conjugale et parentale), l'organisation du travail. Une telle apologie de la violence se retrouve également dans le discours révolutionnaire de la Nouvelle Gauche des années '68 qui s'inspire entre autres de Sartre et de Fanon. Hannah Arendt y voit un phénomène complètement nouveau, et le met en étroite relation avec « les inquiétants progrès suicidaires des armes modernes » (MV 125)[1]. Cette génération est « la première à avoir grandi à l'ombre de la bombe atomique. Elle a retenu de l'expérience de la génération précédente l'intrusion massive de la violence criminelle dans le domaine politique » (MV 125).

À une première réaction de révulsion face à la violence a succédé la conviction que « seule la violence paie » (Fanon). Fait sans précédent et sans analogie dans l'histoire de l'humanité, « le progrès technique nous conduit directement au désastre » (MV 127), et ce, ajouterais-je, non seulement sur le plan militaire mais autant sinon plus sur le plan écologique. La glorification de la violence correspondrait directement à cette conscience de la « possibilité de l'apocalypse », à l'incertitude non plus de ce que sera l'avenir, mais tout simplement de l'existence même de cet avenir.

Une autre caractéristique de nos sociétés modernes est la bureaucratisation. Or Hannah Arendt remarque que « plus la vie politique a tendance à se bureaucratiser et plus s'accroît la tentation du recours à la violence » (MV 192), ce qu'elle explique de la façon suivante : « la bureaucratie est une forme de gouvernement où chacun est entièrement privé de la liberté politique et du pouvoir d'agir » (MV 192). C'est une « tyrannie sans tyran », où l'Anonyme domine : ne pouvant plus identifier de responsable, il est devenu impossible de discuter,

1/ MV : *Du mensonge à la violence.*

de revendiquer, de faire des pressions. Recourir à l'appareil traditionnel des partis pour y exercer une quelconque influence s'avère tout aussi vain : « l'énorme machinerie politique des partis a réussi, un peu partout, à étouffer la voix des citoyens, même dans les pays où la liberté de parole et d'association demeure encore intacte » (MV 192). Le système politique s'est transformé en administration, les gouvernements sont devenus des bureaucraties : le champ de l'action publique s'est alors réduit de façon désastreuse, entraînant une « paralysie de l'action » (MV 192). Ce qui amène Hannah Arendt « à croire qu'une grande partie des apologies actuelles de la violence a pour cause les sérieuses entraves qui pèsent dans le monde moderne sur la faculté d'agir » (MV 195).

Or Hannah Arendt est convaincue, c'est d'ailleurs le leitmotiv de toute sa pensée, que « c'est la possibilité d'action qui fait de l'homme un être politique ; elle lui permet d'entrer en contact avec ses semblables, d'agir de concert, de poursuivre des buts et de former des entreprises » complètement nouvelles (MV 193). Elle ajoute : « Aucune autre faculté, si l'on excepte le langage, ne nous différencie plus radicalement de toutes les autres espèces animales » (MV 193). La massification de nos sociétés est caractéristique de l'époque moderne où progrès signifie croissance, i.e. « perpétuel processus d'agrandissement et d'accumulation » (MV 194). Une telle croissance, tant de la population que des biens d'un pays, appelle une administration toujours grandissante, et augmente sans cesse le « pouvoir anonyme des administrateurs » (MV 194). De toutes les aptitudes humaines, Hannah Arendt considère que c'est la capacité d'action, l'« aptitude à l'initiative d'une action nouvelle » (MV 194) qui souffre le plus de la massification.

Commandée par le progrès, cette croissance s'accompagne paradoxalement d'un « processus

de désintégration », parce que la gestion des besoins des sociétés de masse « est devenue impossible » (MV 195). Elle précise : « Par sa nature même la grandeur est vulnérable ; les lézardes apparaissent et s'élargissent dans les structures du pouvoir de tous les grands pays » (MV 196). Hannah Arendt reconnaît tristement qu'avec la massification, le pouvoir politique des hommes « est tombé dans l'impuissance », et elle conclut en ces termes son essai *Sur la violence* :

> Répétons-le, nous ne savons pas où ces développements nous conduiront ; mais nous savons, ou nous devrions savoir, que tout affaiblissement du pouvoir est une invite manifeste à la violence — ne serait-ce que du fait que les détenteurs du pouvoir, qu'il s'agisse des gouvernants ou des gouvernés, sentant que ce pouvoir est sur le point de leur échapper, éprouvent toujours les plus grandes difficultés à résister à la tentation de le remplacer par la violence. (MV 199)

Cette conclusion est à l'image de notre époque : sombre. Lucide, Hannah Arendt a toujours refusé de cacher des pans de la réalité : plus encore, elle croyait que c'est par un examen attentif des événements et de l'histoire qu'on arrive à comprendre et à trouver de nouvelles impulsions, de nouvelles pistes d'action. Parce que, rappelons-le, Hannah Arendt avait une foi inébranlable dans la capacité humaine d'agir.

L'action politique : seule issue possible

Hannah Arendt s'insurge en faux contre la notion de progrès, non seulement, nous l'avons vu, parce que c'est au nom du progrès que se sont développées la massification et la bureaucratisation, responsables de la perte de pouvoir politique des hommes, mais aussi parce que cette idée de progrès repose sur une conception mécaniste de l'histoire, comme si l'avenir de l'humanité était

tout tracé à l'avance. Une telle idée, rassurante parce que « nous n'avons pas à redouter qu'il se produise quelque chose d'entièrement nouveau et inattendu » (MV 140), est par contre étouffante quand on refuse l'orientation, ou l'allure, que prend ce progrès : si on considère l'histoire comme « un processus chronologique continu », alors « la violence, sous forme de guerres et de révolutions, peut apparaître comme l'unique moyen d'interrompre le processus, (...) de mettre un terme aux processus automatiques dans les affaires de l'humanité » (MV 143).

Selon Hannah Arendt, on peut difficilement qualifier de progrès ce processus de changement qui prend des allures de désastre : « Il n'est nullement exclu que nous soyons arrivés à un tournant décisif, à partir duquel le rendement devient négatif. Non seulement le progrès de la science a cessé de coïncider avec le progrès de l'humanité (...) mais il pourrait bien sonner le glas de l'humanité » (MV 142). D'autre part, le fait que « toutes nos expériences de ce siècle (...) nous ont constamment placés en face de l'inattendu le plus total » (MV 140) démontre sans équivoque que l'histoire n'est ni mécanique ni linéaire, et qu'on peut dès lors intervenir dans son déroulement en agissant politiquement. L'homme a le pouvoir, par l'action, d'influencer le cours de l'histoire : « C'est le rôle de toute action, distincte en ce sens du simple comportement, de venir interrompre tout ce qui aurait dû autrement se poursuivre de façon automatique et, en ce sens, prévisible » (MV 143). L'apocalypse nucléaire, possible et probable, n'est donc ni certaine, ni inévitable.

Parce qu'elle n'est pas automatique, l'histoire peut être modifiée par l'action humaine. Cette possibilité qu'ont les hommes d'agir, Hannah Arendt en parle comme d'une responsabilité. Faisant référence aux événements qui l'ont touchée directement en Allemagne nazie (plus précisément parlant de

l'incendie du Reichstag en février 1933), elle dit : « Ce fut pour moi un choc immédiat et c'est à partir de ce moment-là que je me suis sentie responsable. Cela signifie que j'ai pris conscience du fait que l'on ne pouvait plus se contenter d'être spectateur. J'ai cherché à agir dans plusieurs domaines. » (Arendt in Gaus, 1980 :22). Ce pouvoir d'agir, qui est le propre de l'homme, est tout le contraire de la résignation, « si caractéristique de l'Europe durant la dernière guerre. (...) Cette résignation ne suffira plus. » (Arendt 1980 :68). Et Hannah Arendt voit dans ce pouvoir d'agir, dans cette possibilité d'accepter ou de refuser les situations, le fondement même de la liberté humaine : « L'action politique, comme tout autre type d'action, est toujours par essence le commencement de quelque chose de neuf ; en tant que tel, ce commencement est, en termes de science politique, l'essence même de la liberté humaine » (Arendt, 1980 :77).

Cette action politique qui, rappelons-le est essentiellement une action concertée, à plusieurs, un « agir de concert » (MV 193), est basée sur une compréhension commune des événements. Ce qui signifie « accepter les réalités telles qu'elles se présentent et prendre la peine de réfléchir à leur propos » (MV 231), plutôt que de « refuser de voir les choses comme elles sont, refuser de les analyser, en espérant ainsi les classer » (MV 231). C'est d'ailleurs cette dernière attitude qui crée, selon Hannah Arendt, le « vide théorique » (MV 231). La compréhension, qui suppose une pleine acceptation des réalités et de leur signification, est en ce sens « l'envers de l'action » (Arendt 1980 :78) qui, refusant ces réalités dans leur totalité, vient les transformer. La compréhension est cette activité « par laquelle nous nous ajustons au réel, nous réconcilions avec lui et nous efforçons d'être en harmonie avec le monde » (Arendt 1980 :66).

La compréhension, qui seule peut donner un sens à l'action politique, se forge dans les échanges où

sont respectées les pluralités. C'est toute la conception socratique de la parole publique : « Socrate (...) pensait qu'il y a, ou pourrait y avoir, autant de différents logoi qu'il y a d'hommes, et que tous les logoi réunis forment le monde humain, dans la mesure où les hommes vivent ensemble sur le mode de la parole » (Arendt 1986 :90). Pour Hannah Arendt, comme le précise Mongin (1980 :5), la pensée, qui est « une parole qui se conjugue à plusieurs, (...) qui ne peut être que l'affaire de tous et non le privilège de quelques-uns », cette pensée « ne prend corps et sens que dans un espace où elle peut se confronter à d'autres ». Cet espace, c'est l'espace public, l'espace commun aux citoyens, l'espace politique, bref cet espace « qui se constitue par l'agir ensemble ».

Et c'est justement cet espace commun où se rassembler, débattre des événements afin de les comprendre et décider d'agir, c'est cet espace politique que la massification a détruit. Comme un tel espace est indispensable à l'action politique, il faut donc pour permettre celle-ci de recréer celui-là. Hannah Arendt suggère pour ce faire de s'inspirer de l'exemple des conseils.

Condition préalable : reconstituer l'espace public

L'espace public se constituant dès que des personnes discutent ensemble de sujets qui concernent leur existence collective et décident d'agir, il faut pour que se reconstitue cet espace public que les gens multiplient leurs rencontres politiques. « Que l'on accorde seulement à dix d'entre nous la possibilité de s'asseoir autour d'une table, chacun exprimant son opinion et chacun écoutant celle des autres, alors, de cet échange d'opinions, une opinion formée rationnellement pourra se dégager » (MV 254).

De tels regroupements ont commencé à émerger au cours des dernières années, parallèlement à la structure officielle du pouvoir : qu'on pense aux comités de citoyens, aux associations de locataires, aux centres autogérés de santé.

Pour Hannah Arendt, on pourrait s'inspirer avantageusement de l'expérience des conseils dans cette démarche de trouver une nouvelle forme de vie politique. Comme elle le note, « ces systèmes de conseils, organisés spontanément, sont apparus pendant toutes les révolutions » (MV 253) ; ils procèdent du « processus révolutionnaire lui-même, c'est-à-dire de l'expérience de l'action et de la volonté de ceux qui y participaient de prendre part, en conséquence, à la gestion ultérieure des affaires publiques » (MV 252). « Ils ne furent jamais instaurés par suite d'une tradition ou d'une théorie révolutionnaire consciente, mais d'une façon entièrement spontanée » (MV 253), ce qui fait dire à Hannah Arendt : « Le système des conseils paraît bien correspondre à l'expérience de l'action politique et provenir d'elle » (MV 253). Toutefois ces conseils, une fois les révolutions terminées, « ont toujours et partout péri, sous les coups soit de la bureaucratie de l'État-nation, soit des appareils des partis » (MV 252-253).

Comme ce système de conseils n'a jamais pu survivre aux révolutions qui l'ont permis, jusqu'à quel point représente-t-il une avenue fiable ? « Je ne sais » répond Hannah Arendt, mais elle ajoute : « Il me paraît en tout cas représenter la seule alternative au système actuel qui soit apparue dans l'histoire, et cela à diverses reprises. (...) C'est en cherchant dans cette direction que l'on pourrait, il me semble, découvrir quelques éléments, un principe d'organisation totalement différent qui, partant de la base, s'élève par échelons pour aboutir finalement à un Parlement » (MV 253).

À la différence des communes de « drop-out », ces conseils sont résolument politiques : « Nous voulons participer, déclarent les conseils, nous voulons discuter et faire entendre publiquement notre voix, nous voulons avoir la possibilité de déterminer l'orientation politique de notre pays » (MV 254). De tels conseils permettraient de contrer l'influence néfaste de la massification, de ramener la chose publique et l'exercice politique à une échelle humaine, accessible : « Puisque ce pays est trop vaste et trop peuplé pour que nous puissions nous rassembler tous en vue de déterminer notre avenir, nous avons besoin d'un certain nombre de lieux politiques » (MV 251). La participation politique ne se résumerait plus alors à un geste posé dans « l'isolement de l'isoloir », comme c'est le cas actuellement. Hannah Arendt est formelle : le renouveau politique pour se produire doit échapper aux effets de la massification. « L'instauration d'un « nouvel exemple » pourrait avoir sa chance, si elle existe, dans un petit pays, ou dans des secteurs étroits et bien définis des sociétés de masse des grandes puissances » (MV 195).

La formule d'organisation politique qui s'inspirerait des conseils, en fournissant un espace public adéquat, permettrait la participation politique directe et favoriserait l'émergence d'un véritable pouvoir populaire, basé non sur la domination mais sur la force du nombre. Étranger à la domination dans son exercice interne, le conseil pourrait véhiculer les mêmes valeurs de respect de l'altérité et d'absence de domination face aux autres conseils. On rencontrerait alors la condition indispensable à la disparition de la violence dans la politique, à savoir distinguer nettement le pouvoir de la domination. C'est ce qui fait dire à Hannah Arendt : « J'aperçois, dans cette direction, la possibilité d'aboutir à une conception nouvelle de l'État. Un État constitué de cette façon, à partir de conseils, auquel le principe de souveraineté demeurerait totalement étranger, aurait admira-

blement vocation pour réaliser des fédérations de types divers, en particulier parce que la base même de son pouvoir s'établirait sur un plan horizontal et non pas vertical » (MV 255).

Les conseils, présents dans toutes les révolutions, renaissent dans nos sociétés. Cette possibilité d'un nouveau départ politique est donc réelle, avec toutes ses implications pour l'avenir de l'humanité. Ce n'est toutefois pas parce que les conditions sont présentes que le phénomène se produira infailliblement : l'histoire, rappelons-nous, est imprévisible ; c'est d'ailleurs ce qui nous donne le privilège d'y intervenir. Ainsi, tout n'est pas gagné d'avance, comme le conclut Hannah Arendt :

> Mais si vous me demandez à présent quelles peuvent en être les chances de réalisation, je dois vous répondre qu'elles sont extrêmement faibles, pour autant même qu'elle existent. Mais peut-être, après tout, avec la prochaine révolution... (MV 255)

Conclusion

L'avenir de l'humanité est loin d'être certain ; on se demande même sérieusement s'il y aura un avenir. Comme l'a démontré Hannah Arendt, la menace nucléaire et le recours à la violence en politique internationale subsisteront tant que les États se définiront en fonction de la souveraineté, tant qu'on confondra pouvoir avec domination et violence. Une vision horizontale, plutôt que verticale, du pouvoir des États, tant sur le plan interne qu'externe, est possible si on se fie à l'expérience des conseils. Ces dernières, en ramenant la chose publique à une échelle humaine et en fournissant un espace public de discussion et de décision, permettraient aux hommes d'avoir une emprise sur les événements, d'agir politiquement : quand cet agir politique n'est pas possible, on assiste, comme c'est le cas actuellement, à une apologie de la violence.

C'est donc dans l'action politique des hommes, qui les caractérise en tant qu'hommes, que réside le pouvoir de faire cesser la violence et d'instaurer une paix durable. Les chances d'y arriver, de l'avis même d'Hannah Arendt, sont faibles. Mais à la limite, ce n'est pas important. Comme l'avenir échappe aux prévisions, il est impossible d'en déterminer le déroulement. Ce qui est à notre portée par contre, c'est la possibilité d'intervenir pour modifier l'agencement des événements, pour en transformer la séquence. Ce qui compte dès lors, c'est que l'action politique s'exerce, que l'homme agisse en tant qu'être politique. Quant aux résultats, il ne faut pas y accorder d'importance. Imaginer Sisyphe heureux, comme dirait Camus. Pour le reste, Hannah Arendt fait confiance aux hommes, « par amour du monde ».

> ...l'action est concrète : elle échappe aux prévisions. C'est un risque. Et j'ajouterais maintenant que ce risque n'est possible que si l'on fait confiance aux hommes, c'est-à-dire si l'on accorde sa confiance — c'est cela qui est précisément difficile à savoir, mais qui est fondamental — à ce qu'il y a de plus humain en l'homme. Autrement ce ne serait pas possible. (Arendt in Gaus, 1980 :38)

Ouvrages cités

ARENDT, Hannah
1980 « Compréhension et politique » dans *Esprit* n° 42, Paris, pp. 66-79.

ARENDT, Hannah
1972 *Du mensonge à la violence. Essai de politique contemporaine,* Calman-Lévy, Paris.

ARENDT, Hannah
1986 « Philosophie et politique » dans *Les cahiers du GRIF,* n° 33, Paris, pp. 37-43.

GAUS, Gunter
1980 « Seule demeure la langue maternelle » dans *Esprit,* n° 42, Paris, pp. 19-38.

MONGIN, Olivier
1980 « Hannah Arendt — Penser ce que nous faisons » dans *Esprit,* n° 42, Paris, pp. 3-6.

SUR LES CHEMINS DE L'AUTOGESTION

CHRISTIAN BARETTE
ANNICK BÈVE
RENÉ BINETTE
ÉDITHE GAUDET
PIERRE PAQUETTE

Créer la fierté pour se prendre en charge

Dans le quartier Centre-Sud de Montréal, se déroule, depuis 6 ans, une expérience de mise en valeur de la culture et du patrimoine ouvriers et industriels. Il s'agit du projet de l'écomusée de la Maison du Fier Monde. Bien que le mouvement des écomusées ait pris de l'ampleur au Québec depuis 1980, et que la revue Possibles en ait déjà fait écho [1], il reste relativement marginal et peu connu.

Nous définirons donc d'abord ce qu'est un écomusée : il s'agit d'un musée basé sur l'identification d'une population à un territoire donné possédant une certaine homogénéité, sur la décentralisation des activités sur l'ensemble du territoire, et sur la participation de la population aux activités, à l'orientation et au fonctionnement de l'organisme.

1/ Céré, Maude, *De Théodule à Trefflé... l'écomusée de la Haute Beauce*, Possibles, vol. 6, nos 3-4, 1982, pp. 207-218.

« Ce n'est plus simplement une population qui vient au musée ; c'est aussi et surtout un musée qui va vers une population pour découvrir (ou redécouvrir) son vécu, ses problèmes, ses intérêts, ses solutions. En ce sens, l'écomusée est véritablement le miroir de la population qu'il dessert. À travers ce miroir, la population doit découvrir les options qui lui sont offertes dans divers domaines (culturel, social, politique, économique, etc.) et ainsi, devenir de plus en plus apte à faire des choix individuels et collectifs. L'écomusée s'avère donc, à travers et par l'étude d'un milieu donné, un instrument de conscientisation et éventuellement d'action [2]. »

Le Centre-Sud de Montréal

Le quartier Centre-sud de Montréal est délimité par les rues Sherbrooke, St-Denis, Moreau et par le fleuve St-Laurent. C'est ce quartier qui porta autrefois le surnom de Faubourg à m'lasse. Le quartier s'est développé avec la Révolution industrielle, donc à partir de la deuxième moitié du XIX^{e} siècle. Autour du port, des usines se sont développées et les ouvriers travaillant dans ces usines vinrent habiter les rues environnantes. Jusqu'en 1950, le Centre-Sud fut un quartier industriel et ouvrier vivant, densément peuplé et grouillant d'activités de toutes sortes axées sur les lieux de rencontre d'alors : marchés publics, écoles, églises, restaurants et épiceries du coin, etc.

Après la deuxième Guerre mondiale, la réalité va changer. Les usines quittent une à une ou ferment leurs portes. La proximité du Centre-Ville amènera de grands projets comme Radio-Canada, l'UQAM, l'autoroute est-ouest, etc., et avec comme conséquence la disparition de nombreux logements

2/ Lafleur, Gérald et al., *La Maison du Fier Monde*, Éd. Maison du Fier Monde, Montréal, 1981.

Créer la fierté pour se prendre en charge

et l'exode d'une partie de la population. La vieillesse relative des logements et parfois leur triste état de délabrement causé par le manque d'entretien font du quartier un endroit privilégié pour la rénovation et la spéculation ; les loyers augmentent, les anciens logements familiaux disparaissent pour faire place à des condominiums.

Aujourd'hui, la population est socio-économiquement défavorisée et peu scolarisée (92 % de locataires, revenu moyen par famille de 16 214 $ contre 29 191 $ pour le Montréal métropolitain au dernier recensement de 1981). Cette situation peut sembler bien déprimante et désespérée, mais il faut compter sur la vitalité de cette population, son attachement au quartier, sa solidarité et son désir de s'en sortir collectivement. Depuis 15 ans, de nombreux groupes communautaires ont été créés sur l'initiative des citoyens et des citoyennes afin d'améliorer la situation du quartier dans le domaine de l'habitation, de la consommation, de l'éducation populaire, de l'entraide et des services.

C'est dans cette foulée de reprise en charge de son destin par la population du quartier que s'inscrit la naissance de la Maison du Fier Monde.

Origine de la Maison du Fier Monde

En 1980 est née la Maison du Fier Monde. On affirmait alors que la population du quartier vivait deux blocages : l'un dans le temps et l'autre dans l'espace. La population du quartier vit au présent, le passé du quartier est inconnu ; de plus, il n'existe pas de lieu de rencontre ouvert à tous, où les gens peuvent se parler... La situation socio-économique et la détérioration du quartier font également en sorte que les résidents et les résidentes n'ont pas de véritable fierté de demeurer dans le Centre-Sud.

Pour cette raison, l'hypothèse suivante était proposée dès la création de l'organisme : « La Maison du Fier Monde, à la fois instrument de rappel du passé et occasion de rencontres et de manifestations publiques, est le moyen privilégié à mettre de l'avant, d'une part pour susciter chez les résidents du Centre-Sud une véritable fierté d'appartenir à un quartier au passé aussi riche et généreux, d'autre part, pour donner à ces mêmes résidents l'opportunité unique de participer à part entière au devenir de leur quartier »[3].

Les objectifs de l'organisme furent alors définis :

1. Faire de la préservation du patrimoine un instrument d'éducation et d'action collective.

2. Créer un espace qui servirait de lieu de ralliement pour des rencontres de tous genres.

Depuis le printemps 1980, la Maison du Fier Monde travaille à mieux faire connaître l'histoire, le patrimoine et la culture du quartier Centre-Sud de Montréal.

Les réalisations de la Maison du Fier Monde : une recherche et des expositions

La première réalisation de la Maison du Fier Monde consista en une vaste recherche sur le thème des lieux et occasions de rencontre dans le quartier. Il s'agissait de faire l'inventaire des sources documentaires disponibles et du patrimoine du quartier. Des thèmes, des lieux, des bâtiments, des événements concernant le Centre-Sud sont répertoriés et ce travail amène la publication d'un rap-

3/ Lafleur, Gérald et al., *La Maison du Fier Monde*, Éd. Maison du Fier Monde, Montréal, 1981.

Créer la fierté pour se prendre en charge

port de recherche traitant de divers aspects du Centre-Sud : l'alimentation, les loisirs, le marché St-Jacques, etc.

Cette recherche permet la présentation d'une fête-exposition au printemps 1981 où les thèmes de l'alimentation et de la mode sont à l'honneur : kiosques d'exposition, spectacle de vaudeville, parade de mode, diaporamas, films, discussion sur l'alimentation d'hier et d'aujourd'hui, dégustation de mets d'époque, souper communautaire et soirée dansante.

L'exposition connaît un grand succès dans le quartier, et le projet est véritablement lancé. En mai 1981, huit membres de la Maison du Fier Monde effectuent un stage en France (plus particulièrement en Bretagne) pour se familiariser avec la muséologie et le concept d'écomusée. Grâce à l'Office Franco-québécois pour la jeunesse, des visites sont faites, entre autres, à l'écomusée du Parc d'Armorique et à l'écomusée du granit (région du Coglais). Une des suites de ce stage fut la visite d'un groupe de vingt-cinq Bretons de l'écomusée du granit à la Maison du Fier Monde en juillet 1983.

La Maison du Fier Monde, avec l'éclairage apporté par le stage en France, se penche alors sur de nouveaux thèmes. À l'automne, après l'étude de plusieurs hypothèses, on se rallie avec enthousiasme autour du concept de la Vie, de la Culture et de la Technologie ouvrières comme thématique motrice de l'écomusée.

Parallèlement, on travaille au montage d'une nouvelle exposition sur la vie sociale dans le Centre-Sud. Cette exposition aborde *l'histoire d'une usine* dans le quartier (Uniroyal), du marché St-Jacques et les oeuvres des Soeurs de la Providence dans le quartier. Elle est tenue les 10, 12 et 13 décembre 1981, puis devient itinérante et est

présentée dans une vingtaine d'organismes du quartier à l'hiver et au printemps 1982.

Pendant ce temps, une nouvelle exposition est en préparation avec la participation des résidents et des résidentes de la rue Olivier-Robert et des environs. Ces résidents et résidentes confient leurs témoignages, montent et présentent une exposition, réalisent un diaporama et une murale qui améliore la qualité de l'environnement du quartier. Cette murale représente le passé, le présent et l'avenir du quartier, de même que la fierté d'y résider. Il s'agit pour la Maison du Fier Monde, d'un pas énorme de franchi pour ce qui est de la participation des citoyens et des citoyennes à toutes les étapes d'une exposition.

Les réalisations de la Maison du Fier Monde : des publications et des activités pédagogiques

À l'été 1982, les activités se multiplient : un agenda du quartier est produit avec une foule de renseignements sur le quartier et son histoire ; il y a aussi prise de contact avec les professeurs de la polyvalente Pierre Dupuy : on adapte donc l'animation de l'écomusée à une clientèle d'âge scolaire. Tout au long de l'été, s'effectuent des visites guidées du quartier qui permettent à de nombreuses personnes de redécouvrir la petite histoire du quartier. On se prépare au même moment à une nouvelle exposition en faisant une recherche sur l'histoire du logement dans le quartier.

Parallèlement, en collaboration avec les professeurs de la polyvalente Pierre Dupuy et grâce à l'UQAM, on réalise le cahier *Le Faubourg à m'lasse* sur l'histoire de l'éducation dans le quartier. Ces professeurs font de la recherche historique et rédigent les textes de ce cahier.

Créer la fierté pour se prendre en charge

Un centre de documentation est monté réunissant divers dossiers de recherche, mais aussi des photos et documents donnés par des citoyens et des citoyennes du quartier. L'exposition *Il était une fois le logement ouvrier* est lancée en mai 83 dans le cadre du colloque du Conseil des Monuments et Sites du Québec, sur le patrimoine industriel et ouvrier.

La Maison du Fier Monde est aujourd'hui installée dans des locaux permanents dans l'ancienne école St-Eusèbe, en plein coeur du quartier. Une nouvelle exposition y a été inaugurée : *Entre l'usine et la cuisine*, qui raconte l'histoire des femmes du quartier et est basée sur la participation et les témoignages d'une soixantaine de citoyennes du quartier. Deux nouveaux circuits viennent d'être inaugurés : les belles rues du Faubourg et Promenade dans St-Anselme. Ces circuits se retrouvent dans la brochure *Rues et Pignons*.

Depuis notre première exposition, nous avons rejoint environ 10 000 personnes par nos activités. L'écomusée de la Maison du Fier Monde entre maintenant dans une phase de consolidation et de concrétisation du travail amorcé en 1980 : cela devrait permettre d'augmenter de façon significative le nombre de citoyens et de citoyennes rejoints.

Les réalisations de la Maison du Fier Monde : collaboration avec des professeurs du Collège Ahuntsic

1) Laboratoire de sociologie :

Depuis mai 1983, dans le cadre des cours de sociologie, plus de 500 étudiants-es du Collège Ahuntsic à Montréal, ont participé aux activités de la Maison du Fier Monde. Plusieurs activités sont planifiées par les professeurs et les animateurs-

trices de la Maison du Fier Monde : diaporama sur le logement ouvrier, exposition de photos sur le travail féminin « Entre l'usine et la cuisine », visite commentée du quartier, monographies, visite d'usine du quartier...

Les étudiants et étudiantes reçoivent environ une semaine à l'avance, un dossier comprenant des données socio-économiques (revenu, emploi), des données historiques (industrialisation, fermeture d'usines), des données démographiques (âge, sexe) sur le quartier Centre-Sud. À l'heure habituelle des cours (car les professeurs doivent tenir compte de ces contraintes), les étudiants et les étudiantes rencontrent, à la Maison du Fier Monde, le professeur et les animateurs-trices.

L'écomusée devient pour l'enseignant-e en sociologie un laboratoire social bien organisé qui lui permet d'illustrer les notions théoriques de sa discipline. Ainsi, la visite guidée du quartier illustre l'impact qu'a l'aménagement du territoire sur l'organisation sociale des gens du quartier. Elle met les étudiants-es en contact avec des acteurs sociaux qui vivent une réalité autre que celle vécue dans leur milieu social habituel, et qui appartiennent à des classes sociales différentes.

L'écomusée devient un moyen pour l'enseignant-e de donner à sa classe un contact concret avec des gens qui tentent de prendre en main le destin de leur quartier en essayant d'y maintenir une fierté d'appartenance et en tâchant de résister à la spéculation immobilière.

Le besoin que l'on a en sociologie d'aller sur le terrain est ainsi comblé d'une façon vivante. La réaction des étudiants-es s'est avérée à chaque fois positive.

Créer la fierté pour se prendre en charge

2) Publication d'un document sur les jeunes et la crise

Un autre exemple de collaboration entre la Maison du Fier Monde et le monde de l'enseignement est la publication conjointe d'un document de travail : *Les jeunes et la crise : au jour le jour*[4]. Ce document est le résultat d'une étude réalisée entre janvier 1984 et décembre 1985 par quatre professeurs de sciences sociales du CEGEP Ahuntsic.

Comment peut-on vivre « au jour le jour » quand on a une situation précaire d'emploi ? Comment s'organise notre vie personnelle, sociale, de couple, quand on travaille sur appel, de temps en temps, au noir... ? Comment fait-on pour assurer financièrement la responsabilité de deux enfants lorsqu'on reçoit 400 $ de l'aide sociale ? Comment peut-on devenir un adulte autonome lorsqu'on reçoit 158 $ du bien-être social parce qu'on a moins de 30 ans ?

Quelles sont les solutions concrètes envisagées aux problèmes quotidiens de logement, de nourriture, de transport, de loisirs, et surtout, quel est le rôle des valeurs dans la recherche et le choix de ces solutions ?

Ce document tente de répondre à toutes ces questions, par le biais de 46 fiches-photos illustrant des extraits des entrevues réalisées auprès de 4 jeunes vivant des situations précaires d'emploi ; il comporte aussi 21 fiches-statistiques comprenant des références tirées d'annuaires statistiques, traçant le portrait des 15-19 ans, et un guide d'utilisation qui peut servir comme outil pédagogique ou d'animation :

4/ Barrette, C., Bève, A., Gaudet, E., Paquette, P., *Les jeunes et la crise : au jour le jour...*, Éd. La Maison du Fier Monde, 1986.

1) à des fins pédagogiques : ce document peut être utilisé par des étudiants-es de niveau secondaire ou collégial. Par exemple, avec les fiches-statistiques, un professeur pourrait expliquer à ses étudiants-es, la situation des hommes et des femmes par rapport au travail, l'analyse du taux de suicide par rapport au taux de chômage.

2) à des fins d'animation : ce document peut aussi servir comme déclencheur auprès des groupes de jeunes ou auprès d'intervenants-es auprès des jeunes : par exemple, pour conscientiser un groupe sur un phénomène social (les jeunes et la crise de l'emploi).

Conclusion : des projets pour l'avenir

L'écomusée de la Maison du Fier Monde travaille déjà à des projets pour les mois qui viennent. Une exposition permanente sur l'histoire et l'évolution du quartier Centre-Sud est en préparation, de même qu'une carte du visage socio-économique du Centre-Sud en collaboration avec le CLSC du quartier. La Maison du Fier Monde présentera aussi l'exposition *Les jeunes et la crise : au jour le jour...* et fera la diffusion de la brochure du même nom. Cela permettra d'augmenter les contacts avec les jeunes du quartier.

Le Fier Monde développera au cours des trois prochaines années, en collaboration avec les services aux collectivités de l'UQAM, un projet sur l'histoire industrielle du Centre-Sud. Le projet vise la mise au point d'un manuel méthodologique qui permettra à des non-initiés de produire leur propre savoir sur leur histoire ouvrière et industrielle.

N'oublions pas que la prise en charge collective du quartier par ceux qui l'habitent est l'objectif ultime de l'écomusée. Or, la connaissance du passé peut être un moyen d'action sur le présent,

Créer la fierté pour se prendre en charge

mais à condition que les acteurs s'approprient ces données historiques, les réorganisent selon leur propre point de vue pour finalement être capables de donner leur propre version de l'histoire. La méthodologie que nous mettrons au point permettra à la population de faire sa propre histoire et par le fait même de faire de cette histoire un moyen d'action puisqu'elle ne sera plus perçue comme histoire extérieure (source de nostalgie et risquant de rester passéiste) mais comme une histoire vécue où ils ont un mot à dire.

C'est un peu ce qui s'était passé lorsque les femmes du quartier furent sollicitées pour l'exposition *Entre l'usine et la cuisine*. Celles qui ont collaboré à l'exposition en prêtant photos et objets sont devenues plus actives dans le quartier, elles se sont impliquées davantage. L'exposition s'est transformée en un moyen de conscientisation et d'action.

Cet objectif de prise en charge et d'action sur le présent explique pourquoi la Maison du Fier Monde s'est impliquée dans l'animation d'un colloque qui a donné naissance à un regroupement de tous les organismes du quartier et pourquoi elle a réalisé l'exposition sur les femmes. C'est l'esprit qui animait les auteurs de la brochure *Les jeunes et la crise* et voilà pourquoi la Maison du Fier Monde fut heureuse de s'y associer.

PAUL CHAMBERLAND

Le grand jeu de l'intelligence*

L'intelligence. Rien ne s'accomplira sans elle. *Par contre*, elle peut fort bien servir la force brute, on n'a qu'à penser aux cerveaux du KGB ou de la CIA.

Voici donc une superbe aporie.

Et il ne suffit pas de pointer du doigt l'équivocité de la notion. Autre chose est en jeu. Essayons de ne pas nommer prématurément cette autre chose.

Un enfant intelligent. Un seul regard suffit à révéler l'intelligence d'un enfant ; ou un sourire, un geste, une esquive, un tour. Qui ne saisirait là une promesse heureuse ?

L'intelligence de la situation. La transformation d'un état de choses problématique vers la solution recherchée.

L'intelligence dans l'amour. Réduire la part d'aveuglement, de manière à rendre disponibles les ressources de l'amour.

Les tentatives de solution au problème de la famine (acheminement précipité de secours dans

*1 Extrait d'un ouvrage en préparation, *Un livre de morale*.

les situations d'urgence, par exemple) révèlent la grave carence d'intelligence de la communauté internationale : *les diverses formations de peuples et d'États ne sont pas d'intelligence entre elles*. Le défaut d'intelligence va de pair avec la volonté de dominance. Par contre, la technologie des armements et la complexité des scénarios stratégiques exigent des prodiges d'intelligence.

Un état *lié* de l'intelligence. Par contre, un état ouvert, *éveillé*.

L'intelligence envisagée comme *voie évolutive* : définie par l'éveil. En conflit avec l'autre voie, jusqu'à tout récemment une réussite, la voie de la dominance.

Conséquence de la problématique ici amorcée : la recherche de la dominance, opposant des formations rivales, a cessé d'être une voie évolutive pour l'anthrope. Elle l'a été. Mais le néo-darwinisme est désormais une aberration. Les antagonismes, la volonté d'hégémonie développaient la force ; le triomphe d'un groupe dégageait l'avenir de l'humanité — le bienfait de la *paix impériale*, malgré la sévérité des coûts : essor de la *culture* (la paix des armes accordant loisir à l'« humanisation »). Un scénario qui a fait son temps. La volonté de dominance, en exaspérant les antagonismes rivaux, ne développe plus la force. L'interdépendance planétaire est devenue telle qu'elle soustrait, pour quelque groupe que ce soit, la possibilité d'accès à une hégémonie de type impérial-pacifique. Aucune formation ne peut accumuler la force de manière désormais *intégrative* : accomplissant, lui donnant figure et appui, l'*humanitas*. En somme, la pluralité de groupes rivaux candidats à l'élection, à l'imperium, voit s'exténuer ses conditions d'exercice. Dans la perspective de la force, il ne se présente plus qu'*un seul groupe* : l'humanité planétaire. Les voies d'accumulation de

la force ne passent plus par les luttes de dominance. Corrélativement, la volonté de puissance et d'expansion d'une formation, puisqu'elle ne peut la porter à l'imperium, l'entraîne dans un processus renversé, implosif, désintégrateur : la force est certes accumulée, comme jamais elle ne l'a été, mais pour être aussitôt dissipée, annulée. Les voies de la dominance contredisent la montée de la force, que les puissances s'approprient pour la diviser. Le scénario terrificateur d'un anéantissement nucléaire réciproque illustre assez clairement l'occlusion et la dissipation de la force qui forme dorénavant le seul résultat escomptable des luttes de dominance. C'est un scénario, une « légende » : le réel à lire, c'est l'asservissement, de plus en plus paralysant, des sociétés aux contraintes du dispositif militaire-industriel, qu'il y a lieu de tenir en étroite corrélation avec la multiplication et l'exaspération des conflits qui ponctuent l'écart croissant entre l'humanité des famines et l'humanité des gavés.

L'accumulation de la force n'est désormais possible que dans une seule direction : la formation d'un seul groupe planétaire ; l'interdépendance mondiale des groupes atteint à un degré tel qu'il exclut l'isolement, c'est-à-dire l'élection négative d'un seul à l'hégémonie.

La contrainte de fer avec laquelle s'impose, contre toute voie de dominance, l'interdépendance des diverses humanités, oui, on peut dire que ça crève les yeux dès qu'on rassemble les traits suivants : la possibilité, constituée par les arsenaux contemporains, de l'autogénocide de l'espèce ; l'intrication, en croissante intensité, des marchés à l'échelle du globe ; la simultanéisation des communications qui fait de la terre un seul « village » ; la menace, pour la survie de l'espèce, de la dégradation de l'écosystème planétaire.

Dans la perspective de la force, la recherche de la dominance est désormais, et irréversiblement, une voie régressive, involutive.

L'ensemble, composite mais inextricable, des intérêts et des dangers communs à toute l'humanité détermine, à l'intérieur de chaque société, de chaque formation étatique ou superétatique, une force d'inertie opposée aux formations de puissances rivales, antagonistes, qui, chacune dans son aire de contrôle ou d'influence, doit assurer sa base de domination. Les formations de puissance — états ou coalitions —, pour se maintenir, sont contraintes d'engager une importante partie de leurs forces à neutraliser l'antagonisme potentiel *qui ne peut que s'accroître* au sein de leurs sociétés respectives. La montée de pareil antagonisme, qui traverse, comme son dehors, chaque formation de puissance, se trahit à la militarisation croissante de la plupart des sociétés, militarisation effectivement tournée contre les citoyens. Ainsi, aux prises les unes avec les autres, dans leur agitation de rivales, les formations de puissances doivent-elles contenir un ennemi *intérieur* de plus en plus redoutable pour elles. La multiplicité des pays, la diversité des cultures, mais surtout la tenace persistance de cette superstition qu'est l'état-nation et les réseaux d'alliances impliqués par le géo-équilibre de la terreur, cet ensemble de réalités masquent la nature de l'ennemi intérieur à chaque formation de puissance. D'autant mieux, du reste, qu'il ne se manifeste guère encore que dans une sorte de résistance moins que « passive », je dirais inorganique : l'apolitisme, le défaut de réponse, la diversion, — oui, l'inertie. En cet état, dépourvu de toute figure propre, représenté/occulté par la multiplicité antagonistique des formations de puissance, il n'apparaît aucunement comme ce qu'il est potentiellement : *une seule humanité appelée à naître, à émerger, en rupture avec la voie régressive de la dominance, parce que confrontée à la nécessité d'en finir avec la fragmentation antagonisante*

qui l'accule désormais à l'échéance d'un anéantissement ou d'une terrification totalitaire résultant d'une sociorégulation « durcie » par un état de guerre permanent. Les individus ou les groupes dissidents de toute nature, les mouvements pacifistes et écologiques, de même que le mouvement des femmes font signe, bien entendu, d'un début d'émergence.

L'extrême difficulté d'une émergence de l'humanité hors de la voie régressive de la dominance tient précisément aux conditions qui déterminent et peuvent rendre effective la rupture avec la voie d'évolution jusqu'ici connue et pratiquée. Ni plus ni moins que le rejet de comportements, individuels ou collectifs, ancrés dans les couches les plus profondes de l'étoffe biopsychique — par conséquent un saut dans l'inconnu, et dans l'improbable. Les facteurs de contrainte, négatifs (menaces à la survie) ou positifs (interdépendance croissante des peuples), poussent puissamment en direction du rassemblement, de l'unification des anthropes. On ne voit guère pourtant, malgré son caractère de nécessité, que le seul déterminisme des faits entraîne à lui seul un résultat, un accomplissement dont le caractère est essentiellement le fruit d'un effort actif de concertation, — une volonté éclairée et résolue, librement projetée et construite. Tant que la résistance de l'humanité à son propre anéantissement ne dépasse pas l'état d'une force d'inertie, autrement dit tant que l'initiative de l'activité reste du seul ressort des formations de dominance, la voie régressive, involutive commande au devenir de l'humanité, et risque de la conduire à sa perte.

Quelle est la voie évolutive nouvelle ?

L'intense « activité » des formations de dominance, puisqu'elle est désormais dépourvue du sens qui l'accomplirait — que le gagnant assume la fonction d'hégémonie « humanisante » —, est

condamnée à l'aveuglement *réactif* : elle croit accumuler la force en la concentrant, en la portant à un régime toujours plus haut qui, à la fin, s'épanouirait, dans la paix impériale, comme destin victorial d'un nouvel âge de l'humanité ; alors qu'elle n'accumule que pour diviser, dissiper, enrayer la force dans une contre-formation d'antagonismes irrésolubles puisqu'ils ne se reproduisent plus qu'en s'alimentant à la dévastation de la terre et à la dégradation de l'humanité, en somme qu'ils ne se reproduisent plus qu'en direction d'une seule issue : la suppression réciproque des opposants et, avec eux, de l'évolution terrestre-humaine.

La voie, devenue régressive, de la dominance se désigne manifestement comme telle par son *inintelligence*. C'est aussi pour cette raison qu'il convient de nommer distinctivement la nouvelle voie évolutive LA VOIE DE L'INTELLIGENCE. Bien entendu, on ne saurait préjuger de l'essence de cette nouvelle voie par le seul trait de l'intelligence, ni par ailleurs réduire la notion d'intelligence à cette seule perspective, aussi fondamentale soit-elle. Ces précautions une fois prises (et sans cesse à reprendre), il est alors possible de poser, comme décisifs, un certain nombre d'énoncés. L'intelligence détermine et rend possible la nouvelle voie d'évolution, ce qui veut dire qu'*elle se soumet et subordonne la force justement parce qu'elle en rend possible, dans les meilleures conditions, l'accumulation et le destin humanisant*. Par contraste, cette position permet de résoudre une difficulté : l'intelligence a sans aucun doute, de toujours, été un facteur déterminant de l'évolution anthropologique, *mais jamais autrement que dans sa subordination à la force selon la voie évolutive jusqu'à tout récemment gagnante, la voie de la dominance*. La nouvelle voie évolutive commence par un renversement diamétral dans la hiérarchisation des facteurs. Seulement, il ne faut voir, dans un tel renversement, qu'une « indication » quant au processus engagé. Sa valeur consiste surtout à bien marquer la tour-

nure du changement, l'ampleur de la rupture d'avec tout le révolu. De là, on ne peut rien préjuger, puisqu'il y a tout lieu de s'attendre, du fait d'une aussi fondamentale conversion, à ce que « force », « intelligence », ces mots désignent un état tout à fait différent des choses et de leur rapport. Qu'advient-il de la force, de l'intelligence, à partir du renversement de leur rapport ? La nouvelle voie évolutive est imprévisible. Il n'est pas étonnant qu'elle passe pour l'improbable. Comme si l'anthrope n'était pas l'improbable. Cette « aberration » néoténique échue d'un hasard. De cette voie, on ne pourrait tout au plus qu'en rechercher les commencements, — les pointes d'une émergence si difficilement repérable dans la fragmentation extrême que présente une époque de dissolution.

L'intelligence ainsi conçue est moins la « propriété » de l'individu que celle du groupe anthropique, du « genre », de l'« espèce ». Bien entendu, je ne m'autorise alors aucunement à un réductionnisme qui ferait de l'intelligence une sorte de déterminisme cognitif collectif, à la manière de l'instinct animal. Le « fait » de l'intelligence et celui de l'individualité humaine ne sont pas dissociables, ne sont pas deux faits différents. Seulement, je ne m'accorde pas avec un autre mode de réduction qui consiste à contenir l'intelligence dans les seules limites de son exercice individuel — individualisme, psychologisme, une facilité. L'intelligence, telle que je l'entends ici, ne trouve son complet déploiement que dans l'ouverture de son exercice individuel à l'envergure du « genre » pris en tant qu'humanité en devenir. En ce sens, l'intelligence s'offre comme le partage d'une commune ressource, et si elle apparaît à juste titre magnifiée dans le génie individuel, il n'en demeure pas moins qu'elle ne parvient à son accomplissement plénier que dans le réseau harmonique de ses esprits-cerveaux, branchés les uns sur les autres, enveloppant la terre... noosphère déployée. C'est

la millénaire emprise de la force sur l'intelligence qui nous masque le possible, la possible envergure, la puissance et l'éclat qui résultera(it) des intelligences unifiées grâce à la libre circulation et à l'ingénieux agencement des esprits-cerveaux.

Subordonnée à la force, l'intelligence s'est toujours exercée sous l'entrave et en conformité à la dure contrainte des antagonismes reproduits par les formations de dominance. Elle en a mimé les façons : l'individualisme des « penseurs », leur fractionnement, leur dispersion, leur solitude n'est qu'un héritage empoisonné. « Nous allons à l'*Esprit*... le temps d'une langue universelle viendra ». Entrevoir le possible assigne comme à un destin quand l'improbable n'apparaît pas moins comme le nécessaire.

COURTEPOINTES ET POINTES SÈCHES

Passage à tabac

Décidément *L'Analyste* essaime à tous vents ces temps-ci. Son ex-vice-président, Benoît Lauzière, s'est retrouvé à la barre du Devoir (il sera intéressant de suivre, dans les mois qui viennent, l'évolution de la page éditoriale...) et un de ses rédacteurs, M. Michel Bédard, vient de fonder, avec l'appui des grandes compagnies de tabac, « la Société pour la liberté... des fumeurs ». Nous savions déjà que *L'Analyste*, qui se vante de tirer une grande partie de ses revenus du secteur privé, avait pris position pour la liberté des exploiteurs ; maintenant ce sont les pauvres fumeurs, brimés dans leur droit de faire respirer leur fumée aux autres, qui pourront compter sur un valeureux défenseur. On peut souhaiter, bien sûr, que les rapports entre fumeurs et non-fumeurs soient exempts d'intolérance et qu'on en arrive à un « modus vivendi » acceptable pour les deux parties, mais cette croisade, qui met en doute tout ce que les recherches médicales nous ont appris sur les dangers du tabac, ne manque pas de laisser songeur. Si la « Société pour la liberté des fumeurs » (sic) avait le dernier mot, les non-fumeurs, majoritaires actuellement au Canada, qui commençaient à respirer un peu mieux peuvent s'attendre à un sérieux... passage à tabac.

Suzanne Martin

Anatomie du pouvoir

Autres temps, autres moeurs ! De 1671 à 1830, un dey avait comme fonction de diriger le gouvernement à Alger ; de nos jours, son principal usage est de permettre de placer un « y » au scrabble. Ce qu'il a perdu en pouvoir, il l'a gagné en rayonnement international.

Depuis 1689, les deys étaient élus par la milice locale. Leur succession au pouvoir fut définitivement interrompue par la milice... mais française cette fois [1]. Cette dernière pouvait sans doute prétexter honorer ainsi sa toute nouvelle amitié officielle avec la Tunisie. Les Français restèrent le temps que l'on sait, nonobstant le fait que la Tunisie avait cessé depuis belle lurette de requérir leur présence à Alger. Il leur fallut pour quitter les lieux l'invitation sans équivoque de la milice nationale, provisoirement officieuse, alors appelée le FLN.

Cette histoire aurait d'ailleurs pu se dérouler n'importe où sur la planète. La fréquence de ce scénario rend peu crédibles les allégories physiologiques souvent appliquées à la société. Si le pouvoir était véritablement comparable à la tête du « corps social », comment diable y serait-il si facilement installé ou démis par les « bras ».

À moins que le « corps social » soit un corps artificiel, arbitrairement imposé. Ça se voit parfois, par exemple en cuisine. J'en prends pour illustration ce mot d'ordre de Pol Martin : « Bien incor-

1/ Chronologie fournie par Joseph Ki-Zerbo, *Histoire de l'Afrique noire*, Paris : Hatier, 1972.

porer avec un fouet »[2]. Encore là, de quelle partie du corps relève le maniement du fouet ? Les bras, on n'en sort pas !

Amettons un instant que le pouvoir soit défini comme la tête du corps social. Mais alors il s'agit d'une tête écervelée. Tout à fait inconvenant ! Un dey qui s'acquitte bien de son rôle de dey (au gouvernement d'Alger et non au scrabble) ne mérite pas de se faire appeler « l'écervelé ».

Il faut rebobiner et partir avec de nouveaux postulats. Essayons sur la base des suivants.

1) Le pouvoir n'est pas la tête du corps social ;

2) D'ailleurs, la société n'est pas un corps.

Le détective qui sommeille en chaque philosophe a immédiatement tout lieu de se délecter. Si la société n'est pas un corps, peut-être bien que ses éléments ne tendent pas naturellement vers l'unité ; de là la tentation constante de les « bien incorporer avec un fouet ». Qui a intérêt à une aussi douloureuse opération ? Le pot aux roses apparaît dans une aveuglante lumière : quiconque veut être reconnu comme la tête doit d'abord pour légitimer cette fumisterie faire croire à la société qu'elle est un corps.

Peut-on imaginer un modèle alternatif[3] ? La question ouvre un vaste champ à la recherche et à l'expérimentation. Commençons à explorer une des hypothèses possibles : pourquoi ne pas comparer la société justement à une... partie de scrabble ?

2/ Recette de la crème au café, *La Presse*, 14 septembre 1986.

3/ J'emploie à dessein l'adjectif « alternatif » pour hâter le jour où cette acception du mot sera reconnue par les pontifes de la langue française.

Un avantage immédiat serait de rendre au dey une dignité nouvelle. Différente sans doute ! Établissons le bilan.

Dans la colonne des pertes, il est clair qu'il ne pourrait y retrouver le pouvoir, l'hégémonie, le prestige d'antan.

Une donnée resterait inchangée. Dans un cas comme dans l'autre, il serait mis en place par les bras. Des bras dont les qualifications seraient néanmoins modifiées dans le sens du raffinement. Leur efficacité proviendrait désormais d'une coordination motrice précise plutôt que de la force musculaire.

Installé sur l'échiquier du scrabble plutôt que sur les épaules d'un pseudo corps social, le dey jouirait encore d'un statut singulier. Il le devrait à son « y », c'est-à-dire à son identité personnelle, plutôt qu'aux bras qui l'ont installé. Et réconfort additionnel, d'autres bras ne risqueraient pas de l'exclure de son siège, du moins tant que les joueurs veulent bien poursuivre la partie.

C'est sans doute une des raisons pour lesquelles je préfère le scrabble aux échecs : le jeu consiste à ajouter des pièces plutôt qu'à enlever. Cela s'accorde davantage avec ma forme de sensibilité.

Regardons la chose de plus près. Le dey est assuré au minimum de voir sa valeur reconnue dès qu'il entre dans le jeu. Cette valeur a même des chances d'être substantiellement magnifiée. Question de conjoncture entre les occasions offertes par le terrain, et la finesse du joueur qui essaie de le placer. Qui plus est, sa valeur peut servir plus d'une fois, peut-être même à un joueur « adverse ».

À toute personne qui préfère jouer au scrabble plutôt que d'être « bien incorporée avec un fouet », je souhaite bonne partie... et un « y » dans son jeu.

André Thibault

Je m'affirme
Tu t'affirmes
Il s'affirme
Nous nous affirmons ?

Je ne sais si vous avez déjà souffert de cette curieuse maladie que Baudelaire appelait « lexicomanie » : tout à coup une irrépressible envie vous saisit et vous fait plonger dans le dictionnaire le plus proche. (Aux dernières nouvelles, il n'y aurait pas d'épidémie de lexicomanie dans nos Cegeps...) J'ai été récemment victime d'une attaque de lexicomanie, une maladie incurable chez moi, en écoutant monsieur Pierre-Marc Johnson. Finie la souveraineté, avec ou sans association, par étapes ou à la carte, l'heure est à « l'affirmation nationale ». Comme la souveraineté culturelle, de bourassiste mémoire, m'est alors, je ne sais pourquoi, revenue à l'esprit, je décidai de consulter le Petit Robert.

> Affirmation : 1° Action d'affirmer, de donner pour vrai un jugement... 3° Action, manière d'affirmer de façon indiscutable (une qualité).

Il s'agirait donc d'affirmer, de façon indiscutable, notre qualité de Québécois. Étymologiquement « affirmer » dérive du latin « firmus » : ferme, qui nous a aussi donné « infirme » et « affermir ». Un mauvais démon me souffle à l'oreille qu'il vaudrait peut-être mieux parler d'infirmité nationale, surtout depuis le référendum... Mais ne cédons pas à un pessimisme déplorable et voyons comment nous pourrions nous affirmer. Pourquoi pas, par exemple, par un beau régime présidentiel qui nous donnerait l'illusion d'être un état souverain ? oui,

oui, comme les États-Unis ou la France. Que cette affirmation ressemble fort à celle du velléitaire pour qui la représentation de l'action remplace l'action, ne semble guère troubler la belle assurance de M. Johnson. Continuons allégrement à consommer des symboles ! Il y aurait une façon de nous affirmer, une façon on ne peut plus affirmative, mais de celle-là plus personne ne parle (ou presque) : ce serait de dire massivement « oui » à l'indépendance. Qui donc a déjà parlé de « beau risque »... ?

Suzanne Martin

Collaboration spéciale à ce numéro :
Peter Armitage, chargé de cours, Département d'anthropologie, Memorial University, T.N. ;
Ronald Babin, professeur, Département de sociologie, Université de Moncton, N.B. ;
Pierre Bélisle, professeur, Département de français, cégep Ahuntsic, Montréal ;
René Binette, coordonnateur des activités à l'écomusée du Fier Monde, Montréal ;
Christian Barrette, professeur, Département de sciences sociales, cégep Ahuntsic, Montréal ;
Bève Annick, professeure, Département de sciences sociales, cégep Ahuntsic, Montréal ;
Paul Chamberland, poète, Montréal ;
Pierre Chatillon, poète, Nicolet ;
Francine Déry, écrivaine, Montréal ;
Micheline de Sève, professeure, Département de sciences politiques, UQAM ;
Michèle Duval, assistante de recherche, Département de sciences politiques, UQAM ;
Édithe Gaudet, professeure, Département de sciences sociales, cégep Ahuntsic, Montréal ;
Stéphane Gendron, chargé de recherches, Institut Gamma, Montréal ;
Rémi Hyppia, étudiant en sciences politiques, Université d'Ottawa ;
Annie Leclerc, écrivaine, Paris ;
Sidney Lens, intellectuel pacifiste américain ;
Andrea Levy, militante au RCM, Montréal ;
José Mailhot, chercheure autonome, Montréal ;
Serge Mongeau, médecin et militant, Montréal ;
Pierre Paquette, professeur, Département des sciences sociales, cégep Ahuntsic, Montréal ;
Micheline Sicotte, syndicaliste, CEQ, Montréal ;
France Théoret, écrivaine, Montréal ;
Jean-Guy Vaillancourt, professeur, Département de sociologie, cégep Ahuntsic, Montréal.

Pour l'illustration :
Francine Larivée. Vit à Montréal. Depuis quinze ans, Francine Larivée s'est située dans des prati-

ques alternatives, souvent en marge ou à la limite du champ de l'art par la volonté d'atteindre un public élargi : ce fut le cas en 1976 avec *La Chambre nuptiale* présentée entre autres au complexe Desjardins à Montréal. Depuis quelques années le rapport entre art et écologie l'a conduite à travailler avec des mousses vivantes pour les insérer dans des milieux artificiels sous forme de micro-paysages. À la galerie Aubes, elle exposait en octobre dernier sous le titre *Terre, ombre et lumière.*

L'artiste nous propose dans ce numéro de *Possibles,* neuf séries photographiques (habituellement présentées par trois), intitulées *Sucs d'émeraude. Embruns entre vides et pleins* et réalisées en 1986. Les originaux ont environ 7,25 cm × 5 cm chacun.

Les revues culturelles

LES ANNALES DE L'HISTOIRE DE L'ART CANADIEN • ARCADE • ARIA • CAHIERS DES ARTS VISUELS • CONTRETEMPS • COPIE ZÉRO • DÉRIVES • ÉCRITURE FRANÇAISE DANS LE MONDE • ÉTUDES FRANÇAISES • ÉTUDES LITTÉRAIRES • FORMAT CINÉMA • LES HERBES ROUGES • IDÉES ET PRATIQUES ALTERNATIVES • IMAGINE... • INTER • JEU, CAHIERS DE THÉÂTRE • LETTRES QUÉBÉCOISES • LURELU • LE MAGAZINE OVO • MOEBIUS • LA NOUVELLE BARRE DU JOUR (NBJ) • NUIT BLANCHE • PARACHUTE • POSSIBLES • PROTÉE • RECHERCHES AMÉRINDIENNES • RÉ-FLEX • SÉQUENCES • SOLARIS • SONANCES • SPIRALE • TRAFIC • VICE VERSA • VIE DES ARTS • LA VIE EN ROSE • VOIX ET IMAGES •

Vous vous sentez concernés par les arts visuels, le cinéma, la danse, la littérature, le théâtre, les débats sociaux soulevés par différentes tendances ?

Les revues culturelles vous invitent à partager leurs perceptions plurielles de la culture.

Pour recevoir gratuitement notre répertoire annuel « Le Québec en revues », veuillez nous écrire :

AEPCQ
C.P. 786, Succursale Place d'Armes
Montréal (Québec) H2Y 3J2

ASSOCIATION DES ÉDITEURS DE PÉRIODIQUES CULTURELS QUÉBÉCOIS

N • O • U • V • E • A • U • T • É

Sous la direction de Jean-Paul Baillargeon

LES PRATIQUES CULTURELLES DES QUÉBÉCOIS

UNE AUTRE IMAGE DE NOUS-MÊMES

Le Québec a continué à changer profondément depuis la fin de la Révolution tranquille. Les activités culturelles et de loisir ont été à la fois reflets et facteurs de changement.

Musique, danse, théâtre, cinéma, télévision... sont quelques-unes des pratiques culturelles qui habitent nos univers et alimentent nos imaginaires.

Cet ouvrage réunit des essais qui font ressortir les traits marquants propres à chacune de ces activités ainsi qu'à l'ensemble d'entre elles, pour la période allant de 1971 à 1985.

Les auteurs analysent ces activités en vue d'en dégager la place, les rôles et les significations dans notre quotidien et dans la société globale. Ils nous proposent aussi des diagnostics et quelques perspectives.

- 394 pages
- ISBN: 2-89224-079-4
- **19,50 $**

Ces ouvrages sont disponibles dans toutes les librairies ou à

Institut québécois de recherche sur la culture 1979 iqrc

Institut québécois de recherche sur la culture
14, rue Haldimand
Québec (Québec)
G1R 4N4
Tél.: (418) 643-4695

N° 20 ET 21
NUMERO SPECIAL
260 P. - 80 F

ALTERNATIVES QUEBECOISES

- Mouvements sociaux et vie quotidienne
- Economie alternative et développement local
- Nouveaux medias et interventions artistiques

Un ensemble inédit de reportages et de réflexions

Commandes et abonnements à adresser à :
Editions PRIVAT 14, rue des Arts F-31068 Toulouse Cedex

- *Vente en librairie : 45 F/numéro (Diffusion : DIFF-EDIT)*
- *Numéro spécial 1985 : 20/21. Alternatives québécoises, 80 F*
- *Abonnement (4 numéros/an) :*
  Individuel : France 145 F. Etranger 180 F.
  Institution : France 200 F. Etranger 265 F.

Privat

AUTOGESTIONS
REVUE TRIMESTRIELLE - 19e ANNÉE - NOUVELLE SERIE

DISPONIBLES

Volume 1 (1976-77)

numéro 1 :
Tricofil
Sciences sociales et pouvoir
Poèmes de Roland Giguère et Gérald Godin — 110 p. 3,00 $

numéro 2 :
Santé
Question nationale
Poèmes de Gilles Hénault, Luc Racine, Robert Laplante
154 p. 3,00 $

numéros 3/4 :
Les Amérindiens : politique et dépossession
De l'artisanat comme instrument de conquête — 249 p. 5,00 $

Volume 2 (1977-78)

numéro 1 :
Fer et titane : un mythe et des poussières
Nouvelles perspectives du roman québécois
Nouvelle de Jacques Brossard — 142 p. 3,00 $

numéros 2/3 :
Bas du fleuve — Gaspésie
Poème de Françoise Bujold — 240 p. 6,00 $

numéro 4 :
Mouvements sociaux
Coopératisme et autogestion
Texte d'Alexis Lefrançois — 151 p. 4,00 $

Volume 3 (1978-79)

numéro 1 :
La ville en question
À qui appartient Montréal
Poèmes de Pierre Nepveu — 179 p. 4,95 $

numéro 2 :
L'éclatement idéologique
La poésie, les poètes et les possibles
Paul Chamberland : La dégradation de la vie — 159 p. 3,95 $

numéros 3/4 :
Éducation
Sur les chemins de l'autogestion : Le J.A.L.
Poèmes de François Charron et Robert Laplante — 292 p. 5,95 $

Volume 4 (1979-80)

numéro 1 :
Des femmes et des luttes — 207 p. 4,00 $

numéro 2 :
Projets du pays qui vient — 158 p. 4,95 $

numéros 3/4 :
Faire l'autogestion : Réalités et défis
Poèmes de Gaston Miron — 284 p. 5,95 $

Volume 5 (1980-81)

numéro 1 : Qui a peur du peuple acadien ?	182 p. 4,95 $
numéro 2 : Élection 81 : questions au P.Q. Gilles Hénault : d'Odanak à l'Avenir Victor-Lévy Beaulieu : l'Irlande trop tôt	157 p. 4,95 $
numéros 3/4 : Les nouvelles stratégies culturelles Manifeste pour les femmes	328 p. 6,95 $

Volume 6 (1981-82)

numéro 1 : Cinq ans déjà... L'autogestion quotidienne Poèmes inédits de Marie Uguay	177 p. 4,95 $
numéro 2 : Abitibi : La voie du Nord Café Campus Pierre Perrault : Éloge de l'échec	195 p. 4,95 $
numéros 3/4 : La crise... dit-on Un écomusée en Haute-Beauce Jacques Brault : leçons de solitude	274 p. 5,95 $

Volume 7 (1982-83)

numéro 1 : Territoires de l'art Régionalisme/internationalisme Roussil en question(s)	206 p. 4,95 $
numéro 2 : Québec, Québec : à l'ombre du G Jean-Pierre Guay, Marc Chabot : un beau mal	161 p. 4,95 $
numéro 3 : Et pourquoi pas l'amour	170 p. 5,00 $

Volume 8 (1983-84)

numéro 1 : Repenser l'indépendance Vadeboncoeur et le féminisme	197 p. 5,00 $
Numéro 2 : Des acteurs sans scène Les jeunes L'éducation	200 p. 5,00 $
Numéro 3 : 1984 — Créer au Québec En quête de la modernité	184 p. 5,00 $
Numéro 4 : L'Amérique inavouable	189 p. 5,00 $

Volume 9 (1984-85)

Numéro 1 Le syndicalisme à l'épreuve du quotidien	208 p. 5,00 $
Numéro 2 ... et les femmes	187 p. 5,00 $
Numéro 3 Québec vert... ou bleu ?	204 p. 5,00 $
Numéro 4 Mousser la culture	174 p. 5,00 $

VOLUME 10 (1985-1986)

Numéro 1 Le mal du siècle	187 p. 5,00 $
Numéro 2 Du côté des intellectuels	199 p. 5,00 $
Numéros 3/4 Autogestion Autonomie Démocratie	344 p. 8,00 $

NOM .....

Adresse .....

Ville .....

Veuillez me faire parvenir le(s) numéro(s) suivant(s) :

.....

Ci-joint un chèque ..... mandat-poste .....

au montant de $ .....

Je souscris un abonnement à **Possibles**

Envoyez-moi le numéro suivant, en prime :
☐ Vol. 7, n° 1 – Territoires de l'art
☐ Vol. 7, n° 3 — Et pourquoi pas l'amour
☐ Vol. 8, n° 4 — L'Amérique inavouable

Nom .....

Adresse .....

Ville ..... Code postal .....

Province ..... Téléphone .....

Occupation .....

ci-joint :
chèque .... mandat-poste .... au montant de ....

☐ Abonnement d'un an (quatre numéros) : 15,00 $
☐ Abonnement de deux ans (huit numéros) : 30,00 $
☐ Abonnement institutionnel : 25,00 $
☐ Abonnement de soutien : 25,00 $
☐ Abonnement étranger : 30,00 $

Revue Possibles, B.P. 114,
Succursale Côte-des-Neiges,
Montréal, Québec, H3S 2S4

VOLUME 11 n° 1

Prochain numéro :
L'emploi, un enjeu politique

IMPRIMERIE
L'ÉCLAIREUR
BEAUCEVILLE

11724

DANS CE NUMÉRO

Ma chère Raymonde
ANNIE LECLERC

Régionalisme et mouvement de paix
JEAN-GUY VAILLANCOURT
RONALD BABIN

Le Canada, la paix et le désarmement : une réalité ?
RÉMI HYPPIA

À l'Est, la colombe bat de l'aile
MICHELINE DE SÈVE

Pourquoi cette course aux armements ?
SIDNEY LENS

De l'air léger
FRANCE THÉORET

La CSN et le désarmement

Le RCM, le désarmement et la ville
ANDREA LEVY

Fuir la terre
PIERRE CHATILLON

Lettre à un pilote
ANDRÉ THIBAULT

À la CEQ
MICHELINE SICOTTE

L'invasion du Québec-Labrador par l'OTAN
PETER ARMITAGE

Taire Terre
L'Étoile s'étiole
PIERRE BÉLISLE

Nos impôts pour la paix
SERGE MONGEAU

La position stratégique du Canada dans le système mondial
STÉPHANE GENDRON

Je n'avais pas le temps
FRANCINE DÉRY

La guerre pensée par Hannah Arendt
MICHÈLE DUVAL

Créer la fierté pour se prendre en charge
CHRISTIAN BARRETTE,
ANNICK BÈVE,
RENÉ BINETTE,
ÉDITHE GAUDET,
PIERRE PAQUETTE

Le grand jeu de l'intelligence
PAUL CHAMBERLAND